

BAS-SAINT-LAURENT / GASPÉSIE

De la morue séchée à la technologie de pointe

À lire en pages A8 et A9



La météo

Aujourd'hui:
Partiellement ensoleillé
Minimum 10° Maximum 23°
Demain: Généralement ensoleillé
DETAILS CAHIER SPORTS

La Presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE
MONTREAL 350'

LAUZON
Blainville
430-1460
1384, boul. LABELLE
Autoroute 15
Sortie 25

• MONTRÉAL, JEUDI 11 JUIN 1992

108^e ANNÉE N° 228

76 PAGES, 6 CAHIERS

Îles de La Madeleine: 1.00 **50¢** Taxes en sus

Aujourd'hui

A3 JÉRÔME-LE ROYER

Le président de la commission scolaire Jérôme-LeRoyer, Vincent Arcresi, taxe les francophones de cet organisme de racisme envers lui.

B1 CONFLIT D'INTÉRÊTS

Le ministre québécois des Approvisionnements et Services, Robert Dutil, est actionnaire d'une entreprise subventionnée en 1989-90.

D1 TÉLÉPHONE

Bell Canada et les autres compagnies de téléphone devront se résigner à partager leur monopole sur les communications interurbaines.

E1 RADIO

Chantal Jolis quitte l'émission d'affaires publiques *Contact*, de CKAC, qu'elle animait depuis septembre en compagnie de Jean Cournoyer.

Sommaire

- Annonces classées**
- immobilier..... D10 à D15
 - marchandises..... D15-D16
 - emplois..... D16
 - automobiles..... D16-D17, E6-E7
 - propositions d'affaires..... D8
- Arts et spectacles**
- informations..... E1 à E5
 - cine-horaire..... E3-E4
 - tele-horaire..... E2
 - radio-television..... E1
- Bandes dessinées..... D13**
- Bridge..... E6**
- Design..... C1 à C4**
- Décès..... E7**
- Économie..... D1 à D9**
- Êtes-vous observateur?..... D10**
- Feuilleton..... D11**
- Horoscope..... D12**
- Le monde..... C5 à C7**
- Loteries — résultats..... A4**
- Montréal en fête..... A11**
- Mots croisés..... D15**
- Mot mystère..... D17**
- Têtes d'affiche..... B6**

LE 24 JUIN, ON JOUERA LE "GOD SAVE THE QUEEN".



Bergeron écarté, Demers seul en lice



Michel Bergeron

PHILIPPE CANTIN

Jacques Demers devrait être nommé aujourd'hui entraîneur-chef du Canadien.

À 16 h hier, Serge Savard a annoncé à Pierre Lacroix, l'agent de Michel Bergeron, que les médecins de l'équipe n'endosseraient pas sa décision s'il confiait au Tigre la succession de Pat Burns. Ce verdict a mis fin à la candidature de Bergeron et pavé la voie à la sélection de Demers.

En début de soirée hier, Don

Mechan, l'agent de Demers, est arrivé à Montréal. Il projetait de rencontrer Savard afin de mener à bonne fin le contrat du nouveau pilote des Glorieux.

Plus tôt hier, Savard avait brisé les derniers espoirs d'André Boudrias, le troisième candidat au poste, en laissant entendre que Bergeron et Demers étaient les seuls en lice. «J'ai reparlé aux deux hommes au cours des dernières heures, a-t-il affirmé. Ils ont hâte que je prenne ma décision et je ne les en blâme pas.»

Quant à Demers, il s'est fait

discret, hier. À midi, il était toujours à Detroit et attendait le coup de téléphone de Savard. À 20 h, et pour la première fois depuis le début de cette saga, il a communiqué avec les dirigeants du réseau Radio-Mutuel, son employeur actuel, afin de demander la résiliation de son contrat.

Demers a grandi à Montréal. Il rêve depuis longtemps de diriger le Canadien et sa nomination, aujourd'hui, promet d'être la plus belle satisfaction de sa carrière.

Après avoir dirigé les Nordiques de Québec, les Blues de St.

Louis et les Red Wings de Detroit, le mandat de Demers sera de relancer une équipe qui a déçu ses partisans au cours des trois dernières saisons. Ses lettres de créance comportent deux titres d'entraîneur par excellence en saison régulière. Depuis deux ans, il est analyste aux matchs radio-diffusés des Nordiques.

Le bonheur de Demers n'a

VOIR DEMERS EN A 2

Autres informations dans le cahier Sports, pages 2 à 5



Jacques Demers

Le fusil à eau: dangereux, le «gadget de l'année»?

GEORGES LAMON

Armés de leur «superarro-seur», Simon, 12 ans, et Vincent, 10 ans, s'amuse comme des petits fous à s'arroser l'un l'autre.

«Ce qui est intéressant avec ce fusil, explique Simon, c'est que le jet va très loin, jusqu'à 15 mètres. On n'a pas besoin d'être tout près. Et puis, ça dure plus longtemps qu'un simple pistolet à eau.» Certains modèles peuvent en effet contenir un réservoir de 1,5 litre.

Ce que son frère Vincent trouve surtout drôle, de son côté, c'est le jeu d'arrosage réciproque. Et il ne s'en prive pas.

Pendant que ses deux enfants s'exercent à se mouiller à qui mieux mieux, leur mère, Micheline Leblanc-Gosselin, semble y trouver encore plus de plaisir à les regarder. Un jeu qui n'a rien de dangereux, croit-elle. Pourtant, après avoir reçu un jet dans l'oeil, Simon a cru bon de porter de petites lunettes de plongée.

«Ils en voulaient un et j'avoue que je leur ai facilité la tâche, raconte la mère. Moi, à leur âge, j'aurais fait des malheurs avec ça. Jamais je n'aurais pensé aimer ça autant qu'eux.» Tant et si bien qu'elle a fait cadeau d'un de ces fusils à un de ses neveux. Le père, André Gosselin, arrivé sur ces entrefaites, tient absolument à s'en laver les mains: «C'est elle qui les a achetés, c'est son problème, pas le mien.»

VOIR FUSIL EN A 2



Simon et Vincent Gosselin, âgés respectivement de 10 et 12 ans, illustrent dans une «bataille d'eau rangée» les possibilités de ce nouveau jouet-gadget qui peut tirer un jet de 15 mètres.

Denise Soucy-Brousseau acquittée

PIERRE BELLEMARE

Denise Soucy-Brousseau, 38 ans, est sortie la tête haute, hier midi, du Palais de justice de Montréal où un jury de six femmes et six hommes l'a acquittée des trois chefs d'accusation de fraude et usage de faux relativement à une facture de restaurant de 390\$.

Accompagnée de son mari, constamment présent au procès entamé le 1^{er} juin et présidé par le juge Jean-Guy Boilard, l'ex-présidente de la Commission des écoles catholiques de Montréal s'est immédiatement dirigée vers Drummondville où son «vieux père», a-t-elle dit, attendait avec anxiété le dénouement de ce procès qui a constitué «un enfer» aux yeux de l'accusée.

Élue présidente de la CECM en décembre 1990 après avoir complété un mandat de commissaire de Denise Soucy-Brousseau trois ans, Mme Brousseau devait démissionner en juin 1991, tout en demeurant commissaire.

Quelques mois plus tôt, trois accusations étaient portées contre elle à la suite de la dénonciation de l'ex-directeur général de la CECM, Laurent Portugais (celui-ci a remis sa démission en septembre 1991), concernant un remboursement d'une note de 390\$ provenant du restaurant Le Castillon de l'hôtel Bonaventure.

Mme Soucy-Brousseau prétendait avoir pris, le 1^{er} février 1991, un repas avec le ministre de l'Éducation Michel Pagé et deux

VOIR ACQUITTÉE EN A 2

Montréal se prépare à sabrer 138 millions dans son budget de 93

GILLES GAUTHIER

Dans le cadre de la préparation du budget de 1993, l'administration de la Ville de Montréal a demandé à ses directeurs de services de lui présenter des projets de compressions budgétaires s'élevant à 138 millions.

Dans le contexte économique actuel, qui amène notamment une diminution des recettes fiscales, des compressions de cet ordre seront

nécessaires, explique-t-on, pour que l'administration atteigne son objectif de présenter l'an prochain aux contribuables une hausse du compte de taxes qui ne soit pas supérieure au taux d'inflation.

La présidente du comité exécutif et responsable du budget, Léa Cousineau, expliquait également récemment que son but était si possible de «ralentir la progression du compte de taxes».

VOIR BUDGET EN A 2

Benoît Bouchard en a assez

Il quitte l'équipe de négociation constitutionnelle, qui poursuit néanmoins ses travaux aujourd'hui

MARIE-CLAUDE LORTIE
du bureau de La Presse
OTTAWA

Convaincu qu'il n'y a plus moyen d'obtenir un consensus sur la réforme du Sénat et le droit de veto du Québec, le ministre Benoît Bouchard a quitté pour de bon, hier soir, l'équipe de négociation constitutionnelle qui continue toutefois ses travaux aujourd'hui, dans l'espoir de trouver un compromis miracle de dernière minute.

Même s'il a tenu à préciser à maintes reprises que sa décision n'avait rien d'un geste de protes-

tation, M. Bouchard a déclaré qu'il n'avait plus rien à faire au cœur d'un processus de négociation qui n'a plus aucune chance, selon lui, de forger une entente constitutionnelle acceptable au Québec.

«Cette étape, pour moi, est complétée (...) Sur la question fondamentale du Sénat, et donc du droit de veto, on ne peut pas d'ici la fin de la journée (hier) en arriver à une entente substantielle puisqu'on nous a dit que c'était impossible», a indiqué M. Bouchard.

Hier après-midi, les représentants des cinq provinces exigeant la mise en place d'un Sénat triple-

ont en effet rejeté un ultime compromis offert par le gouvernement fédéral, suggérant la mise en place d'un Sénat muni de pouvoirs importants mais où les provinces n'auraient pas exactement le même nombre de sièges.

Les avocats du triple-E — Alberta, Manitoba, Terre-Neuve, Saskatchewan, Nouvelle-Écosse — ont tout simplement déclaré que, même si elles étaient intéressées par les pouvoirs qu'aurait ce Sénat, ces provinces ne pouvaient toujours pas l'accepter, précisément parce que les provinces n'y auraient pas exactement le même

VOIR BOUCHARD EN A 2



AFFICHE SES COULEURS



Disponible partout, en succursales de la S.A.Q. et en épicerie.

SUITE DE LA UNE



A bonne distance l'un de l'autre, Vincent et Simon Gosselin jouent à l'arroseur arrosé.

PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

FUSIL

Le fusil à eau: dangereux, le «gadget de l'année»?

Pourtant, ces jouets qui se vendent entre 8,99 \$ et 39,95 \$ — selon la capacité du réservoir d'eau — peuvent aussi constituer un certain danger. Ainsi, l'utilisateur qui arrose de façon continue un fil primaire électrique — fil de haut voltage sans gaine protectrice — peut risquer l'électrocution.

Il y a également les petits malins qui ont eu la mauvaise idée de remplacer l'eau — recommandée par le fabricant — par divers produits plus ou moins dangereux: eau de javel, ammoniac, peinture, etc. C'est ce qui est arrivé hier à Hull. À Boston, où de tels événements sont fréquents, le maire Raymond Flynn croit même que la vente du jouet devrait être interdite.

Ghyslaine Bergeron, rédactrice en chef de la revue *Jouets*, tout en admettant que le fusil à eau est de loin le «gadget de l'année», estime que cette «sorte d'arme» devrait être testée par le gouvernement fédéral. Apparemment, Consommation et Corporations Canada mène présentement une enquête.

«Nous voulons savoir si ce jouet peut être dangereux, a précisé Mme Bergeron. Nous nous inquiétons des incidents et aussi des accidents qui pourraient s'en suivre.»

Pendant ce temps, ce gadget est en train de battre un record de popularité aux États-Unis, où il a été inventé, et même ailleurs.

Luc Bayard, de l'agence Ray Bayard qui agit comme agent du distributeur de Funrise (distributeur canadien exclusif pour les *Super Soaker*), considère que les ventes ont jusqu'ici dépassé les prévisions. Mais, il refuse de donner des précisions sur le total des ventes.

Quant au danger du produit, il n'y croit pas. D'ailleurs, selon lui, jusqu'ici on n'a reçu aucune plainte du public, du moins au Québec. Les distributeurs ont eu moins d'un retour par 1 000 pour ce jouet.

«Nous n'avons que des commentaires favorables de la part des utilisateurs, explique Luc Bayard. Même les adultes en achètent.»

André Kirouac, distributeur et importateur de jouets de Québec, estime, pour sa part, qu'il était prévisible «que ce jouet serait très fort cette année». Il croit d'ailleurs qu'il le sera «pour deux ou trois ans encore».

À son avis, le lancement du fusil à eau «donnera un bon coup de pouce au commerce du jouet», qui a décollé plus tard que d'habitude cette année. Il évalue qu'on vendra au moins 60 000 fusils à eau au Québec. À lui seul, il est déjà parvenu à en écouler 500 depuis la fin mai sur les 1 500 ache-

DEMERS

Bergeron écarté, Demers seul en lice

d'égal que l'immense déception de Bergeron. Le Tigre a été vivement secoué par la décision du Canadien. Victime d'un infarctus le 30 novembre 1990, il avait reçu l'assurance de son médecin, le docteur Pierre Théroix, de l'Institut de cardiologie de Montréal, de pouvoir retourner sans crainte derrière le banc d'une équipe professionnelle.

Profondément ému, ayant peine à retenir un sanglot, Bergeron a lui-même fait part de la décision de Serge Savard lors de son émission quotidienne à CKAC.

«Les médecins du Canadien ont émis une opinion contraire à celle du docteur Théroix, a-t-il indiqué. Face à cette situation, je ne suis plus sur les rangs pour succéder à Pat Burns.»

En se levant, hier matin, Bergeron était confiant d'être l'heureux élu. «Je regardais la liste des candidats et je me disais: *Voyons, il n'y a qu'un gars capable de faire la job!*, a-t-il expliqué avec sa candeur habituelle. Je ne suis pas un faux modeste, peut-être même que j'ai tendance à me surévaluer. Mais je croyais vraiment obtenir le poste. Je suis très déçu.»

Bergeron a eu un entretien de quatre heures avec Savard lundi après-midi. «Ce fut un meeting très positif», a-t-il rappelé hier. Ce soir-là, après avoir animé son émission, il est retourné au Forum à la demande du directeur général du Canadien. Cette fois, son état de santé a été au centre de la discussion.

Afin de rassurer le Canadien, le docteur Théroix a communiqué avec Savard. Il s'est ensuite entretenu avec le docteur David Mulder, un spécialiste de l'Hôpital Général de Montréal, dont l'expertise avait été requise par le Canadien. Une troisième opinion a été demandée par les deux parties.

En annonçant la nouvelle à Pierre Lacroix, Savard a dit: «Je dois trancher, lui a-t-il dit. Et nos médecins ne nous recommandent pas l'embauche de Bergeron.»

Bergeron n'assistera pas à la conférence de presse annonçant la nomination de Demers, aujourd'hui. «Depuis longtemps, j'ai pris l'engagement de visiter les malades de l'hôpital de Saint-Jérôme. Je tiendrai ma promesse et j'espère que mon geste ne sera pas mal interprété.»

L'entourage de Bergeron n'a pas semblé malheureux de la tournure des événements. Lundi dernier, sa femme Michèle avait avoué être contre l'idée de son retour derrière le banc. Son agent et ami Pierre Lacroix entretenait aussi des sentiments ambivalents à cet égard. L'intensité du Tigre est légendaire et ils craignaient que ce travail exigeant ait raison de ses énergies.

«Je suis très déçu, mais je sais que Serge Savard ne me devait rien, a ajouté Bergeron. Mon congédiement par les Nordiques de Québec, en mai 1990, m'a fait encore plus mal. Ce fut la plus grande déception de ma carrière. J'avais l'impression que cette équipe me devait un petit quelque chose.»

Durant son émission à CKAC, hier, Bergeron a reçu plusieurs témoignages d'amitié. Des gens ayant déjà subi des crises cardiaques l'ont appelé pour lui dire que la décision du Canadien était un mal pour un bien. Bergeron a écouté ces témoignages avec attention, il a remercié les auditeurs, mais on a senti que sa dé-

ception restait vive. Lui aussi est né à Montréal et lui aussi rêvait de diriger le Canadien.

Le couple Bergeron célébrait hier son 14^e anniversaire de mariage. Michèle a appris les développements de la journée en écoutant son mari à la radio. Le Tigre, incapable de la rejoindre plus tôt au téléphone, s'est adressé à elle par le truchement de la radio.

La voix noyée par des larmes, il a dit: «C'est aujourd'hui notre anniversaire de mariage. Michèle, je te salue et je te remercie. Depuis le début, tu étais contre ma candidature. Mais tu m'a toujours appuyé. Je t'offre les événements d'aujourd'hui comme cadeau d'anniversaire.»

Dans le studio de CKAC, l'émotion était à tailler au couteau. □

ACQUITTÉE

Denise Soucy-Brousseau acquittée

de ses collaborateurs. En réalité, l'ex-présidente de la CECM a partagé le repas, le 4 janvier 1991, avec son mari et un couple d'amis, proches du Parti libéral du Québec.

Ce souper, s'est-elle défendue, lui a permis d'obtenir des informations privilégiées sur le ministre Pagé, sur son adjoint parlementaire Marcel Parent et sur Paul Beauchamp, attaché politique du ministre, ce qui justifiait sa réclamation.

Procès de 16 000 \$

Celle-ci a été soumise au comité de direction le 19 mars 1991 puisque M. Portugais ne pouvait pas, seul, autoriser une dépense supérieure à 300 \$. A la même période, il avait toutefois autorisé un remboursement de 178 \$ à Mme Soucy-Brousseau pour un repas pris réellement avec le ministre Pagé, le 31 janvier 1991.

Étant à couteaux tirés avec la présidente, M. Portugais l'a ainsi dénoncée, en avril 1991, auprès du Procureur général du Québec, ce qui a déclenché le procès autour de la réclamation présumée frauduleuse de 390 \$. Ce procès, aura d'ailleurs coûté au moins 16 000 \$ à l'ensemble des contribuables.

Il appert que le jury a cru le témoignage de Mme Soucy-Brousseau, qui soutient avoir confondu les dates du 4 janvier et du 1^{er} février 1991. Elle a également laissé entendre que le repas pris avec le couple d'amis était «beaucoup plus administratif que social», malgré l'absence du ministre et ses adjoints.

L'avocat de la défense, le réputé criminaliste Jean-Claude Hébert, a cependant évoqué le laxisme et la «générosité» des administrateurs de la CECM, en relevant notamment certains remboursements que M. Portugais s'est lui-même déjà autorisés.

L'un de ceux-là faisait suite à un repas supérieur à 250 \$ pris dans un restaurant haut de gamme de Québec en compagnie de Me Christiane Benoit, secrétaire générale adjointe de la CECM, avec qui M. Portugais entretenait des «relations très cordiales», selon son expression.

Tourner la page

En minant de la sorte la crédibilité du dénonciateur Portugais et en ébranlant la structure même de l'administration de la CECM, d'ailleurs mise en tutelle le 25 mars dernier pour une période de six mois, Me Hébert a fait la démonstration devant le jury que sa cliente s'est tout simplement inscrite dans le processus de rem-

boursement des dépenses en usage à la CECM.

«Le verdict sera bien accueilli par le public», confie Me Hébert, qui a tenu à faire témoigner Mme Soucy-Brousseau. «Elle s'est mise au blanc et je voulais qu'elle sorte par la grande porte», dit-il.

«Justice est faite», ajoute Me Hébert avec satisfaction. À son retour de vacances, il remettra à sa cliente une opinion juridique sur la pertinence et l'utilité de se lancer dans des poursuites civiles contre M. Portugais, les témoins de la Couronne et le ministère public.

Deux éléments sont à considérer, selon lui. Y a-t-il vraiment matière à poursuites civiles? Mme Soucy-Brousseau souhaiterait-elle relancer un autre affrontement judiciaire, elle a qui on prête de fortes ambitions dans l'arène politique québécoise?

«On doit analyser toutes les facettes de cette question. La porte n'est ni ouverte ni fermée», conclut Me Hébert. Sa cliente a contourné la question sur l'éventualité de poursuites, en laissant tomber: «Je n'ai jamais lâché.»

Mme Soucy-Brousseau doit reprendre son fauteuil à la présidence, assumée depuis un an par Me François Ouimet. «Son mandat vient à échéance en 1994 et, à moins d'une démission, Me Ouimet peut demeurer en poste jusqu'à la prochaine élection scolaire», a confié un porte-parole de la CECM.

Enfin, il a été impossible de joindre M. Portugais, hier. □

BOUCHARD

Benoit Bouchard en a assez

nombre de sièges. Ce principe est un des piliers du Sénat triple-E (égal, élu et efficace).

Mais si M. Bouchard a vu leur refus comme le coup de grâce des discussions constitutionnelles qu'ont depuis trois mois des négociateurs de tout le Canada sauf le Québec, les provinces demandant le triple-E, de leur côté, sont sorties de la rencontre d'hier en affichant un certain optimisme.

«La nouvelle proposition d'Ottawa est une chose très positive parce qu'elle constitue un mouvement important de la part du gouvernement fédéral», a indiqué Robert Mitchell, ministre représentant la Saskatchewan.

C'est d'ailleurs pourquoi elles ont accepté de prolonger d'une journée ces négociations, qui devaient se terminer hier soir.

Notons cependant que la question du Sénat n'est pas à l'ordre du jour des discussions officielles, aujourd'hui. Ainsi, s'il y a un déblo- cage, ce sera durant des discussions informelles. Pour que ce tour de force s'accomplisse, il faudrait, par exemple, que les anti-triple-E (Ontario, l'Ontario, la Colombie-Britannique) réussissent à défaire l'alliance des provinces pro-triple-E, en convainquant les deux provinces tièdes, la Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan, de changer de camp.

Le premier ministre de la Saskatchewan Roy Romanow, l'un des architectes de l'entente constitutionnelle de 1982, doit d'ailleurs être à Ottawa aujourd'hui.

L'optimisme manifesté hier après-midi par les avocats du triple-E était d'autant plus surprenant qu'hier matin le représentant de l'Alberta, Jim Horsman, était entré à la rencontre la mine plus que basse, lançant: «Honnêtement, je crois qu'on n'a fait que perdre notre temps.»

L'humeur a donc changé quand le gouvernement fédéral est arrivé avec sa nouvelle proposition, qui, selon M. Bouchard, aurait reçu l'appui du premier ministre du Québec.

En vertu de ce nouveau modèle, les sièges du Sénat seraient répartis comme suit: l'Ontario et le Québec auraient en tout 48 sièges, l'Ouest et les Territoires 38, et les Maritimes 24.

Ce Sénat aurait notamment un droit de veto sur tous les projets de loi touchant les ressources naturelles, ou les politiques de taxation liées aux ressources naturelles (style programme national de l'énergie).

La proposition stipule aussi que ce type de Sénat serait mis à l'essai pendant cinq ans. À la fin de ce délai, si les provinces demandant le triple-E voulaient revenir de l'avant avec l'égalité parfaite des provinces, elles pourraient le faire et les changements au Sénat devraient être approuvés par sept provinces représentant 50 p. cent de la population.

Le Québec ne pourrait donc avoir un droit de veto sur la réforme du Sénat avant au moins cinq ans.

Cependant, les ministres Clark et Bouchard ont précisé qu'un droit de veto sur la réforme des institutions offert à toutes les pro-

vinces serait lié à cette proposition. Le Québec aurait donc un droit de veto sur la réforme de toutes les institutions, sauf sur celle du Sénat mis sous moratoire pendant cinq ans.

Mais même si les discussions ont été prolongées et que les avocats du triple-E ont tenté de se dépêtrer hier soir comme des gens encore très ouverts au compromis, le ministre Clark, habituellement d'un optimisme inébranlable, a tenu à rappeler qu'il y aurait échec total si la question du Sénat n'arrivait pas à être résolue.

«Si nous n'arrivons pas à nous entendre sur le Sénat, ceci signifie qu'il n'y aura pas d'entente du tout», a-t-il déclaré.

Un perspective qui fait d'ailleurs un peu peur au chef de l'Assemblée des Premières Nations, Ovide Mercredi, qui craint de voir tomber à l'eau toute l'entente obtenue laborieusement avec les autochtones. M. Mercredi a donc enjoint les négociateurs de mettre de l'eau dans leur vin.

Si les négociateurs ne se sont pas entendus sur un ensemble d'offres acceptables au Québec d'ici à ce soir, le gouvernement fédéral préparera sa propre proposition constitutionnelle, inspirée des ententes conclues grâce au processus multilatéral. Cette offre pourrait être soumise à un référendum national.

BUDGET

Montreal se prépare à sabrer 138 millions dans son budget de 93

Près de la moitié des dépenses de 1,87 milliard inscrites dans le budget de 1992 de la Ville sont difficiles à comprimer. On note en particulier les frais de financement (302,6 millions) et les contributions à la Communauté urbaine de Montréal (484,3 millions).

La demande de l'administration porte donc sur un fort pourcentage des dépenses des services, qui s'élève cette année à 943,8 millions, auxquels s'ajoutent quelques dizaines de millions de dépenses dite communes (restauration résidentielle, industrielle et commerciale, dépenses générales d'administration, etc.).

Plusieurs, dans les services municipaux, s'arrachent les cheveux en tentant de répondre à l'exigence d'une compression de 138 millions qui aurait été transmise aux directeurs par le secrétaire général, Pierre Lefrançois.

Parlant des compressions de 186 millions que Mme Cousineau annonçait le 28 avril dernier, le maire Jean Doré avait déclaré quelques jours auparavant: «Vous n'aurez encore rien vu. Attendez le prochain budget.»

Il indiquait plus récemment que les futurs exercices de compressions budgétaires pourraient obliger l'administration à effectuer des diminutions au chapitre des services directs à la population.

Mme Cousineau annonçait jeudi dernier que la Ville réduisait de 202 millions à 167 millions ses dépenses en immobilisations pour 1992, expliquant que chaque baisse de 10 millions à ce chapitre se traduira par une diminution de 1,7 million en frais de financement dans le budget de 1993.

Elle ajoutait que chaque baisse de 5 millions dans les dépenses permettrait de diminuer de 1 cent par 100 dollars d'évaluation le taux de la taxe foncière l'an prochain. □

Précision

■ André Gagnon, vice-président directeur de la société Santé Naturelle, confirme des négociations avec Searle, de la multinationale Monsanto, mais précise qu'elles portent sur les droits de commercialisation de Nutri Bar et de Nutri-Diète.

Où donner de son sang

■ Aujourd'hui la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants:

- À Montréal: Centre des donneurs de sang, 2991 Sherbrooke Est, Centre commercial Maisonneuve (métro Préfontaine), de 9 h à 20 h;
- À Pierrefonds: parrainée par le Club Optimiste des Sources, Caserne des pompiers, 13795, boul. Pierrefonds, de 14 h à 20 h 30;
- À Vaudreuil: organisée par le Club Optimiste de Vaudreuil, Centre d'achats Vaudreuil, 2, rue Dutrisac, de 15 h à 20 h 30.

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Un jeune homme de Nepean, John Consentino, 18 ans, a rempli le réservoir de son fusil à eau Super Soaker d'un mélange d'eau de javel et d'eau du robinet et, circulant en automobile sur le Marché

By, à Ottawa, aurait tiré en direction d'un piéton. Un homme de 37 ans a été atteint au visage par le liquide et a subi de sérieuses brûlures.

Consentino devra répondre à des accusations de voies de fait et de méfait. S'il est trouvé coupable, il pourrait être incarcéré pour une période de sept ans.

Tirage d'hier
Le Lotto 6/49 3 19 29 31 34 42 (14)
E-X-T-R-A 0 8 1 9 6 8

La Quotidienne à trois chiffres **447**
tirage d'hier à quatre chiffres **5422**

ABONNEMENT Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30	285-6911	ANNONCES CLASSEES Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30	285-7111
RÉDACTION	285-7070	GRANDES ANNONCES	285-7202
PROMOTION	285-7100	Détailants	285-7306
COMPTABILITÉ		National, Télé	285-7265
Grandes annonces	285-6892	Vacances, Voyages	
Annonces classées	285-6900	Carrières et professions, nominations	285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe»

Enregistrement: numéro 1400 • Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272

JEUDI
11 JUIN 1992

24-4-01

LE NOUVEAU VIEUX-PORT: 2 KILOMÈTRES AU BORD DE L'EAU

LE VIEUX-PORT
DE MONTREALMOLSON
DRY

PEPSI

La Presse

KMF
94,3

cjms128

496-PORT

Pagé vérifie des allégations de conflits d'intérêts à Jérôme-Le Royer

Le président de la commission scolaire, Vincent Arciresi, se dit victime du « racisme des francophones »

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Faisant l'objet d'une vérification serrée de la part du ministère de l'Éducation concernant de possibles conflits d'intérêts, le président de la Commission scolaire Jérôme-Le Royer, M. Vincent Arciresi, accuse les francophones de cette commission d'adopter depuis des années des attitudes racistes à son égard.

Le ministère de l'Éducation scrute en effet à la loupe, depuis hier, toutes les « activités professionnelles » du président italo-québécois de la Commission scolaire Jérôme-Le Royer, soupçonné d'être en situation de conflit d'intérêts. M. Arciresi est gestionnaire d'une compagnie de construction, Angem Inc., qui réclame devant la cour plus de 100 000 \$ à la Commission scolaire Jérôme-Le Royer pour des travaux exécutés à l'aréna Roussin de Pointe-aux-Trembles, en 1981.

« J'ai demandé à nos avocats de scruter ce dossier et je n'hésiterai pas un instant à intervenir si les faits démontrent que le président de cette commission scolaire est en position de conflit d'intérêts », a déclaré indigné hier à La Presse le ministre de l'Éducation Michel Pagé.

Ce qui est étonnant dans cette affaire, c'est que la commission scolaire, avant l'arrivée de M. Arciresi à sa tête en 1990, non seulement refusait de payer 100 000 \$ à Angem, mais lui réclamait plutôt 158 000 \$ pour perte de revenus. Au cours des derniers mois, Angem Inc., dont le secrétaire est toujours M. Arciresi, a pourtant tenté d'obtenir un règlement à l'amiable au montant de 60 000 \$.

« Je suis victime de racisme de la part des francophones de Jérôme-Le Royer à la suite de notre décision de fermer l'école Jean-Eudes. Je n'ai rien à cacher, que



Vincent Arciresi

l'on demande à la police d'enquêter », se défendait M. Arciresi, hier soir, sur un ton agressif.

« Je vis au Québec depuis maintenant 26 ans et je suis fier de mes origines. Trois de mes enfants sont à l'école. Lorsque vous écrivez que les Italiens veulent fermer les écoles francophones de l'est de l'île, vous vous acharnez contre nous et vous faites preuve de racisme », a poursuivi le président de la commission scolaire.

Ce dossier impliquant M. Arciresi est complexe et remonte au début des années 1980. Voici, en résumé, les principaux épisodes.

La compagnie Angem, en 1981, est la propriété conjointe de MM. Benjamin Ardouni et Vincent Arciresi. Ces deux hommes obtiennent de la commission scolaire le contrat de réparer la surface de ciment de l'aréna Roussin, qui a subi des dommages à cause du gel.

La firme d'ingénieurs Dufresne Farley Brillon est chargée de la surveillance de l'exécution des travaux qui devaient être complétés le 15 août 1981. L'ingénieur Gilles Dufresne est à ce moment le premier responsable de la surveillance des travaux pour le compte de la commission scolaire.

La compagnie de construction ne reçoit pas les recommandations des ingénieurs et ne peut compléter son travail que tard à l'automne de 1981.

La commission scolaire, se sentant à l'époque lésée, décide de réclamer 158 000 \$ à Angem pour perte de revenus car la surface glacée n'a pu être disponible à temps pour la location. Angem réfute alors les allégations de la commission scolaire et décide d'intenter contre elle une poursuite de 104 000 \$ en raison des problèmes rencontrés lors de l'exécution des travaux. Jusque-là, il s'agit d'une cause civile sans grande importance, comme il s'en inscrit des milliers devant les tribunaux du Québec, chaque année.

Dans le cas de M. Arciresi, le dossier est toutefois plus délicat, puisque ce dernier devient commissaire à cette commission scolaire en 1987, puis président en 1990. Il a donc entre les mains le dossier chaud de l'aréna Roussin.

Le 25 novembre 1991, l'ingénieur conseiller, M. Gilles Dufresne, écrit à M. Arciresi, le suppliant de ne pas accepter, au nom de la commission scolaire, un règlement à l'amiable dans cette affaire. « Je savais qu'il était encore gestionnaire de Angem, mais je me devais de l'aviser », a



Michel Pagé

expliqué hier M. Dufresne. « Le président de la commission scolaire dirige encore cette entreprise de construction par le biais d'une compagnie à numéros », a-t-il d'ailleurs précisé.

« Cette compagnie n'est plus active depuis deux ou trois ans. Je me suis dissocié de Benjamin Ardouni », plaide vigoureusement le président de la commission scolaire. Il admet cependant être gestionnaire de la compagnie 121346, qui englobe Angem, mais il jure qu'il n'est pas au courant des tractations en cours pour régler le problème de l'aréna Roussin. « Si jamais ce dossier de poursuites vient à la table du conseil scolaire, je me retirerai des discussions », a-t-il promis hier soir.

insistant à plusieurs reprises. Il jure ne s'être entretenu avec aucun avocat à ce sujet depuis son accession à la direction de la commission scolaire.

L'ingénieur Dufresne, pour sa part, a expliqué hier que la commission scolaire, exception faite que le président soit gestionnaire de Angem Inc., a tous les droits de réclamer de cette entreprise un dédommagement important pour les pertes de revenus encourus en 1981. « Le contrat n'a pas été respecté à l'époque. Nous le disons depuis plus de 10 ans. Non seulement la commission scolaire doit réclamer ses pertes de revenus, mais elle peut exiger une somme importante pour les intérêts courus. Au total, elle peut réclamer 400 000 \$. Loin de vouloir payer ce montant, l'avocat de Angem tente d'obtenir 60 000 \$ de la commission scolaire par la voie d'un règlement à l'amiable », s'indigne l'ingénieur.

Les corps policiers n'ont été saisis d'aucune plainte dans ce dossier, a confirmé hier un porte-parole de la Sureté du Québec. Le ministre Pagé a reçu, vendredi dernier, une plainte formelle de la part d'un contribuable. Le ministre a refusé hier d'identifier le plaignant, par respect de la confidentialité des dossiers.

Nous avons cependant pu nous entretenir avec Mme Danièle MacDonald, une contribuable qui a mené une longue enquête sur les activités de M. Arciresi. « Je suis prête à apporter toute ma contribution aux enquêteurs dans cette affaire. Il n'est pas normal que le président d'une commission scolaire se poursuive lui-même. Il y a des limites à tout. C'est moi qui ai découvert qu'il est gestionnaire d'Angem. Le 17 juin, nous aurons une réunion spéciale du conseil scolaire et j'espère qu'il rendra des comptes », a dit Mme MacDonald au cours d'un entretien téléphonique.



Christian Dorais attendait le retour de ses parents partis faire des emplettes lorsqu'il a vu des cagouleurs armés faire feu en direction des employés de Loomis. PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

Braquage raté d'un camion blindé

MARCEL LAROCHE

L'audace d'un gardien, qui, au péril de sa vie, a réussi à désarmer l'un de ses assaillants lors d'une tentative de vol perpétrée contre un camion blindé de la firme Loomis, a suffi à faire fuir les bandits qui, dans leur éternement, ont même blessé leur complice d'une balle à la tête.

Ce vol raté, qui n'a absolument rien rapporté à ses auteurs, s'est produit un peu avant 15 h hier, au moment où des gardiens de Loomis venaient de prendre livraison d'une importante somme d'argent à la succursale bancaire de la CIBC, située dans le centre commercial Fairview de Pointe-Claire, en banlieue nord-ouest de Montréal.

Les deux employés avaient déjà franchi à pied le corridor intérieur du centre commercial, et ils s'approprièrent à placer les sacs d'argent dans le camion blindé immobilisé tout près de la sortie, lorsque des individus se sont jetés sur eux.

Le visage dissimulé par des masques en plastique, les trois voleurs ont agi à la vitesse de l'éclair. L'un réussissant à maîtriser le messenger à l'aide d'un fusil-mitrailleur pointé en plein visage, tandis qu'un complice s'emparait de l'arme du second gardien, un révolver de calibre .38, en lui intimant l'ordre de ne pas bouger et de lâcher les sacs d'argent.

Dans un geste aussi téméraire qu'audacieux, le gardien ainsi désarmé a bondi sur son agresseur pour reprendre possession de son révolver.

Cette scène, qui n'a duré que quelques secondes

entre les deux gardiens de Loomis et les voleurs, a été suivie d'une rafale de coups de feu.

Plusieurs témoins, dont Christian Dorais qui se trouvait à quelques mètres seulement de cette altercation, ont vu des individus surgir d'une voiture blanche.

« J'ai aperçu deux gars sortir de l'auto et tirer en direction des gardiens... Après, j'ai vu les voleurs s'enfuir en auto tandis qu'il y en avait un autre couché par terre, près du camion blindé... », a indiqué à La Presse le jeune homme de 20 ans, de Dorion.

Dans le parking du centre commercial Fairview où ils venaient d'appréhender une dizaine de minutes plus tôt un individu armé d'un 9mm, d'une grenade lacrymogène et d'une cagoule, les policiers de la CUM ont rapidement porté assistance aux gardiens de Loomis.

L'enquête menée rondement par les sergents-détectives Gilles Racette, Daniel Heffernan, Raymond Campeau et André Godin, sous les ordres du lieutenant-détective Donald Côté, des vols qualifiés de la CUM, a démontré plus tard que l'homme arrêté au volant d'un véhicule volé était un complice!

Cet individu identifié comme étant Alberto Rodrigo Medina, un jeune Latino-Américain de 22 ans, ainsi qu'un dénommé Darrell Grant, 28 ans, qui a dû être traité à l'hôpital du Lakeshore pour une blessure superficielle au cuir chevelu causée par le passage d'un projectile d'arme à feu, étaient toujours détenus hier soir par les policiers de la CUM.



Lina a mis la clé dans la porte de son restaurant du Vieux-Montréal, Le Bistrot à Lina. PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Exaspérée, Lina range son tablier!

JEAN-PAUL SOULIÉ

Lina s'en va. Elle a fermé son restaurant Le Troquet à Lina vendredi dernier, après une nuit de réflexion.

« Si je continuais à travailler, il faudrait que je paye des taxes à la Ville de Montréal. Plus jamais! Pas un quart de cenne pour ces gens là! Fini! »

Lina Filisetti a fait manger les gens depuis 23 ans dans le Vieux-Montréal. D'abord chez Parain-Marraine, puis au coin de la rue de l'Hôpital et de la rue Saint-Jean. Sa bataille contre les travaux mal planifiés de la Ville de Montréal, d'Hydro, de Bell, les trous creusés dans l'asphalte fraîchement posé et les trottoirs tout neufs défoncés à cause d'on ne sait quel fantôme débridé de fonctionnaires municipaux, sa bagarre de dix ans est terminée. Lina ferme, vend son matériel, paie ses employés — sur les neufs des débuts, il en restait quatre — son loyer, et elle rentre chez elle.

Entre deux clients qui viennent la saluer au milieu du déménagement de ses frigos et de ses cuisinières, Lina explique que l'estocade finale de la municipalité a été sa raison sociale, sur l'auvent au-dessus de sa porte d'entrée. D'abord considérée comme pas conforme à l'environnement, même si auvent et enseigne « Troquet à Lina » sont plus vieux de quelques années que les trottoirs et pavages des rues, la dite enseigne a été qualifiée de « lumineuse » par un inspecteur gé-

nial, le 21e en dix ans, si Lina compte bien. Et si ses souvenirs sont exacts, il doit s'appeler Raymond Girard.

— Mais il n'y a pas d'enseigne lumineuse, s'est défendu Lina avec l'énergie du désespoir!

— Mais il y a des lumières qui éclairent l'auvent! La réverbération de l'éclairage des escaliers...

— Alors là, c'est lumineux, a concédé Lina, sidérée, et pour une fois réduite au silence!

Avant ça il y avait eu les sens uniques, les stationnements interdits, les tickets de 30 \$ pour une heure et demi de lunch, et les amendes pour avoir deux enseignes: Bistrot à Lina et Bar-Restaurant.

— Vous ne pouvez pas en avoir deux sans permis!

— Mais c'est le nom de ma boîte, avance Lina...

— Pas besoin! Vous êtes connue! Lina se demande combien ils sont dans la fonction publique municipale montréalaise à posséder une logique aussi absolue.

Jeudi dernier, le juge a dit à son avocat que, puisqu'elle plaiderait non coupable pour une troisième offense au crime d'enseigne anti-environnementale — même si elle avait déjà supprimé sa raison sociale sur l'auvent maudit — elle devrait revenir en cour en octobre prochain.

Lina a passé la nuit à réfléchir, et elle a décidé de fermer boutique.

Salut Lina!

ROBERT DUGUAY



Quand Gérard a eu sa dernière crise de foie, ses voisins se sont occupés de tout. Ils l'ont transporté à Saint-Luc, ils ont aéré sa chambre, payé ses comptes, ils se sont organisés un horaire de visites pour qu'il ne soit jamais seul à l'hôpital après son opération.

Tôt hier matin, Gérard était de retour à Chambredor, encore un peu faible, mais en forme, heureux de s'en être sorti et fier d'exhiber ses cicatrices à ceux qu'il croissait, dont M. Lavoie, qui déjeunait à la bonne franquette, may west et litre de lait, assis sur une marche d'escalier.

Huit heures du matin. Au bout du couloir, dans la chambre qu'il occupe depuis 12 ans, Fernand dispute une partie de cribble (le sport national à Chambredor) à sa vieille amie Jeannette; les « 15-2, 15-4 et 2-6 » pon-

tués d'éclats de rire et d'accusations de tricherie. Le voisin, M. Grenier, 77 ans, surveille les comptes en grignotant une saucisse à hot dog.

Hier soir, « en pleine rue Sainte-Catherine », Fernand a trouvé un fer à cheval. Il l'a accroché à un mur, entre une photo du pape et une page centrale du Playboy.

« Avant, quand j'avais encore mon char, j'allais voir ma famille dans le bout de Lachute. Ast'heure, je reste ici. Je suis bien ici. S'ils veulent me voir, ils savent où me trouver. »

À neuf heures moins cinq, son cadran rappellera à Fernand qu'il est temps de mettre sa chemise et de prendre le chemin de l'Accueil Bonneau pour le déjeuner.

Marie-Soleil, 36 ans, une des trois femmes parmi les 52 locataires (de 18 à 92 ans) de l'immeuble, offre le café à la ron-

Chambre en ville...

Sa chambre reluit de propreté. Le couvre-lit tombe droit, les objets sont rangés à leur place, les tubes de papier à côté de la boîte de tabac, la brosse à dent dans son verre, le pot de Nescafé avec le sucre.

Avec ce qui lui restera de son prochain chèque, une fois le loyer (165 \$) et le téléphone payés, elle compte s'acheter une petite lampe suspendue qu'elle va installer au-dessus de sa table, près de la fenêtre.

Marie-Soleil est venue s'installer à Chambredor il y a trois ans après que son appartement de la rue Bellechasse ait été détruit par un incendie. « Tout de suite après, j'ai perdu ma job au Bell. Je n'avais plus rien. »

Elle vient tout juste d'emménager au rez-de-chaussée. « C'est plus pratique, ils vont pouvoir m'aider plus vite si j'ai une crise d'épilepsie. J'ai les toilettes et la chambre de bain juste de l'autre côté du couloir. J'ai demandé au concierge qu'il m'achète une paire de gants de rubber et

je me charge de tenir ça propre. De toute façon, la chambre de bain, je suis à peu près toute seule à l'utiliser, sauf une journée dans la semaine quand les chambreurs administrés par la Maison du Père viennent prendre leur douche. »

Marie-Soleil ne veut plus vivre ailleurs. « Ici, c'est chez moi. Les autres chambreurs, c'est ma famille. Quand je fais du macaroni ou du chop suey, j'en donne à mes voisins. Des fois, mon chum vient passer la nuit ici, des fois, c'est moi qui vais chez lui. »

« Il y en a qui capotent quand ils reçoivent leur chèque de BS au début du mois. Ils partent sur la brousse pendant trois jours et dépensent tout leur argent; il y en a qui mélangent leurs médicaments avec de l'alcool, il y a des drogues, mais on est tranquilles. La porte de ma chambre est ouverte toute la journée et je ne me fais pas achaler. »

Chambredor (boulevard René-Léves-

que, tout près de Saint-Denis) fait partie d'un réseau de 31 immeubles, dont cinq sont administrés par la Fédération des OSBL (organismes sans but lucratif) d'Habitation de Montréal (FOHM) en collaboration avec l'Office municipal d'habitation.

Bien du trouble pour décrire un organisme qui s'occupe de procurer un logement décent aux personnes seules et économiquement défavorisées.

Un lit, une table, un poêle, un placard, des sorties à la campagne, un party à Noël, des voisins pour vous chanter « mon cher Roger, c'est à ton tour... », une exposition avec vernissage officiel pour encourager les talents artistiques.

Quelqu'un aussi pour vous mettre de la crème dans le dos quand vous avez 72 ans et que votre urticaire vous empêche de dormir; quelqu'un pour expulser un locataire malhonnête; quelqu'un pour vous aider à remplir des formulaires quand vous ne savez ni lire ni écrire; quelqu'un pour dire une prière sur le corps d'un chambreur mort du sida et abandonné par sa famille.

« Plus que du logement... » comme dit le slogan des fêtes du cinquième anniversaire.

Un code de déontologie pour tous les démarcheurs de la charité

JEAN-PAUL SOULIE

■ Le Comité provincial de prévention de la criminalité économique (CPPCE) lançait hier son code de déontologie en matière de sollicitation et de cueillette de dons. Une affaire tellement importante qu'on ne compte plus les millions impliqués. «Des centaines et plus», a laissé tomber Thérèse Gaudry, de l'Association des professionnels en gestion philanthropique. Un organisme qui existe réellement.

Le code de déontologie couvre tous les aspects de la sollicitation. «Pour le milieu de la philanthropie, a dit encore Thérèse Gaudry, le code de déontologie sera un outil de travail.» Le document sera envoyé à 8000 organismes sans but lucratif. Les intéressés sont tellement nombreux que récemment conférence de presse aura rassemblé autant de monde, dans une des meilleures salles de l'hôtel Reine-Élisabeth.

Il semble établi qu'il est nécessaire que les sollicitateurs se prennent en main. Niquette Delage, coordonnatrice du CPPCE, se dit favorable à une auto-réglementation, plutôt qu'à une législation: «C'est la formule de l'heure!»

Un contrat type a été rédigé. Il vise particulièrement les gens du telemarketing, le bras ouvrier de la grande quête permanente. «Ils sentent la soupe chaude, et nous leur offrons notre collaboration», dira Niquette Delage.

Conduite douteuse parfois

En tout, ces entrepreneurs en collecte d'argent et de dons divers pour le compte d'une foule d'organismes — hôpitaux, fondations, aide aux jeunes, aux femmes battues, au transport d'handicapés, etc. — seraient une cinquantaine. Daniel Bellemare, de l'Association des consommateurs du Québec, a parlé de la «conduite douteuse de certains organismes de charité, conduite qui peut entraîner la méfiance du public». L'argent n'irait pas où il devrait aller.

La solution viendrait-elle du Bureau d'éthique commerciale de Montréal, qui propose de «publier» les noms des fautiveux, des profiteurs? C'est ce que Jacques Carey, le représentant de ce vieil organisme, qui est le pendant français du Better Business Bureau qui protégeait autrefois les commerçants, appelle «les dents» du code de déontologie

De toute façon, a noté Thérèse Gaudry, les telemarketeurs ont déjà dit qu'ils ne se serviraient jamais du contrat type proposé, jugé trop contraignant. Dans les faits, la situation n'a pas changé depuis des années. En 1975 et 1980, deux tentatives de législation par le gouvernement de Québec ont lamentablement avorté.

Le maire Jean Doré a envoyé aux responsables du CPPCE une lettre d'encouragement, mais, sur le territoire de la ville de Montréal et là seulement, un seul règlement est encore en vigueur, le 1447, pas aboli mais pas très fort.

Pour la fonctionnaire municipale chargée de son application, Marie-Josée Morissette, dont il a déjà été question d'abolir le poste, la seule solution serait une régulation provinciale qui serait capable de surveiller un marché en pleine expansion, celui de la charité, avec toutes les garanties d'honnêteté et de sérieux nécessaires.

«Le code d'éthique proposé, dit Marie-Josée Morissette, c'est sans doute excellent, mais surtout pour augmenter le membership du BEC de Montréal inc.»

La fausse publicité a failli mettre les inspecteurs municipaux en faillite

ANDRÉ CÉDILOT

■ L'Association des inspecteurs municipaux de l'environnement du Québec (AIEMQ) est passée à un doigt de la faillite à cause des manigances de l'ancien témoin de la CECO, Jean-Jacques Duchemin, surnommé le roi de la publicité frauduleuse.

Arrêté dans la région de Québec, Duchemin devra prochainement se défendre de 255 chefs d'accusation en Cour du Québec, à Montréal, pour avoir fraudé de quelque 245 000 \$ des centaines de commerçants à travers la province en leur vendant des annonces qui n'ont jamais été publiées, ou presque.

Le directeur général de l'AIEMQ — l'un des noms dont se servait Duchemin pour vendre de la publicité —, Pierre-Paul Ravenelle, a déclaré à *La Presse* hier, que l'organisme sans but lucratif avait perdu près de 75 000 \$ dans cette malheureuse aventure, dont il a encore peine à se relever.

Ancien maire de Bedford, en Estrie, et secrétaire-trésorier de la municipalité de Venise-en-Québec, près de Valleyfield, pendant sept ans, M. Ravenelle a été embauché à l'AIEMQ l'an passé, quand le conseil d'administration, formé de sept bénévoles, s'est senti floué par le groupe de Duchemin.

Dès son arrivée, après avoir scruté les livres comptables et parlé avec Duchemin et son associé (celui-ci n'a pas été mis en accusation), il a immédiatement saisi le coup fourré et de-

crété le gel de tous les avoirs de l'association, qui regroupe quelque 650 inspecteurs municipaux à travers la province.

En août 90, comme c'est souvent le cas dans les entreprises philanthropiques, les administrateurs de l'AIEMQ avaient fait appel à une firme de publicité pour s'occuper de leur revue maison, *L'inspecteur*, tirée à 2500 exemplaires.

«Les membres du conseil d'administration se croyaient protégés parce qu'ils avaient un contrat en bonne et due forme. Ils se sont vite rendus compte que les contrats, avec des gens pareils, ça ne vaut pas grand-chose», affirme M. Ravenelle. «Il y a un peu de naïveté, mais surtout beaucoup de crédulité», finira-t-il par admettre, à la suite de pressantes questions.

Tous leur en voulait

Grosso modo, l'entente était la suivante: les chèques étaient émis au nom de l'AIEMQ et l'argent devait être versé dans un compte de banque spécial. L'organisme devait toucher environ 10 p. cent des revenus publicitaires. «Ils ont vendu tout près de 200 000 \$ de publicité, mais nous n'avons touché que des miettes», a-t-il dit, s'appuyant sur le faible solde de 1068,64 \$ qui apparaissait dans le livret bancaire.

En outre, l'AIEMQ a dû verser de sa poche quelque 10 000 \$ à l'imprimeur de la revue. «Tout le monde nous en voulait: les membres se plaignaient, les fournisseurs voulaient être payés et les commerçants voulaient être remboursés

pour les annonces qui n'ont jamais été publiées», raconte M. Ravenelle.

Selon lui, Duchemin et sa bande ont continué de vendre de la publicité au nom de l'AIEMQ, même après la résiliation du contrat, le 2 mars 90. Désespéré, il s'est adressé à la Cour supérieure pour les empêcher, mais il a été débouté. «C'est moi qui avais l'air du bandit, tellement j'ai été bombardé de questions par leur avocat», rappelle-t-il avec amertume.

«Ce sont des beaux parleurs. Ils cherchent continuellement à gagner du temps afin de réaliser leurs combines», soutient M. Ravenelle, visiblement heureux que l'enquête de la police de la CUM ait permis d'inculper Jean-Jacques Duchemin, considéré comme l'âme dirigeante de l'organisation.

Depuis, M. Ravenelle et les membres de l'équipe font des pieds et des mains pour refaire la crédibilité de l'organisme et regagner la confiance de tout le monde. Ils ont envoyé des lettres à tous les annonceurs qu'ils ont pu retracer jusqu'à maintenant, tout en leur offrant gratuitement un emplacement publicitaire dans d'autres numéros de *L'inspecteur*.

«C'est devenu un défi. On a travaillé jour et nuit pendant près de trois mois. Il reste encore beaucoup à faire, mais le pire est passé», a conclu M. Ravenelle, tout en promettant de nous envoyer un exemplaire de *L'inspecteur* qui doit paraître dans les prochains jours.

La SQ moins sûre de l'implication de l'homme d'affaires de Chicoutimi

ÉRIC TROTTIER

■ La Sûreté du Québec s'est montrée moins convaincue, hier, de la participation de l'homme d'affaires de Chicoutimi dans la tentative de fraude de 95 millions US aux dépens de la Banque centrale du Nigeria.

«Nous prenons le temps d'étudier à fond tout le dossier avant de porter des accusations», a expliqué l'agent Camille Gagnon, de la SQ, joint par *La Presse* à son bureau de Québec, en fin d'après-midi.

Rappelons que la veille, la SQ a annoncé que l'arrestation de Guy Gravel, 46 ans, propriétaire de la compagnie Technologie S-R, à Chicoutimi, n'était qu'une question de temps.

Selon la SQ, l'homme d'affaires qui demeure à Hébertville, près du lac Saint-Jean, aurait financé toute l'opération visant à soutirer 95 millions à la Banque centrale du Nigeria.

Mais pour l'instant, pas question d'appréhender M. Gravel — qui a clamé son innocence à *La Presse*, en début de semaine.

Conspiration?

«Nous passons au peigne fin les caisses de documents saisis (chez M. Gravel) au Saguenay—Lac-Saint-Jean, mardi. Avec ces informations, nous allons faire la démonstration que les individus détenus à Londres avaient des liens étroits avec notre principal suspect au Québec et qu'il y a eu conspiration pour fraude», a précisé l'agent Gagnon.

Un autre Québécois, Jocelyn André Dubois, 55 ans, de Sainte-Foy, a été arrêté à Londres, fin mars, en compagnie de deux présumés complices nigériens. Tous les trois sont actuellement emprisonnés en attendant le début de leur procès.

Les enquêteurs de Scotland Yard sont persuadés qu'ils ont voulu commettre la fraude grâce à deux chèques de 47,5 millions chacun, émis — sans autorisation de la Banque centrale — au nom d'une compagnie à numéro de Québec appartenant à Guy Gravel.

Dubois, un ingénieur qui passe la plupart de son temps à voyager à travers le monde, a participé à plusieurs projets internationaux, en Afrique, en tant que bailleur de fonds ou lobbyiste. Selon la SQ, il a ses entrées partout au Nigeria et c'est grâce à un de ses contacts qu'il aurait pu obtenir les précieux faux chèques.

Projets internationaux

Quand il a été arrêté à Londres, il a déclaré aux policiers que les chèques étaient destinés à financer des projets internationaux majeurs, précisant qu'il avait un contrat avec le gouvernement du Nigeria pour la construction d'un aqueduc ultramoderne dans ce pays situé dans le nord-ouest de l'Afrique.

D'autre part, la Sûreté du Québec a effectué de nouvelles perquisitions, hier, dans la région de Québec, dans le but de compléter l'enquête menée par Scotland

Yard. Les enquêteurs n'écartent pas l'hypothèse selon laquelle le groupe aurait réussi à frauder le Nigeria ou d'autres pays étrangers, par le passé.

Les recherches pourraient aussi conduire la police vers des connaissances de Dubois ou de Guy Gravel. *La Presse* a tenté en vain de parler à ce dernier, hier.

1876 : le téléphone.

1946 : l'ordinateur.

1976 : le PC.

Le 10 juin 1992 : VISITE^{MC}

**Northern Telecom est fière d'annoncer
la vidéoconférence multimédia avec partage d'image
et échange rapide de fichiers
par le biais du réseau téléphonique public...
pour l'ordinateur de table.**

La gamme de produits VISITE. Elle marque le début de la nouvelle ère des communications multimédias.
Pour plus de renseignements, composez le 1-800-NORTHERN.

nt northern
telecom

Notre technologie relie le monde

Fonctionne avec un MacintoshSM II d'AppleSM ou un ordinateur personnel d'IBM et d'autres systèmes compatibles utilisant WindowsSM de Microsoft. Apple est une marque déposée d'Apple Computer, Inc. et Macintosh est une marque de commerce d'Apple Computer, Inc. Windows est une marque de commerce de Microsoft Corporation. VISITE est une marque de commerce de Northern Telecom.

RÉSULTATS



Tirage du
92-06-10

2	3	4	10	11
12	14	18	19	21
26	29	32	38	51
54	55	56	59	67

Prochain tirage: 92-06-11

TVA le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Accord de principe sur l'aide au développement des pays pauvres

d'après Reuter et CP
RIO DE JANEIRO

Après 17 heures de négociations ininterrompues entre les représentants du Nord et du Sud sur le futur financement du «développement durable» des pays pauvres, un accord de principe a pu être conclu hier au Sommet de la Terre.

Le déblocage est intervenu au sein d'un groupe de 17 pays — comprenant les États-Unis, le Japon et plusieurs pays européens — qui avaient été chargés d'élaborer un texte susceptible d'être ensuite accepté par toutes les parties.

Le document fixe essentiellement à tous les membres des Nations Unies qui le souhaitent l'objectif de consacrer, en l'an 2000, 0,7 pour cent de leur produit national brut à l'aide au développement.

Les États-Unis, qui n'y consacrent actuellement que 0,25 pour cent de leur PNB — ce qui se traduit néanmoins par le chiffre record de 11 milliards de dollars — ont veillé tout particulièrement à ce que la formulation de l'accord ne les engage formellement ni sur un chiffre ni sur une date précis.

Le numéro deux de la délégation américaine, Michael Young, a laissé entendre hier soir que les États-Unis étaient d'accord avec cette dernière formulation, précisant que le document était désormais «pratiquement acceptable pour les États-Unis».

Ce nouveau développement permet au Sommet de la Terre de se poursuivre aujourd'hui, avec l'espoir de conclure tous ses travaux avant la venue des chefs d'État.

Mais à la veille de l'arrivée de la plupart des chefs d'État et de gouvernements pour la phase finale du Sommet, plusieurs points capitaux de l'Agenda 21 — plan d'action pour le XXI^e siècle — restent en suspens et devront être tranchés à un plus haut niveau.

La question du financement de la protection de l'environnement demeure le plus gros point de désaccord entre le Nord et le Sud. Les pays pauvres font valoir qu'ils ne peuvent prendre les mesures nécessaires pour enrayer la dégradation de l'environnement s'ils n'obtiennent pas une aide financière massive des pays riches.

Avant l'ouverture de la Conférence des Nations unies pour l'environnement et le développement (CNUED), son secrétaire général, Maurice Strong, avait estimé à plus de 600 milliards de dollars par an les besoins de financement pour un «développement durable» des ressources naturelles de la planète.

La première semaine du Sommet n'a pu amener les délégués à s'entendre sur la nature et l'importance de l'aide requise, et mardi, l'effondrement de la conférence paraissait imminent.

Toutefois, la situation a changé lorsqu'un petit groupe de négociateurs, dont le représentant en chef du Canada, John Bell, ont entrepris une session marathon qui ne devait prendre fin qu'à 4 h hier matin.



Tout en admettant que certaines questions pourraient encore susciter des difficultés et que certains pays tentaient encore de s'en tirer à peu de frais, M. Strong affirme que les choses viennent de prendre une tournure beaucoup plus encourageante.

«Certains ont dit que l'on avait trop espéré de cette conférence. Mais est-ce trop espérer que de vouloir sauver la Terre et la rendre plus hospitalière pour les générations à venir? C'est un objectif réalisable. Le seul obstacle, c'est nous-mêmes, notre cupidité et notre étroitesse d'esprit.»

Le projet d'accord mis sur pied hier demande aux pays créditeurs du Club de Paris d'appliquer rapidement leur plan de décembre 1991 en faveur des pays les moins avancés, comme le Burkina Faso, prévoyant l'annulation de la moitié de leur dette et le rééchelonnement du reste.

Une autre bonne nouvelle pour le Sommet a été l'annonce, à Washington, que la Maison-Blanche avait décidé d'accepter la Déclaration de Rio, sur laquelle elle avait jusqu'alors, pratiquement seule, émis certaines réserves.

Par ailleurs, l'Afrique saharienne a réussi à rallier hier le reste du monde à l'idée d'une Convention des Nations unies sur la désertification qui devrait être adoptée avant juin 1994. Les pays touchés par l'avancée du désert peuvent espérer y trouver de nouveaux financements internationaux pour lutter contre ce fléau.

Par ailleurs, il subsiste un autre point de désaccord très sérieux, qui porte celui-ci sur les forêts, même si celles-ci ne font pas l'objet d'une convention mais d'une simple déclaration de principe.

Les pays qui tirent une grande partie de leurs ressources de l'exploitation de leurs forêts, comme la Malaisie, considèrent les appels des pays du Nord à la protection de celles-ci comme une ingérence dans leurs affaires intérieures.

Si certains pays en développement semblaient prêts à un compromis, tous réclament que le Nord paie la facture de ce sacrifice unilatéral pour le salut de la planète.

Le gouvernement canadien est-il «un gros parleur et un petit faiseur»?

ANDRÉ NOËL
envoyé spécial de La Presse
RIO DE JANEIRO

Des Canadiens présents au Sommet de la Terre se demandent si leur gouvernement n'est pas «un grand parleur et un petit faiseur». Des critiques ont surgi hier, alors que le premier ministre Mulroney était attendu en soirée.

Depuis le début du sommet, le Canada fait bonne figure, non seulement chez les délégués, mais aussi parmi la population de Rio. «United States, bad! Canada, good!» s'exclamaient un chauffeur de taxi, en faisant les signes appropriés avec son pouce.

Mais les écologistes et d'autres Canadiens qui suivent un peu plus attentivement les gestes de leur gouvernement s'interrogent sur la sincérité de celui-ci.

«Il faut souligner le bon travail accompli par la délégation canadienne, affirme Paul Martin, critique du Parti libéral en matière d'environnement. Cependant, on cherche en vain les mesures concrètes prises par le Canada pour assurer un développement durable.»

L'effet de serre

Le ministre fédéral de l'Environnement, Jean Charest, a encore répété, hier, que le Canada allait diminuer les émissions de gaz à effet de serre, comme le CO₂. Comment? Mystère et boule de gomme.

«On ne connaît pas à l'avance tous les gestes qu'on va faire sur le CO₂, a fini par avouer M. Charest, au cours d'un entretien à bâtons rompus. Le gouvernement fédéral, les provinces et l'industrie vont chercher des réponses.»

Les pays européens sont beaucoup plus avancés. L'Allemagne a déjà entrepris un ambitieux programme visant à réduire les émissions de CO₂ de 25 à 30 p. cent. La Communauté européenne va adopter des règles obligeant tous ses membres à faire d'importantes réductions. Rien de tel au Canada, qui est pourtant le plus im-

portant consommateur d'énergie au monde, par habitant. Même les États-Unis ont des programmes de conservation plus détaillés.

«La version originale du Plan vert prévoyait un débat pour imposer une taxe sur le CO₂, rappelle Christian Simard, directeur de l'Union québécoise pour la conservation de la nature. L'industrie a fait pression pour retirer cette disposition. Le gouvernement a plié.»

La biodiversité

Le Canada a été le premier pays industrialisé à annoncer qu'il allait signer la Convention sur la protection des espèces animales et végétales. Cette position lui a attiré la sympathie du tiers monde. En pratique, cela ne lui coûte rien.

La convention parle de la nécessité d'établir une certaine «équité» avec les pays du Sud. Elle ouvre la porte à la négociation de redevances par les compagnies pharmaceutiques et biotechnologiques, qui développent des produits grâce à des plantes trouvées dans les forêts tropicales. Les États-Unis ne veulent pas la signer: ils craignent que cela incite les laboratoires de recherche à déménager dans les pays tropicaux.

Le Canada, lui, n'a pas grand chose à craindre: il fait très peu de recherche. Presque toutes les compagnies pharmaceutiques établies sur son territoire sont des filiales d'entreprises américaines ou européennes. La plupart des laboratoires sont ailleurs.

«Au Canada même, la biodiversité est menacée, souligne Daniel Green, de la Société pour vaincre la pollution. On n'a qu'à penser aux mégaprojets de barrages. Hydro-Québec veut aménager toutes les grandes rivières sauvages. Leur disparition serait certainement une perte de la diversité.»

Les transferts Nord-Sud

Contrairement à ce qu'ont rapporté les agences de presse, le Ca-

net n'est pas engagé à augmenter son aide aux pays du tiers monde de plusieurs milliards de dollars. En fait, l'aide au tiers-monde a diminué de 100 millions dans le dernier budget.

Le Canada consacre seulement 0,4 p. cent de son Produit intérieur brut à l'aide aux pays sous-développés. C'est deux fois moins que les Pays-Bas. Le gouvernement canadien parle depuis des années d'augmenter sa part à 0,7 p. cent. M. Charest a repris le même refrain cette semaine, mais il n'a pas fixé d'échéance. «Les paroles ne coûtent pas cher», laisse tomber M. Martin.

Le libre-échange

À Rio, la délégation canadienne se gargarise avec les mots «environnement et développement». Le Canada aurait une bonne occasion d'appliquer ces belles déclarations dans ses négociations sur le Traité de libre-échange avec le Mexique.

En pratique, le Canada refuse d'intégrer la question de la protection de l'environnement à ces négociations, fait valoir M. Martin. Résultat: on risque de signer un traité où le Mexique ne sera pas obligé de suivre les mêmes lois environnementales que le Canada. Les compagnies canadiennes auront beau jeu, ensuite, de menacer de déménager au Mexique si le gouvernement canadien adopte des lois environnementales plus sévères.

Les multinationales

La dévastation exercée par les multinationales canadiennes dans les pays du tiers monde est un sujet tabou à Rio. Selon M. Martin, un des deux hôtels occupés par la délégation canadienne appartient à Brascan, un holding de Toronto soupçonné d'avoir trempé dans un coup d'État militaire au Brésil en 1965. Des écologistes affirment que Brascan, propriétaire notamment de Noranda et d'Alcan, fait des ravages au Brésil, en Jamaïque et ailleurs. Les délégués canadiens n'ont aucune information à donner sur ce sujet...

POURQUOI ATTENDRE LES RABAIS!

Chez Eaton, nous ne majorons pas les prix pour vous offrir ensuite des rabais «extraordinaires»



Eaton vous offre deux raisons de plus de profiter du savoir-faire des gens d'ici!

Cravates d'inspiration canadienne confectionnées au pays par Watson Bros. 1. Vous cherchez une idée-cadeau pour la fête des Pères? Ces cravates imprimées en jacquard de soie sont tout indiquées. Choix de deux motifs d'inspiration canadienne, exclusifs à Eaton.

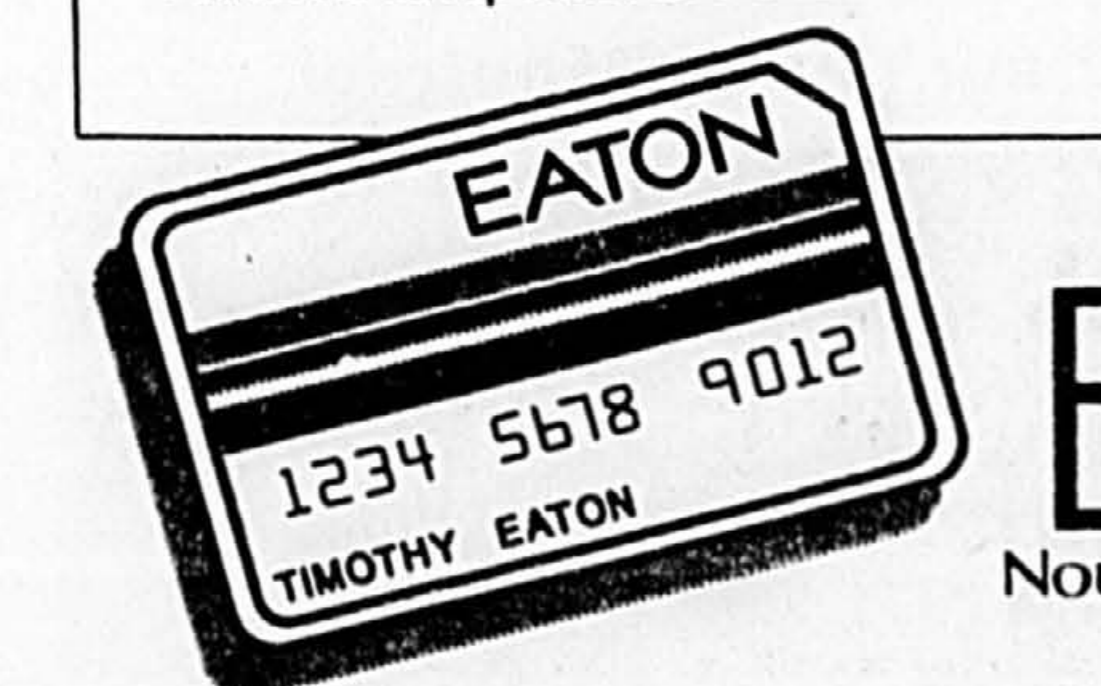
Confectionnée au Canada par Cluett, Peabody Canada inc. LE CHOIX DU CLIENT EATON 2. La chemise blanche classique, faite à Kitchener en Ontario. Coton et polyester. Un beau cadeau pour papa!

25⁰⁰ TOUS LES JOURS

Vendues à ou par tous les magasins Eaton. Rayon des vêtements pour hommes, 228. Venez ou composez: 284-8484

20⁰⁰ TOUS LES JOURS

Coupe courante	15	15½	16	16½	17	17½	18	18½
Encolure/manches	•	•	•	•	•	•	•	•
32	•	•	•	•	•	•	•	•
33	•	•	•	•	•	•	•	•
34	•	•	•	•	•	•	•	•
35	•	•	•	•	•	•	•	•



EATON
Nous sommes... le grand magasin du Canada



Des manifestants ont scandé, hier à Rio de Janeiro, des slogans hostiles au président Bush en défilant devant le consulat des États-Unis. Ils participaient à un rassemblement organisé par des citoyens américains et des groupes environnementalistes pour protester contre le refus de l'administration Bush de signer le Traité sur la biodiversité.

Le gaspillage au Sommet de la Terre...

AP
RIO DE JANEIRO

Apparemment, le recyclage est le grand absent du Sommet de la Terre.

Les télécopieurs crachent des kilomètres de papier, les poubelles débordent de tasses et d'assiettes en carton, de serviettes en papier, de canettes d'aluminium, de bouteilles, de couverts en plastique.

Les participants au sommet ne se préoccupent pas davantage d'économiser le carburant. La plupart se rendent aux conférences dans de somptueuses voitures, grosses consommatrices d'énergie. L'idée de partager la même limousine à plusieurs ne semble pas effleurer les prestigieux invités.

Les organisateurs du sommet refusent de débattre de la consommation d'électricité. Mais selon Flavio Perri, responsable des infrastructures, le courant déjà consommé suffirait à éclairer la ville de Tokyo pendant une heure.

lions de photocopies, d'une durée d'utilisation n'excédant pas une vingtaine de minutes, sortent des 250 photocopieuses. Des tonnes de documents sont imprimées en sept langues: chaque jour, ce sont environ 70 000 pages de communiqués de presse, 150 000 pages de fiches techniques, 300 000 pages d'agenda du sommet qui sortent des rotatives. Sans compter

une quantité incalculable de tracts et de pamphlets divers.

Toutes ces ordures, sept tonnes au total, sont évacuées chaque jour par les 220 personnes chargées du nettoyage. En comparaison, le Forum Global qui se déroule non loin de là ne produit «que» trois tonnes de déchets par jour.

L'UNESCO plaide la création d'un système d'observation de l'océan

AFP
RIO DE JANEIRO

Mettant à profit le Sommet de la Terre et la mention des problèmes océaniques dans l'Agenda 21, la Commission Océanographique Intergouvernementale (IOC) de l'UNESCO a lancé hier un appel en faveur de la création d'un Système d'observation globale des océans (Global Ocean Observing System-GOOS) et mers de la planète et la création d'une organisation internationale.

Selon M. Kullen Berri, responsable de l'IOC, cette structure nouvelle devrait s'inspirer du modèle de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM).

Couvrant les trois quarts de la surface du globe, l'océan est un élément essentiel de la planète, de son climat, de son approvisionnement en eau. Il est à la fois source et pompe de gaz carbonique, a rappelé M. Berri. «Mais nous n'en comprenons pas tout le fonctionnement ni les relations avec le climat.»

GRANDE MARCHÉ DES CHIENS

Dimanche 14 juin 1992

Du parc Lafontaine à l'hôtel de ville de Montréal
Rassemblement 13:00 heures, coin Sherbrooke et Panet

Départ 13:30 heures



Une ville sans nous
C'est une ville
sans vie!

Venez marcher avec vos amis à quatre et à deux pattes. Joignez-vous à nous afin de souligner l'importance que les chiens, ainsi que les autres animaux de compagnie, ont pour nous.

Cette FÊTE veut souligner:

- qu'il est essentiel et nécessaire d'être propriétaire de chien d'une manière responsable, en harmonie avec les règlements et l'environnement;
- que nos compagnons ont des besoins physiques et psychologiques qui doivent être respectés par les règlements municipaux.

Afin de prouver aux élus et à la population que nous sommes des gens sérieux et respectueux de l'environnement, nous comptons sur vous pour:

- avoir votre chien en laisse avec sa licence de la ville;
- ramasser ses selles et en disposer dans une poubelle;
- respecter la propriété d'autrui (parks et parcs).

Si vous ne pouvez vous joindre à nous, nous vous invitons à prendre une marche avec votre chien dans votre quartier (afin de démontrer l'importance du chien à travers tout le Québec) à 13:30 heures, le dimanche 14 juin.

Cet événement est organisé par l'Association de médecine vétérinaire du Québec, en collaboration avec les vétérinaires et plusieurs organismes et professionnels du bien-être des animaux.

Académie de médecine vétérinaire du Québec
Case postale 295, La Prairie, Québec, J5R 3T3 - (514) 444-7317

Une invention québécoise permet de prolonger l'effet des médicaments

MARTHA GAGNON

Des chercheurs de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec ont mis au point une nouvelle matière première qui servira à prolonger l'effet des médicaments.

On utilise un dérivé de l'amidon de maïs, l'amylose. Grâce à un procédé chimique, il subit une reorganisation moléculaire qui emprisonne les substances médicamenteuses pour ensuite les libérer dans l'organisme sur une période plus ou moins longue, de trois à 48 heures, et cela d'une façon progressive.

C'est ce qu'on appelle les « médicaments retardés » qui ont un effet prolongé et dont la libération est contrôlée. Ils permettent de réduire la consommation et les

coûts. Les deux universités qui détiennent les droits de cette nouvelle invention se proposent de négocier des licences d'utilisation avec les sociétés pharmaceutiques intéressées.

Selon eux, cette invention permet de simplifier les procédés de fabrication pour offrir des médicaments plus performants.

Le nouveau produit porte le nom de Contramid. Hier, la compagnie pharmaceutique Rougier, qui a subventionné les travaux de recherche, annonçait déjà qu'elle avait conclu une entente avec les chercheurs universitaires lui conférant les droits de fabrication et de vente.

Selon M. Marcel Dubois, président, « il s'agit d'une invention importante puisque le produit pourra être utilisé dans la compo-

sition de n'importe quel médicament. Actuellement, il faut développer une formule spéciale pour chacun des médicaments, ce qui est beaucoup plus coûteux. »

Il semble que les temps de libération du Contramid soient supérieurs à ceux connus jusqu'à présent pour la réalisation des comprimés avec libération lente de médicaments.

Le produit sera fabriqué à l'usine de Rougier à Chambly, qui doit aménager une partie des installations existantes à cet effet. Elle compte allouer la somme d'un million de dollars pour la réalisation du projet à court terme. D'ici trois ou quatre ans, elle prévoit que la fabrication de cette nouvelle matière permettra de créer une vingtaine d'emplois et de réaliser des ventes de 20 à 25 millions de dollars.

Une Québécoise subit une intervention expérimentale en thérapie génique

Une Québécoise de 29 ans souffrant d'hypercholestérolémie se trouve dans un état satisfaisant à l'hôpital universitaire du Michigan après avoir subi une opération expérimentale en thérapie génique.

Si cette intervention s'avère un succès, elle constituera un tournant historique dans la lutte contre certaines maladies héréditaires.

« Il est trop tôt pour savoir si le traitement aura les effets espérés, a déclaré le Dr James Wilson, le concepteur du projet. Pour le moment, la patiente n'a affiché aucune réaction négative et c'est déjà très encourageant. Nous sommes très heureux. »

Chez une personne normale, le foie produit le cholestérol mais est aussi responsable de l'élimination des surplus de cette substan-

ce dans le sang. Or, chez les gens qui souffrent d'hypercholestérolémie, le gène est absent. Des dépôts de cholestérol peuvent donc se retrouver aux jointures, dans les tissus et même s'accumuler sur les parois des artères au point de les boucher.

En laboratoire, des cellules du foie de la patiente ont donc été « infectées » par un virus inoffensif mais porteur de ce gène anti-cholestérol. Lundi, un milliard de cellules ainsi modifiées ont ensuite été réinjectées à la patiente. On espère que ce nombre imposant de cellules portant le gène provoqueront chez la patiente une ré-

ponse positive et suffira à réduire substantiellement son taux de cholestérol.

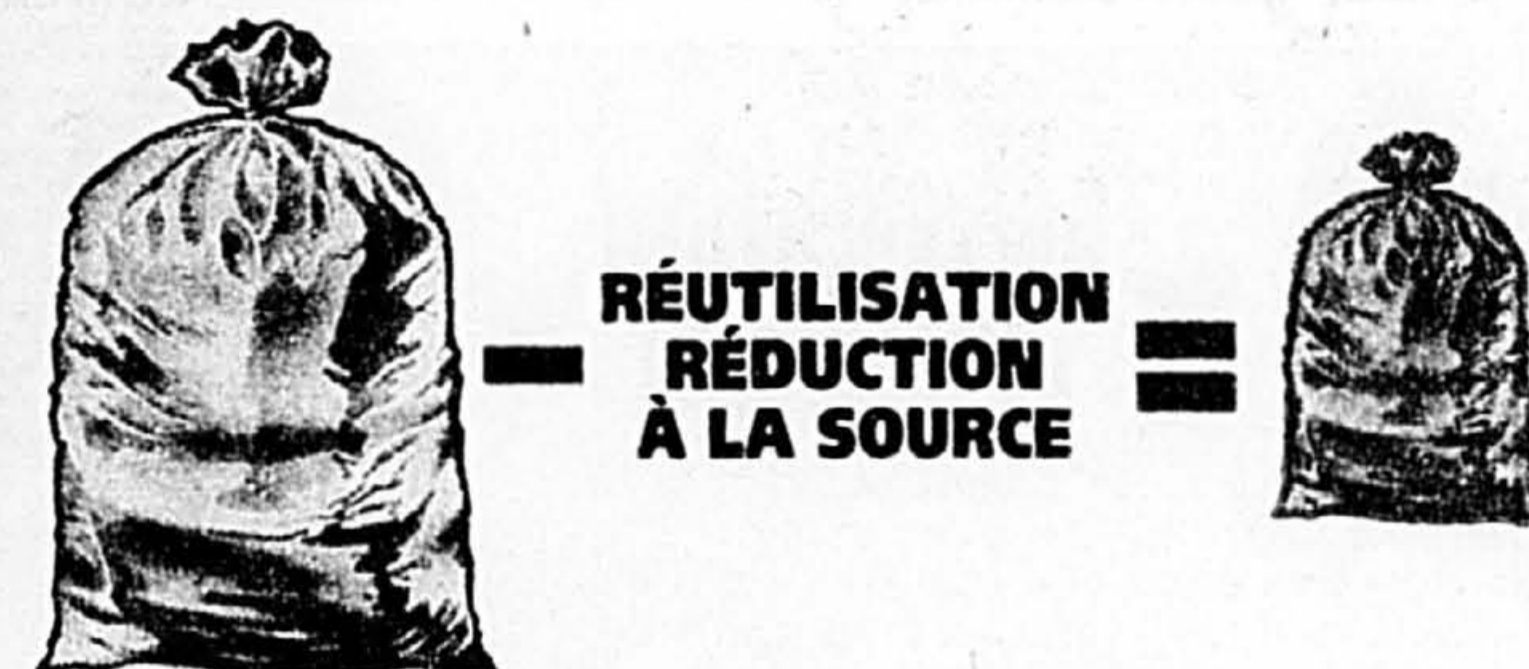
Dans des expériences similaires réalisées sur des lapins, le niveau de cholestérol a été réduit dans une proportion de 25 à 50 p. cent.

L'hypercholestérolémie familiale a une incidence marquée au Québec où une personne sur 257 est porteuse du gène défectueux. Un Québécois sur 30000 a de plus la malchance de porter les deux gènes et est par conséquent atteint de la forme extrême de cette maladie. Ailleurs dans le monde, seule une personne sur un million porte les deux gènes.

OBJECTIF ÎLE PROPRE

Nous aimerions rappeler aux lecteurs qui nous lisent pour la première fois, que cette chronique est une initiative de la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'île de Montréal.

Dans l'article publié le 14 mai, nous vous avons promis des *Trucs Verts*. Les voici! Aujourd'hui, ils porteront sur la réduction à la source des déchets domestiques et sur la réutilisation de certaines matières solides.



POUR ALLÉGER LE SAC VERT... RIEN N'ÉGALE LES TRUCS VERTS!

Parmi les matières qui alourdissent le sac vert, il y a, bien sûr, les contenants de plastique et de verre. Les réutiliser est une excellente idée car ils se révèlent très pratiques pour conserver nourriture et objets divers.

Quand vous sortez faire des emplettes, emportez avec vous vos propres sacs d'emplètes réutilisables. On trouve ces sacs un peu partout, en divers formats et couleurs, à des prix très raisonnables.

Au travail, utilisez une tasse pour boire votre café ou toute autre boisson; de la vaisselle ainsi que des ustensiles de métal pour prendre vos repas. En prenant cette bonne habitude, vous contribuerez à réduire l'usage de verres et d'assiettes de styromousse ou de carton et d'ustensiles de plastique.

Utilisez des stylos, briquets, rasoirs et autres objets à usage permanent de préférence à ceux disponibles en versions jetables.

Le volume excessif des emballages est un autre facteur qui contribue à gonfler le sac à ordures. Allégez-le en achetant des aliments en vrac, de loin plus économiques et écologiques, et achetez vos jus en versions concentrées plutôt que liquides.

Et enfin, si vous avez le goût de donner un sérieux coup de pouce à l'environnement, faites le compostage de vos déchets organiques. Si cette technique ne vous est pas familière, lisez les articles qui paraîtront au cours des prochaines semaines. Dans l'un d'entre eux, il sera justement question de compostage.

Soyons éconologiques et réalisons, ensemble, notre ÎLE PROPRE.

Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'île de Montréal

Les lecteurs qui désirent nous faire part de leurs commentaires et suggestions sur les sujets abordés dans cette chronique sont invités à nous écrire à l'adresse suivante:

OBJECTIF ÎLE PROPRE

Régie intermunicipale de gestion des déchets

sur l'île de Montréal

3333, Place Cavendish, Bureau 602, Saint-Laurent (QC) H4M 2X6

ÉCOULEMENT D'APPAREILS- PHOTO!

FINIS DE LIGNES!

PRIX LES PLUS BAS!

ACHATS SPÉCIAUX!

REMISE DE BONIS!

GARANTIE 90 JOURS DU PLUS BAS PRIX S'ÉTEND AUX ETATS-UNIS!

Canon
EF-M
Appareil-photo 35mm type monoréflexe
Programmé avec 2 modes AE & manuel
Priorité ouverture ou priorité vitesse
Avancement & rebobinage motorisés intégrés

ÉPARGNEZ 100\$
249⁹⁹

COMPREND: OBJECTIF 35-80mm

Canon
JOY
Appareil-photo 35mm entièrement automatique
Fonction de prises multiples
Retardateur et flash incorporé
Pile au lithium incluse

ÉPARGNEZ 30\$
99⁹⁹

PENTAX
BONI GRATUIT EN MAGASIN!
ZOOM 105R SUPER DATE
Appareil-photo 35mm entièrement automatique
Objectif zoom 38-105mm macro incorporé
Rebobinage et chargement automatiques

349⁹⁹

PENTAX
BONI GRATUIT EN MAGASIN!
ZOOM 60X
Entièrement automatique avec zoom macro 38 à 60mm
Minuterie à 3 étapes
Mise au point, avancement, rebobinage et flash automatiques

179⁹⁹

TUJI
FILM, PILES & COURROIE COMPRIS
DL-80 DATE
Appareil-photo compact à mise au point automatiques
Flash et rebobinage automatiques
Imprime la date sur vos photos!

99⁹⁹

TUJI
FILM, PILES & COURROIE COMPRIS
DL-900 DATE
Zoom 38-85mm
Avancement et flash automatiques
Imprime la date sur vos photos!

199⁹⁹

BUSHNELL
ÉQUIPE FANNY OLYMPIC '92 GRATUIT
EN SIGN 16 X 50
Construction légère et design robuste
Comprend étui de voyage
Champs de vision 198°

ÉPARGNEZ 50\$
49⁹⁹

PENTAX
ÉPARGNEZ 20\$
10 X 24 COMPACT
Jumelle compact
Comprend étui

99⁹⁹

Polaroid
PAQUET DE 3 FILMS GRATUIT QUANTITÉS LIMITÉES
SPECTRA
Mise au point, flash et exposition automatiques
Modèle compact
Déclencheur à retardement

139⁹⁹

Polaroid
PAQUET DE 2 FILMS GRATUIT QUANTITÉS LIMITÉES
IMPULSE AF
Mise au point automatique
Flash escamotable
Déclencheur à retardement

89⁹⁹

TRÉPIED ET ÉTUI GRATUITS!

À L'ACHAT D'UN CAMÉSCOPE

Canon
E61
Objectif zoom 8X
180° Flexigrip
Générateur de caractères
Obturateur de haute vitesse
Contrôleur sans fil

COMMANDE À DISTANCE COMPRISE
799⁹⁹

SONY
CCD-TR51
Plus petit caméscope compact
Mise au point automatique macro
Obturateur à grande vitesse • Fondu
Superposition! 1 titre/défiler 8 couleurs • Stéréo Hi-Fi

COMMANDE À DISTANCE COMPRISE
999⁹⁹

AUCUN PAIEMENT POUR 90 JOURS SUR LES ACHATS DE 300\$ ET PLUS SUR APPROBATION DE CRÉDIT

ASTRAL photo

DÉVELOPPEMENT 1 HEURE

* Indique Centres Vidéo.

• Les Galeries d'Anjou 354-2001
• Centre d'achats Boulevard 721-3939
• Promenades St-Bruno 653-8826
• Carrefour Laval 687-7988
• Plaza St-Hubert 271-1435
• Mail Champlain 671-5935

Centre Laval 688-3636
916, rue Ste-Catherine est 842-5225
Place Versailles 355-4709
Promenades Deux-Montagnes 491-6817
Place Ville-Marie 878-9821
Place Bonaventure 878-4378

• Plaza Côte-des-Neiges 343-5209
• 2020, University 849-7341
• Centre Fairview 695-6563
• Complexe Desjardins 843-8219
• Place Vertu 336-8272
• Centre Rockland 733-2869
Centre Dorval 636-8221

• Plaza Alexis-Nihon 933-7209
• Carrefour Angrignon 363-6918
• Place Montréal Trust 843-8836
• Place Bourassa 323-4249
• Galeries Joliette 752-0956
• Carrefour de Nord 1-436-1011

** Développement sur place non disponible.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Le Dr Jean-Olivier Chénier a retrouvé son bras et son fusil.

Monument à la mémoire de Chénier enfin restauré

La Ville de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste ont marqué hier, par une courte cérémonie, la restauration, près de cent ans après son inauguration, du monument à la mémoire du Dr Jean-Olivier Chénier, ce patriote tué à Saint-Eustache lors de la rébellion de 1837. Chénier, à la tête de 200 rebelles, avait alors fait face à une troupe britannique de 1200 soldats.

Au nom de la Ville, Mme Mannon Forget, conseillère municipale, associée au Comité exécutif pour les affaires culturelles, a signalé sur place, rue Saint-Denis, à l'intersection de la rue Saint-Antoine, que cette restauration s'inscrit dans le cadre du plan municipal d'action en art public. Elle a rappelé que ce monument, depuis longtemps laissé à l'abandon — un bras lui manquait depuis deux ans — avait été érigé grâce à l'initiative prise en 1893 par le premier ministre Honoré Mercier.

Le président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, M. Jean Dorion, a pour sa part signalé que le sacrifice de Chénier n'est pas étranger à la lutte que les Québécois mènent actuellement pour s'autodéterminer et qu'il se situe « dans la suite logique d'une incompréhension du Canada anglais qui ne semble pas prendre fin ». Le voile, qui recouvrait la statue et que les deux personnages ont enlevé, était aux couleurs vert, blanc et rouge des Patriotes.

Quelques minutes après cette cérémonie, à 17h, les mêmes personnes ont dévoilé, dans les locaux du siège social de la SSJB, rue Sherbrooke, le buste rénové

Doré tentera de rallier les insatisfaits

GILLES GAUTHIER

Le maire Jean Doré a convoqué les conseillers municipaux du RCM à une rencontre à huis clos, dimanche soir prochain, pour tenter d'enrayer le mouvement d'insatisfaction qui persiste au sein de son groupe d'élus.

Une dizaine de conseillers du RCM se lamentent depuis la présentation du dernier budget Doré-Cousineau. Malgré ce qu'ont déclaré les estafettes de la haute direction, l'hémorragie n'a peut-être pas cessé à la suite du départ, à la mi-mars, du conseiller de Saint-Sulpice, Michel Benoit, qui est passé au Parti civique. Chose certaine, la grogne ne s'est pas éteinte.

Les conseillers des districts de Jeanne-Mance, Michel Prescott, et de François-Perreault, Vittorio Caparelli, ont depuis exprimé publiquement leurs récriminations et plusieurs autres ne cachent pas privément leur rancœur. L'un d'eux a confié hier que ce n'est pas la première fois qu'une telle séance de lavage de linge sale en famille a lieu mais que le sentiment d'insatisfaction est présentement plus vif que jamais. « Il y a nécessité d'une telle rencontre pour crever l'abcès et nettoyer les plaies », a-t-il lancé.

La plainte la plus fréquente est, semble-t-il, le peu de place qu'occupent les simples élus, qui ne seraient ni consultés ni informés. Les insatisfaits appartiennent à la masse des conseillers municipaux d'arrière-ban, qui n'ont pas obtenu de postes ou de tâches intéressantes ou bien renumérés, au comité exécutif ou ailleurs.

La prochaine séance du conseil municipal aura lieu lundi soir prochain et la suivante à la mi-août. Ce qui permettra au maire de gagner du temps, étant donné que la période de vacances approche et qu'une grande partie des insatisfaits attendrait le prochain budget avant de prendre une décision. Certains seraient toutefois prêts à passer à l'opposition.

Le Café Campus déménage dans un concert d'éloges ... et une fausse note

JEAN-PIERRE BONHOMME

La Commission permanente de l'aménagement et de l'habitation du conseil municipal a accepté hier, malgré l'opposition de certains résidents, d'amender les règlements municipaux pour permettre au Café Campus, un bar étudiant, situé rue Queen Mary près de l'Université de Montréal, de déménager chemin de la Côte-des-Neiges à l'intersection de la rue Jean-Brillant.

La même commission de neuf membres, présidée par le conseiller Pierre Lachapelle, a aussi adopté, à la suggestion du Service de l'habitation et du développement urbain, diverses mesures importantes qui soumettront plusieurs quartiers de la ville (quelque 40 p. cent du territoire) à des critères de design fort variés.

Ces nouvelles mesures, appuyées par les dirigeants du service municipal de l'habitation, MM. Serge Carreau et Georges Bonhomme, soumettront certains projets de construction et de modification des demeures à l'examen de la nouvelle Commission Viger dont la formation est imminente.

Le projet de déménagement du Café Campus est le résultat d'une longue négociation avec les comités de résidents du quartier. Ce bruyant établissement détonnait dans le décor résidentiel de l'université.

Diverses associations communautaires sont venues appuyer la demande faite à la Ville. Elles ont toutes signalé que le Café Campus

est un bon citoyen communautaire qui offre fréquemment l'usage de ses salles à divers groupes de citoyens.

Les porte-parole de l'établissement ont signalé que le Café Campus s'est entendu avec les autorités et les comités de citoyens pour se loger à l'intersection sud-est des rues Côte-des-Neiges et Jean-Brillant, sur un terrain où se trouve actuellement une sous-station d'Hydro-Québec.

Ils ont promis que la nouvelle bâtisse n'aura de fenêtres que sur le front de rue Côte-des-Neiges, afin de protéger les résidents d'alentour. Ils ont aussi promis que les fêtards, qui sortent de l'établissement aux petites heures du matin, seront contrôlés par un service de police. Seule la partie restaurant se trouvera au rez de chaussée. Les salles plus bruyantes se trouveront au sous-sol.

Le porte-parole d'une résidence de caractère social, située juste derrière, où logent une centaine de locataires, dont plusieurs sont âgés, M. Marc Saint-Cyr, a dit que le déménagement du Café Campus, « ne fait que déplacer le problème » et il a exprimé, par le moyen d'une pétition, sa « ferme opposition ».

Cette voix était isolée dans le concert d'éloges exprimés en faveur du projet. La Commission a approuvé le projet à l'unanimité sur une proposition du conseiller Hubert Simard. Jusqu'à maintenant les commerces étaient autorisés sur ce bout de rue situé entre Queen Mary et Jean-Brillant, mais pas les bars.



Notre vision de la performance: Des chaussures au millimètre près.

Contrairement aux autres marques, les chaussures de sport New Balance sont offertes dans toute une gamme de largeurs. Elles épousent donc mieux votre pied. Et forcément, vos performances s'en trouvent améliorées.

new balance **B**

La façon géniale de réaliser des chaussures.

	CHOIX DE LARGEURS				
	2A	B	D	2E	4E
HOMMES					
M997 - Course	////	////	////	////	////
M580 - Course	////	////	////	////	////
MK806 - Marche	////	////	////	////	////
CXT770 - "Cross-Court"	////	////	////	////	////
CT540 - Tennis	////	////	////	////	////
FEMMES					
W520 - Course	////	////	////	////	////
WF625 "Cross-Court"	////	////	////	////	////
Certain choix de largeur sur commande:	////	////	////	////	////



BOUTIQUE COURIR

Longueuil
1745, chemin de Chambly
(angle boul. Curé-Poirier)
674-4436

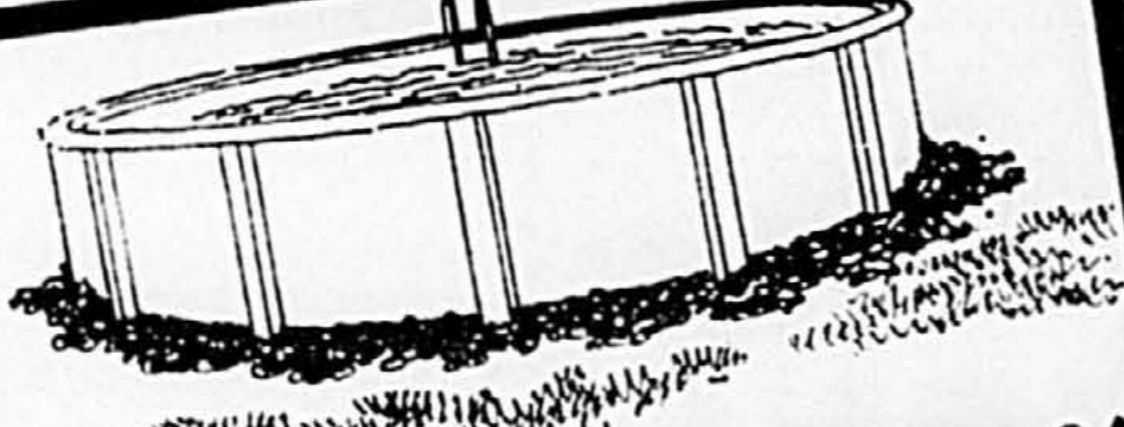
Montréal
4452, rue Saint-Denis
(angle av. du Mont-Royal)
499-9600

Mont-Royal

ÉCONOMISEZ

50%

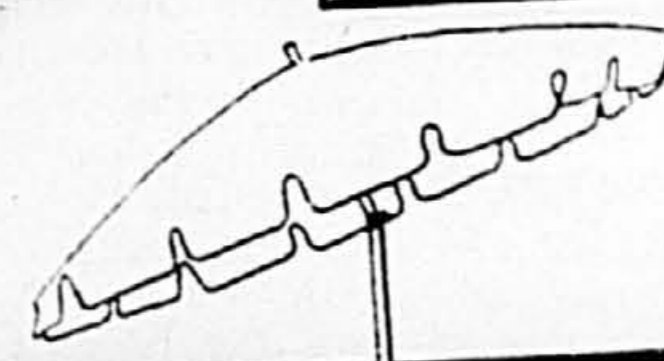
RÉSINE DE SYNTHÈSE



ÉCONOMISEZ 50%
sur les accessoires suivants:
filtreur 19", sable, écumeiro,
tous les crochets et boyaux,
échelle en aluminium 319,
trousse d'analyse d'eau, thermomètre,
ramasse-feuilles, manche télescopique,
tête de balayuse, à l'achat
d'une piscine hors-terre
en résine de synthèse.



ÉCONOMISEZ 50%
sur n'importe quel modèle
de marche ou de glissoire,
à l'achat d'une piscine
creusée en résine
de synthèse.



ÉCONOMISEZ 50%
sur la 5^e et la 6^e chaise,
à l'achat d'un ensemble patio
en résine de synthèse comprenant:
1 table, 1 parasol,
4 chaises, 4 coussins et
1 base de parasol en béton.

Les deux chaises doivent être de même modèle
ou à prix équivalent des 4 chaises de l'ensemble.
Limite 2 chaises par client.

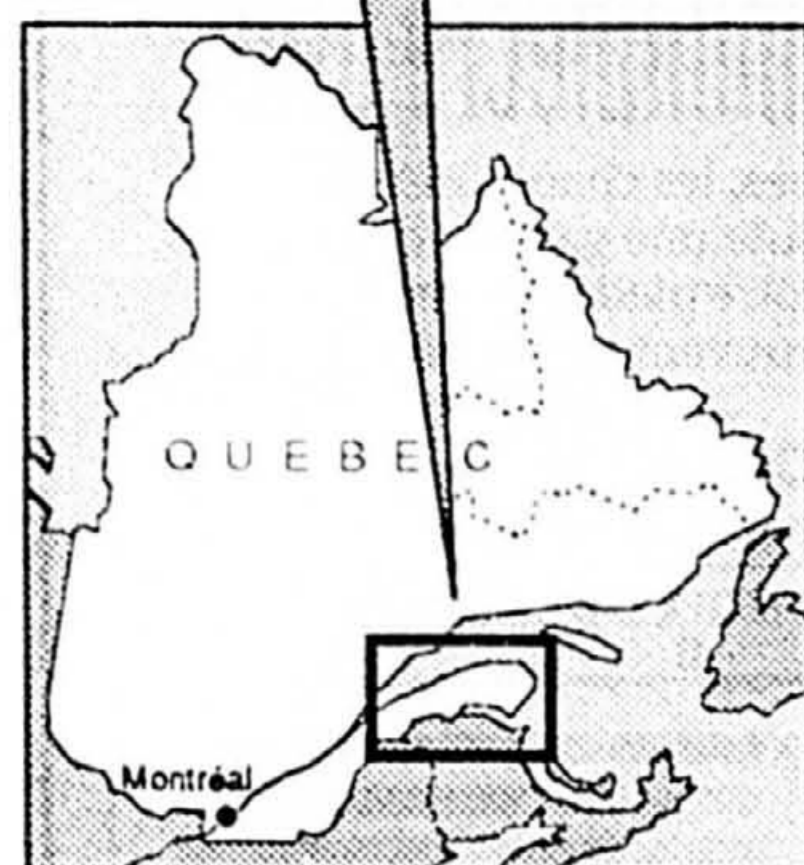
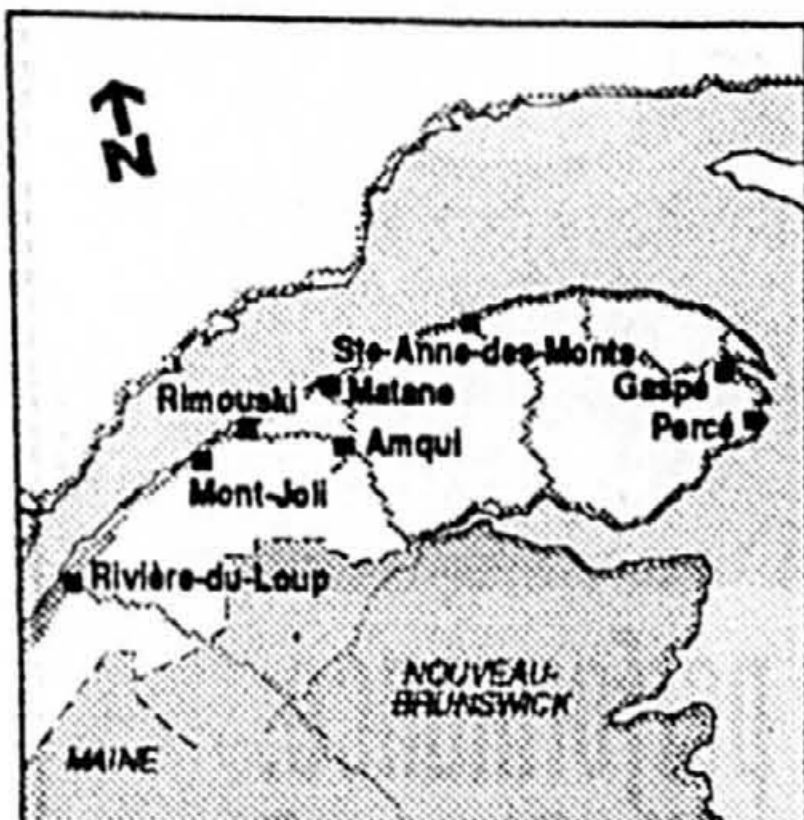
CONCEPT MAXIDELLE CHEZ CITADELLE

DANS LES CENTRES PARTICIPANTS:

- LAVAL 3615, Autoroute 440 Ouest
- LONGUEUIL 666, Place Trans-Canada
- BLAINVILLE 775, boul. Labelle
- DOLLARD-DES-ORMEAUX 4698, boul. St-Jean
- REPENTIGNY 545, rue Notre-Dame
- JOLIETTE 303, boul. Antonio Barrette

HEURES D'OUVERTURE
LUNDI AU VENDREDI
9h à 21h
SAMEDI
9h à 17h

NOUVEAU!
BROSSARD
7205, boul. Taschereau



BAS-ST-LAURENT/GASPÉSIE

OUBLIEZ LA CARTE POSTALE



Ces enfants ont-ils un avenir à R...



L'image du pauvre pêcheur pêchant dans sa barque avec comme fond de scène le rocher Percé ou un phare de la côte du Saint-

Laurent, oubliez ça!

La Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent, en effet, sont beaucoup plus qu'une carte postale.

Bien sûr que ces deux régions du Québec — parce qu'il s'agit effectivement de deux régions distinctes — conservent leurs paysages grandioses et leurs attraits si attachants: les montagnes s'y marient encore avec la mer; depuis La Pocatière jusqu'au fond de la Baie des Chaleurs, l'air salin embaume toujours l'atmosphère; les petits villages côtiers et ceux de l'intérieur des terres, et même les villes, demeurent pittoresques; et

TEXTES:
JULES BÉLIVEAU

PHOTOS:
BERNARD BREULT

GRAPHISME:
JOCELYNE POTELLE / GILLES DUSSAULT



L'Est-du-Québec est aujourd'hui la plus importante région du Québec pour l'élevage du mouton.

les gens qui habitent ce territoire vaste comme un pays sont toujours aussi accueillants.

«Des réalisations intéressantes, il y en a des quantités dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie!» lance Gaston Viel.

Cet ancien professeur de L'Isle-Verte, près de Rivière-du-Loup, n'est qu'un exemple parmi d'autres de l'esprit inventif et débrouillard d'un bon nombre de personnes de sa région: avec sa seule audace et ses qualités de «patenteux», il a mis sur pied dans son village, il y a une quinzaine d'années, un petit atelier dans lequel il se proposait de mettre au point et de fabriquer des outils que l'on ne pouvait trouver nulle part ailleurs.

Aujourd'hui, la petite société appelée Outils Viel donne du travail à plein temps à huit personnes. Elle fabrique, assemble ou confectionne sur mesure à l'intention des bricoleurs, des artisans et des ébénistes des outils les plus divers: des ciseaux de tourneur, des lames de scie à ruban, des affûteuses, des mécanismes pour berceuses sur roulements à billes ou pour balançoires de jardin, des bases pour tabourets de bar et pour fauteuils pivotants et berçants, etc.

«Notre plus grand succès, souligne M. Viel, est notre tour à bois conçu pour reproduire facilement et rapidement des pièces telles que des pattes de chaise ou des barreaux de galerie. Nous en avons vendu 16 000 jusqu'ici.»

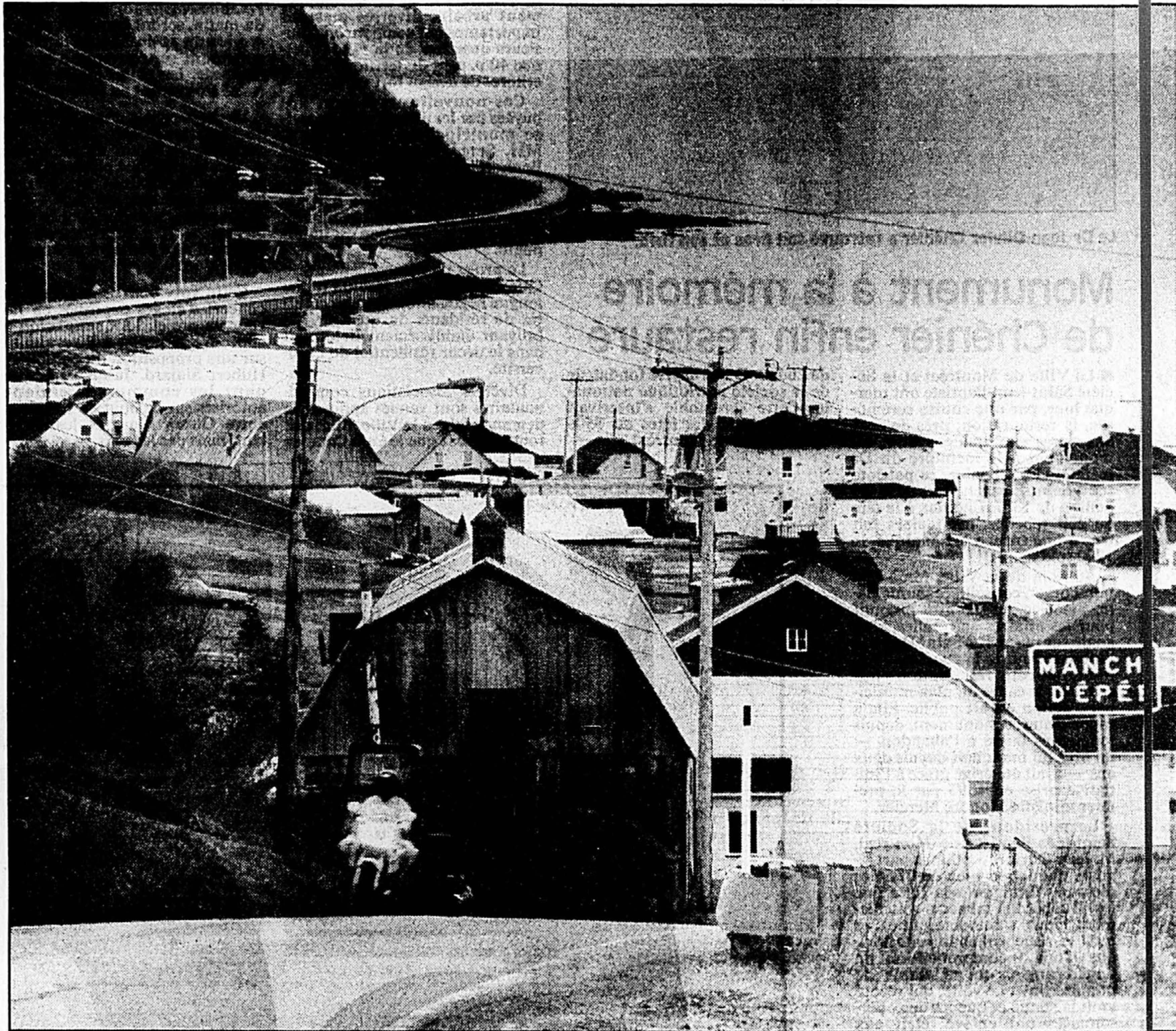
Outils Viel doit une bonne partie de sa réussite à l'habileté de son président-fondateur et de ses employés, assurément, mais également à son catalogue, qui est publié chaque année à raison de 10 000 exemplaires. «Cinquante pour cent de nos clients sont au Québec, précise M. Viel, et la différence vit au Nouveau-Brunswick ou ailleurs au Canada.»

Transformer et exporter

Dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie, plusieurs entreprises, des petites et des plus grandes, ont compris depuis longtemps qu'il faut non seulement produire, mais également transformer et exporter.

C'est le cas notamment de la société Entreprises Premier, qui extrait un volume phénoménal de mousse de tourbe de sphagnum dans les environs de Rivière-du-Loup, qui y entretient un centre de recherche employant à lui seul 35 personnes (sur 250 employés dans cette région et 550 autres employés ailleurs au Québec, dans l'Ouest canadien et dans l'État américain du Minnesota) et qui expédie à l'extérieur du pays jusqu'à 85 p. cent de sa production, dont une partie jusqu'au Japon.

Le président d'Entreprises Premier, Bernard Bélanger, ne cache pas que la récession, qui s'est ajoutée à la faiblesse relative du dollar américain et aux taux d'intérêts élevés au Canada, a «fait



Un village typique de la côte gaspésienne, Manche-d'Épée.

souffrir terriblement» sa société. Mais, dit-il, «on sent actuellement la vigueur revenir, et il y a de l'optimisme dans l'air».

L'optimisme est également de mise chez Aquaterra, quelque 75 kilomètres plus loin en direction de Rimouski, plus précisément à Saint-Fabien.

Ici, deux jeunes biologistes ayant terminé leurs études universitaires au milieu des années 80 ont trouvé un moyen original pour gagner leur vie: ils ont fondé leur propre entreprise vouée d'abord à la production d'un compost composé en partie de tourbe de sphagnum et en partie de... résidus de crevettes.

Devenue depuis peu filiale de Purdel, Aquaterra a aujourd'hui le vent dans les voiles: selon son directeur général, Yves Lavoie, elle fournit un emploi permanent direct à neuf personnes et prévoit écouler dès cette année de 300 000 à 350 000 sacs de «compost de crevettes» (commercialisé sous le nom de Humix) non seulement au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Ontario, mais également aux États-Unis et au Japon. Et la jeune entreprise a mis au point un fertilisant biologique fait à partir d'algues marines.

La technologie de pointe

Si l'industrie de la pêche, l'exploitation de la forêt, l'agriculture et le tourisme continuent d'avoir droit de cité dans tout l'Est-du-Québec, ils n'y sont plus, et de loin, les seuls secteurs d'activité sur lesquels s'appuie l'économie de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent.

On a ainsi vu apparaître dans plusieurs municipalités de ces régions, au cours des dernières années, des industries tout à fait performantes faisant appel à la technologie de pointe la plus avancée et qui, pour cette raison, ne manquent pas d'impressionner.

C'est ainsi que Rimouski — qui revendique non sans quelque raison les titres de «métropole administrative de l'Est-du-Québec» et de «capitale océanographique du Québec» — fait figure de chef de file dans le domaine de l'industrie de transformation et dans les secteurs de la fabrication d'équipements hydro-mécaniques et d'appareils électroniques.

La Municipalité régionale de comté de la Neigette, dont fait partie Rimouski avec 14 autres municipalités voisines, est la seu-

le MRC du Bas-Saint-Laurent qui ait connu de 1986 à 1991 une augmentation de sa population (+ 2,4 p. cent, comparativement à + 5,4 p. cent pour l'ensemble du Québec). Sa population est en effet passée pendant cette période de 50 108 à 51 290 personnes.

Probablement partout ailleurs dans l'Est-du-Québec, et particulièrement dans les régions rurales, le tableau démographique est passablement plus sombre puisqu'on a vu se poursuivre en maints endroits la désertification des campagnes et la désertion progressive des villages.

Le cas de Saint-Elzéar...

Des exemples de relance, pourtant, ne manquent pas.

On cite le cas de Saint-Elzéar, dans les hautes terres de la Baie des Chaleurs, près de Bonaventure, où le taux de chômage est pratiquement inexistant «et où même des gens de l'extérieur de ce village vont travailler».

Saint-Elzéar suscite l'admiration dans la Péninsule gaspésienne et dans tout l'Est-du-Québec pour sa coopérative maraîchère exploitant la pomme de terre, pour sa bleutière, de même que pour la mise en valeur de ses grottes, qui attirent chaque année dans ce secteur un bon nombre de touristes.

On mentionne aussi l'exemple de Saint-Cyprien, à une trentaine de kilomètres au sud de Trois-Pistoles, où une usine de moulage

sous pression de pièces d'aluminium, Atelier de Moulage Tremblay, est aujourd'hui en pleine expansion.

Une multitude d'autres initiatives, parfois individuelles, parfois collectives, démontrent également que les gens de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent ont décidé de ne pas s'en laisser imposer par la récession et de ne pas céder à la morosité.

On a vu ainsi une jeune femme de Sainte-Anne-des-Monts, en Gaspésie, ouvrir en décembre dernier avec un associé, et avec une aide gouvernementale de seulement 16 000 \$, sa «Pâtisserie Café Détente».

«Les pâtisseries françaises, explique Louise Vallée, ça manquait dans le coin... Pour moi, ouvrir une boulangerie-pâtisserie était un vieux rêve. J'ai actuellement une employée à temps partiel et je songe à embaucher tout prochainement une employée à plein temps. Je travaille maintenant 75 ou 80 heures par semaine et j'aime ça. Et ce qui peut m'arrêter, c'est seulement d'arrêter de vivre.»

À Sainte-Anne-des-Monts également, un commerçant-entrepreneur, Alain Gagné, pilote un projet de production de soufflées à neige tout à fait révolutionnaires pour plusieurs raisons: elles seront d'un poids de beaucoup inférieur (400 livres plutôt que 1000 livres ou plus) à celui des appareils actuellement harnachés à des tracteurs de ferme; elles pourront être installées en un rien de temps à l'avant d'une camionnette ou d'un petit jeep; elles seront hydrauliques; etc.

Les Portes de l'Enfer

Le nom est trop beau pour ne pas retenir l'attention: les «Portes de l'Enfer»!

Il s'agit en fait d'une forte cascade d'eau et de puissants rapides courant tout au fond d'un canyon dans un site boisé encore sauvage situé à quelques kilomètres de Saint-Narcisse-de-Rimouski. Le tout est magnifique et effectivement... quasi infernal.

«Ce sont les draveurs, il y a bien des années, qui ont baptisé cet endroit du nom qu'on lui connaît encore aujourd'hui», note au passage Claudette Soucy, une femme qui, avec un groupe de citoyens de Saint-Narcisse, a juré

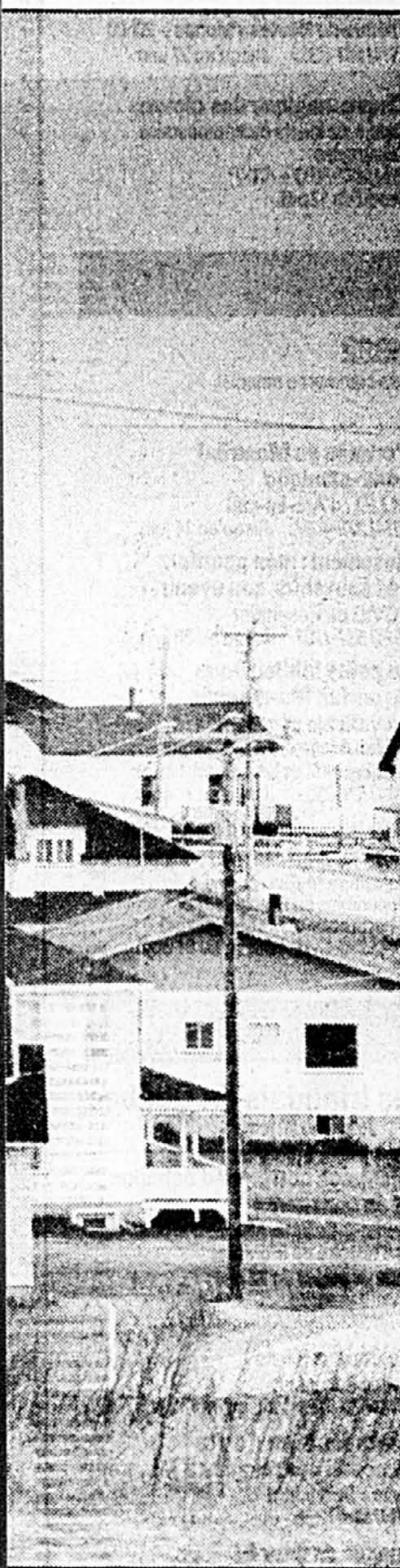


A L'Isle-Verte, le «patenteux» Gaston Viel a mis sur pied une petite usine de fabrication d'outils donnant aujourd'hui du travail à huit personnes.

DES RÉGIONS



Rivière-au-Renard?



de faire de ce site un attrait touristique important du haut-pays de Rimouski.

Pour ce faire, l'organisme connu aujourd'hui sous le nom de «la Corporation touristique du Domaine des Portes de l'Enfer» s'est déjà acquis l'appui, financier ou autre, notamment de la Corporation municipale de Saint-Narcisse-de-Rimouski, de l'Association touristique du Bas-Saint-Laurent, du Centre d'aide aux entreprises de la Neigette, du Comité d'aide au développement des collectivités du Haut-Pays de la Neigette et du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec. Et en août prochain, une passerelle en acier et en bois longue d'environ 35 mètres, que l'on ajoutera aux belvédères déjà existants, sera érigée au-dessus des Portes de l'Enfer.

Et pour ne rien briser de la nature environnante, cette passerelle conçue par le Groupe régional de support technique de l'Université du Québec à Rimouski sera tout simplement déposée à cet endroit au moyen d'un hélicoptère.

Les gens de l'Est-du-Québec, disions-nous, savent faire preuve d'esprit inventif et débrouillard!



C'est chez elle, à Sainte-Anne-des-Monts, que Louise Valiée a enfin réalisé son vieux rêve: ouvrir sa propre boulangerie-pâtisserie.

Claudette Soucy a juré de faire des Portes de l'Enfer un attrait touristique important du haut-pays de Rimouski.



«PARLONS D'EMPLOIS PLUTÔT QUE DE CONSTITUTION»

Yvan Collin a rapidement écarté la question des débats constitutionnels. «Il est difficile de parler de Constitution, lorsque l'école et l'église de ton village ferment!» a-t-il lancé.

Interrogés sur le même sujet, d'autres personnes du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie ont eu des réactions semblables. «On est un peu tannés de ces affaires-là», disaient certains. D'autres ont confié au représentant de La Presse: «Les gens préfèrent parler et entendre parler d'emplois.»

Pour Yvan Collin, les emplois et l'avenir des villages dans l'Est-du-Québec ne font qu'un: «Les gens quittent leur village lorsqu'ils ne peuvent plus y gagner leur vie ou travailler à un endroit pas trop éloigné de chez eux.»

Ce jeune homme de 32 ans de Saint-Narcisse-de-Rimouski se sait relativement privilégié: son village est situé à une quinzaine de kilomètres à peine de Rimouski; il se plaît à vivre à cet endroit, où il est vice-président de la Caisse populaire, membre de la Société Saint-Jean-Baptiste et organisateur de la Fête nationale en plus d'être trésorier de la Société nationale des Québécois de l'Est-du-Québec; et il a son gagne-pain dans le village voisin du sien, Sainte-Blandine, où il est directeur du Comité d'aide au développement des collectivités du Haut-Pays de la Neigette.

Selon Yvan Collin, le drame de la désertion et du dépeuplement des villages dans l'Est-du-Québec, qui n'est pas un phénomène tout à fait nouveau, est encore bien réel. Des chiffres le démontrent clairement. On sait ainsi que, de 1981 à 1991, Trinité-des-Monts, dans le haut-pays de Rimouski, a vu sa population chuter de 538 à 345 personnes. La population du village voisin, Esprit-Saint, est passée entre les années 1986 à 1991 de 564 à 501 personnes. Des diminutions semblables ont été

enregistrées dans plusieurs autres villages de l'Est-du-Québec où les résidents — les derniers blocs de résistants? — ont assisté impuissants tantôt à la mort lente ou subite de leur unique industrie de bois de sciage, tantôt à la fermeture de leur école primaire, tantôt à la disparition de la station-service ou du bureau de poste, tantôt au départ du dernier curé permanent.

«Quand trois familles comptant cinq enfants quittent ton village, fait remarquer Yvan Collin, c'est considérable. Mais quand tu vois passer sur le chemin la maison d'un de tes voisins, qu'un fardier déménage dans un autre village, ce n'est pas drôle du tout!»

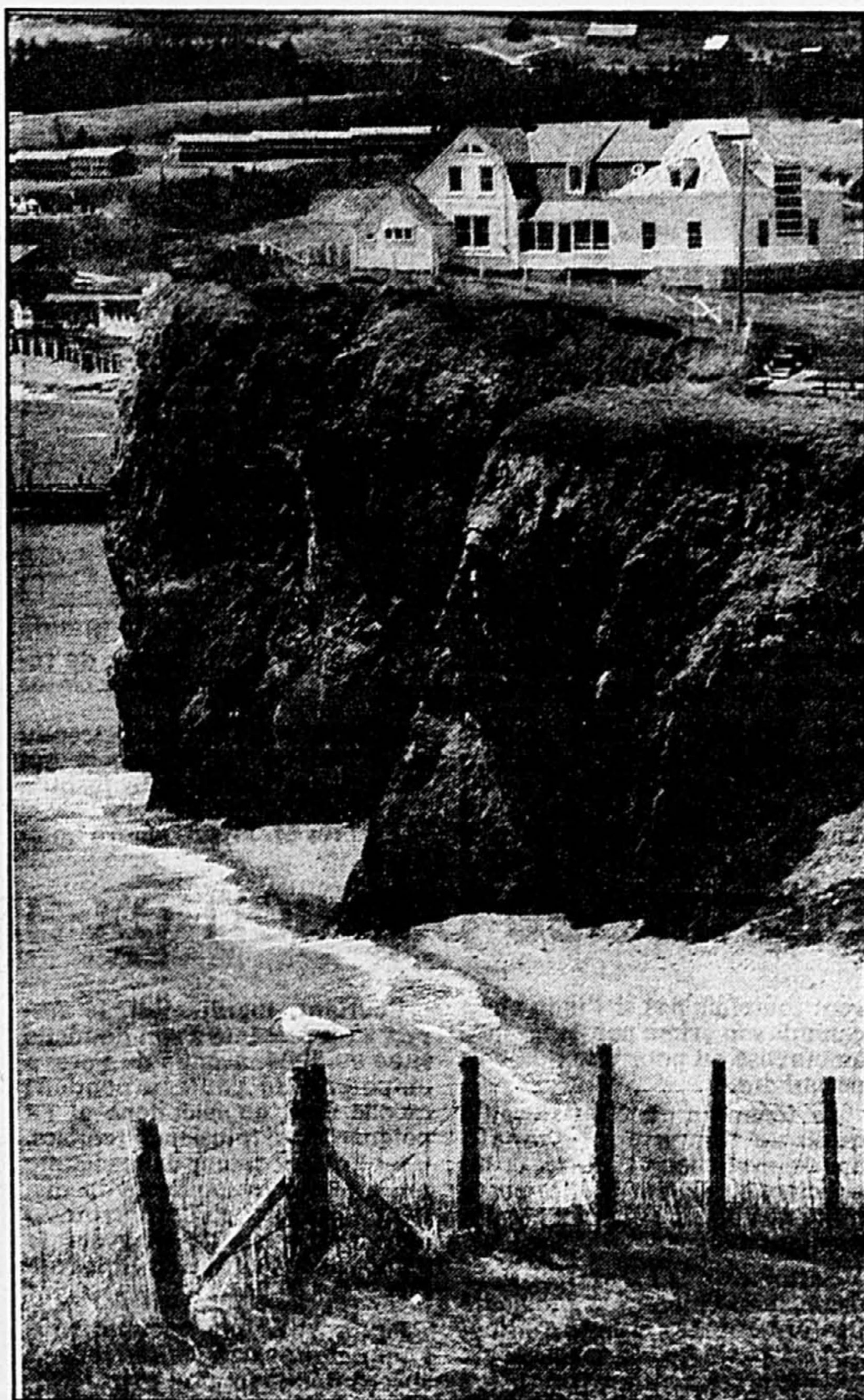
Yvan Collin raconte un fait vécu dans son propre village: «À Saint-Narcisse, qui est actuellement en légère croissance démographique parce qu'il bénéficie du phénomène de l'étalement urbain de Rimouski, nous avons perdu notre dernière épicerie en 1981. Cela a signifié que nous avons dû pendant plusieurs années nous approvisionner dans nos deux dépanneurs et que nous devions parcourir des kilomètres pour nous procurer de la viande fraîche et des légumes frais. Mais heureusement, nous avons réussi l'an dernier à mettre sur pied notre propre coopérative d'alimentation, qui, en plus d'avoir créé sept ou huit emplois, constitue à mon avis un bel exemple de prise en main de notre village par le milieu.»

Yvan Collin se réjouit par ailleurs que des producteurs agricoles de sa région soient parvenus à tenir le coup par exemple en délaissant certains types de culture ou d'élevage devenus moins rentables pour se tourner vers des exploitations plus prometteuses. Ainsi, souligne-t-il, l'Est-du-Québec est aujourd'hui la plus importante de toutes les régions du Québec en ce qui a trait à l'élevage du mouton.

Et comme pour donner raison à Yvan Collin, la famille de ses beaux-parents, qui est propriétaire de la Ferme Lavoie et Banville, fait à elle seule l'élevage de 950 des 27 000 moutons du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie.

Le jeune homme de Saint-Narcisse-de-Rimouski parle aussi avec enthousiasme des élevages de cervidés dans sa région. «Des 360 éleveurs de cervidés existant au Québec, dit-il, 51 sont dans la région du Bas-Saint-Laurent, où ils élèvent surtout des cerfs de Virginie, mais aussi quelques daims, quelques cerfs rouges... et deux wapitis.»

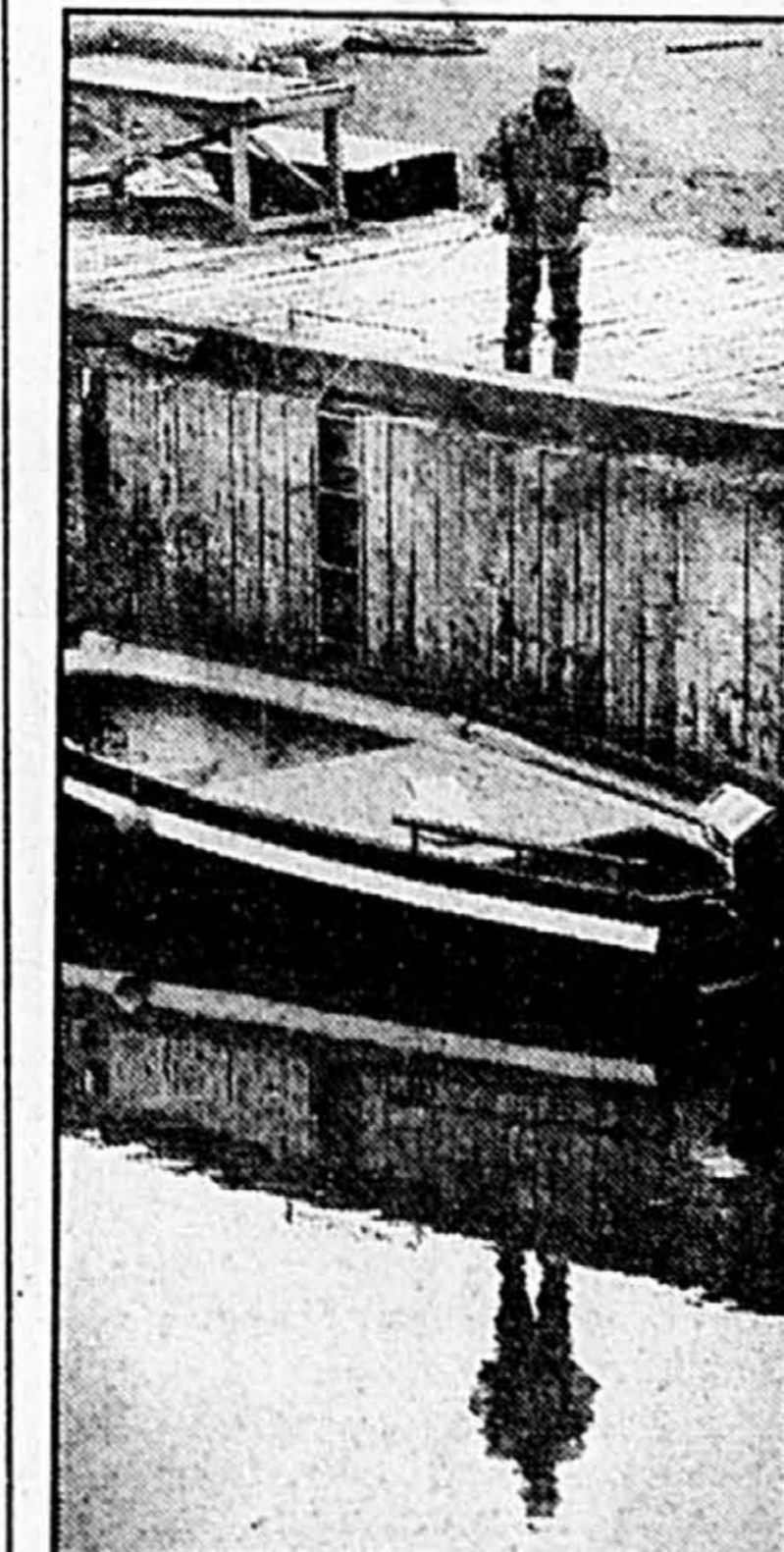
Pour Yvan Collin, la débrouillardise et la créativité — par exemple dans transformation et dans la recherche de nouvelles utilisations des résidus forestiers, agricoles et marins — constituent sans doute des clés d'avenir pour les villages et les villes de l'Est-du-Québec. Mais il faut encore davantage. «Il nous faut, dit-il, une meilleure formation de notre main-d'oeuvre. Et il faut que nous mettions sur pied, partout où cela est possible, des projets collectifs.»



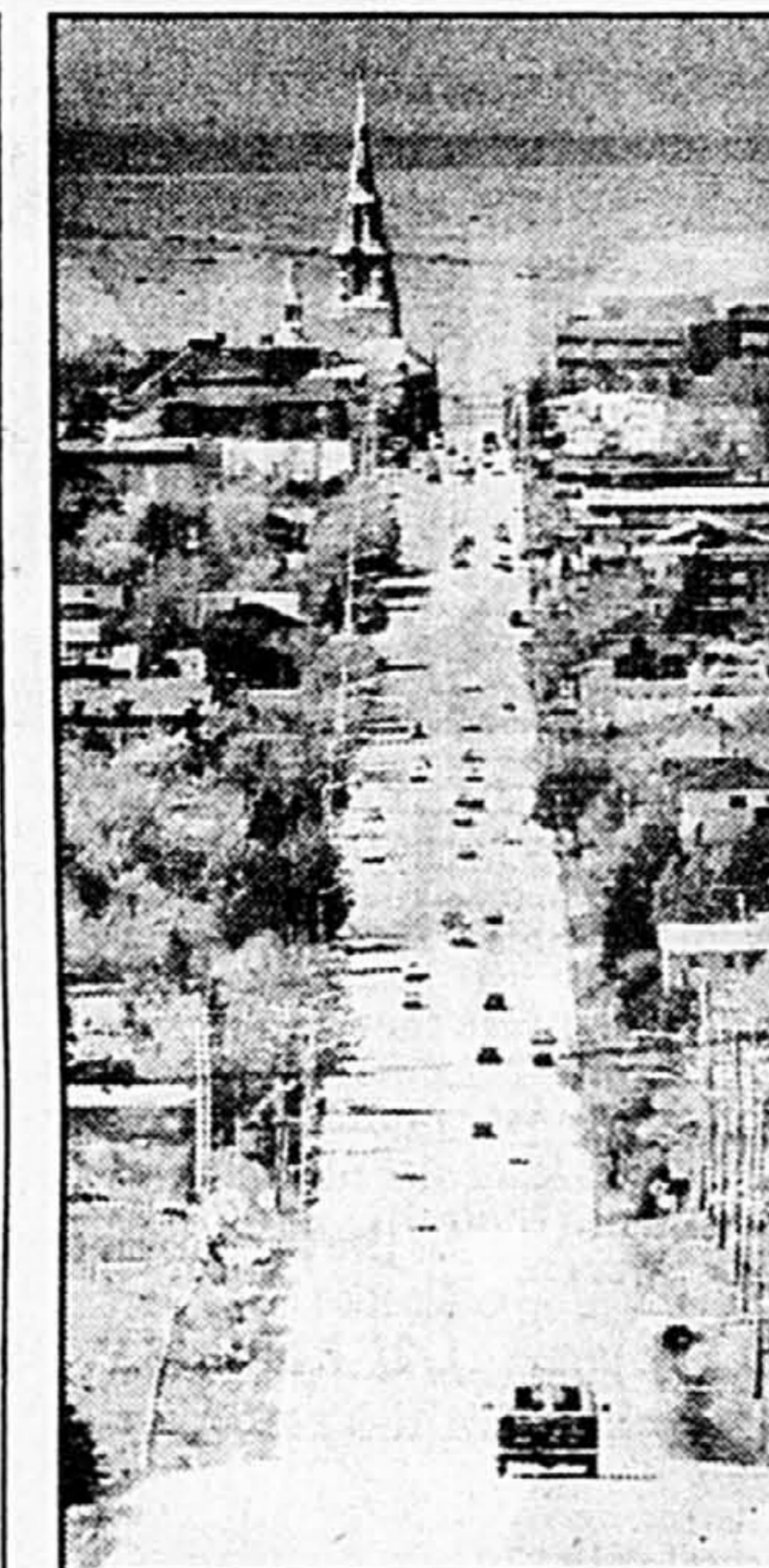
Deux des Trois Soeurs, à Percé.



Yvan Collin se considère privilégié de pouvoir vivre à Saint-Narcisse-de-Rimouski.



Une vue du quai de Grande-Vallée.



La rue de la Cathédrale à Rimouski.

LES GASPÉSIENS EN ONT ASSEZ DE LA 10/42

Les 8000 personnes présentes l'an dernier au Ralliement gaspésien et madelinot, qui a eu lieu à Chandler, l'ont proclamé d'une seule voix: «Nous en avons assez de la 1042 comme seule politique durable d'emploi!»

La 1042, il faut probablement le préciser, consiste en ces 10 semaines de travail nécessaires à l'obtention de 42 semaines d'assurance-chômage.

À Rivière-au-Renard, tout au nord-est de Péninsule gaspésienne, quelques personnes ont mis sur pied un organisme voué à la lutte contre tout ce qui tourne autour de cette 1042: la résignation béate devant les mauvais coups du destin, l'esprit de défaitisme face aux pertes ou à l'absence d'emplois, l'attitude d'attentisme faisant que des gens peuvent attendre indéfiniment que le gouvernement, ou les grosses compagnies, ou Dieu ne sait qui! fassent quelque chose pour eux.

«Le Comité local de développement de Rivière-au-Renard, explique le porte-parole de cet organisme, Jean-Claude Plourde, a comme objectif de fonder le développement communautaire. Ce que nous visons, c'est une transformation sociale qui fera que les gens d'ici prendront eux-mêmes leur affaires en main.»

Selon Jean-Claude Plourde et deux autres membres du comité, Marie-Jeanne Cotton et Gilles Soucy, la création d'emplois n'est pas une question secondaire... Mais elle viendra après!

«Ici, disent-ils, les gens ont été pêcheurs de pères en fils. Ils ont vécu dans ce qui a peut-être été dans toute la Gaspésie le village le plus subventionné. Ils ont confié leurs intérêts à des gestionnaires de l'extérieur, à des grosses usines de pêches fonctionnant

Bas-Saint-Laurent / Gaspésie (Côte-Nord)*

* Pour les fins du sondage, la maison CROP a regroupé les sous-régions du Bas-St-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord en une seule région.

SONDAGE CROP-LA PRESSE

■ Quel est, selon vous, le problème le plus important dans votre région en ce moment?

Agriculture/pêche	3
Avenir des jeunes	4
Chômage/emploi	68
Dépeuplement/émigration	0
Économie (général)	4
Éducation/formation	1
Loisirs culturels	0
Loisirs sportifs	0
Mise à pied/fermeture d'usine	1
Pauvreté	0
Récession, insécurité écono.	1
Tourisme	0
Pollution/environnement	2
Eau	3
Routes, transports	0
Aucun	4
Autre	5
NSP/PR	4

■ Diriez-vous que votre région a été touchée par la récession économique...

Beaucoup	45
Assez	28
Un peu	23
Pas du tout?	3
NSP/PR	1

■ Quelle serait votre attitude face à un grand projet de développement économique pour votre région, en sachant que ce projet pourrait comporter des risques pour l'environnement ou le patrimoine:

Vous vous opposeriez parce qu'il comporte des risques pour l'environnement ou le patrimoine....	38
Vous l'approuveriez parce qu'il contribuerait à la création d'emplois et au développement économique de votre région.....	51
NSP/PR.....	12

■ Si vous décidiez de quitter votre région pour aller vivre ailleurs, où iriez-vous d'abord - dans quelle région?

Montréal/Laval/Rive-Sud	14
Québec-région	40
Trois-Rivières-région	0
Sherbrooke-région	1
Hull-Ottawa	0
Bas-St-Laurent/Côte-Nord	2
Ailleurs au Québec	4
Ontario	13
Ailleurs au Canada	11
États-Unis	10
Autre	6
NSP/PR	0

Infographie La Presse

sans qu'ils n'aient jamais à dire leur mot. Mais lorsque ces mêmes usines ont commencé à acheter moins de poissons, lorsque la pêche est devenue moins bonne, lorsqu'en plus le moulin à scie a fermé et lorsque l'agriculture est disparue du paysage, il a bien fallu se rendre compte de la réalité: nous avons chez nous une tradition de déresponsabilisation.»

Pour renverser la vapeur et aider les gens de Rivière-au-Renard afin qu'ils reprennent confiance en eux-mêmes — on dit qu'au moins 40 p. cent des adultes de ce village vit de l'assurance-chômage ou de l'aide sociale, et qu'ils n'en sont pas fiers — le comité a dressé une liste d'une quarantaine de «projets valorisants».

Un de ces projets consiste à mieux identifier de façon plus voyante à chacune de ses entrées le village de Rivière-au-Renard, dont le nom est aujourd'hui inscrit en petits caractères, et entre parenthèses, sous le nom de la municipalité de Gaspé à laquelle il a été fusionné il y a quelques années.

Un autre projet cherchera à faire la promotion touristique de Rivière-au-Renard.

D'autres projets concernent l'aménagement de la plage du village, la mise en valeur de son vieux moulin à scie à vapeur, la remise en bon état de sa petite chapelle construite avec le bois de l'ancienne église, la création d'un circuit cycliste en montagne, etc.

«Nous disons NON à l'attentisme qui ne conduit qu'à la paix et au silence des cimetières», clament-on dans le Manifeste gaspésien et madelinot adopté l'an dernier à Chandler.

Et on disait aussi dans ce manifeste: «C'est assez, ça va faire!»

Chasse à l'homme à St-Mathieu-de-Laprairie

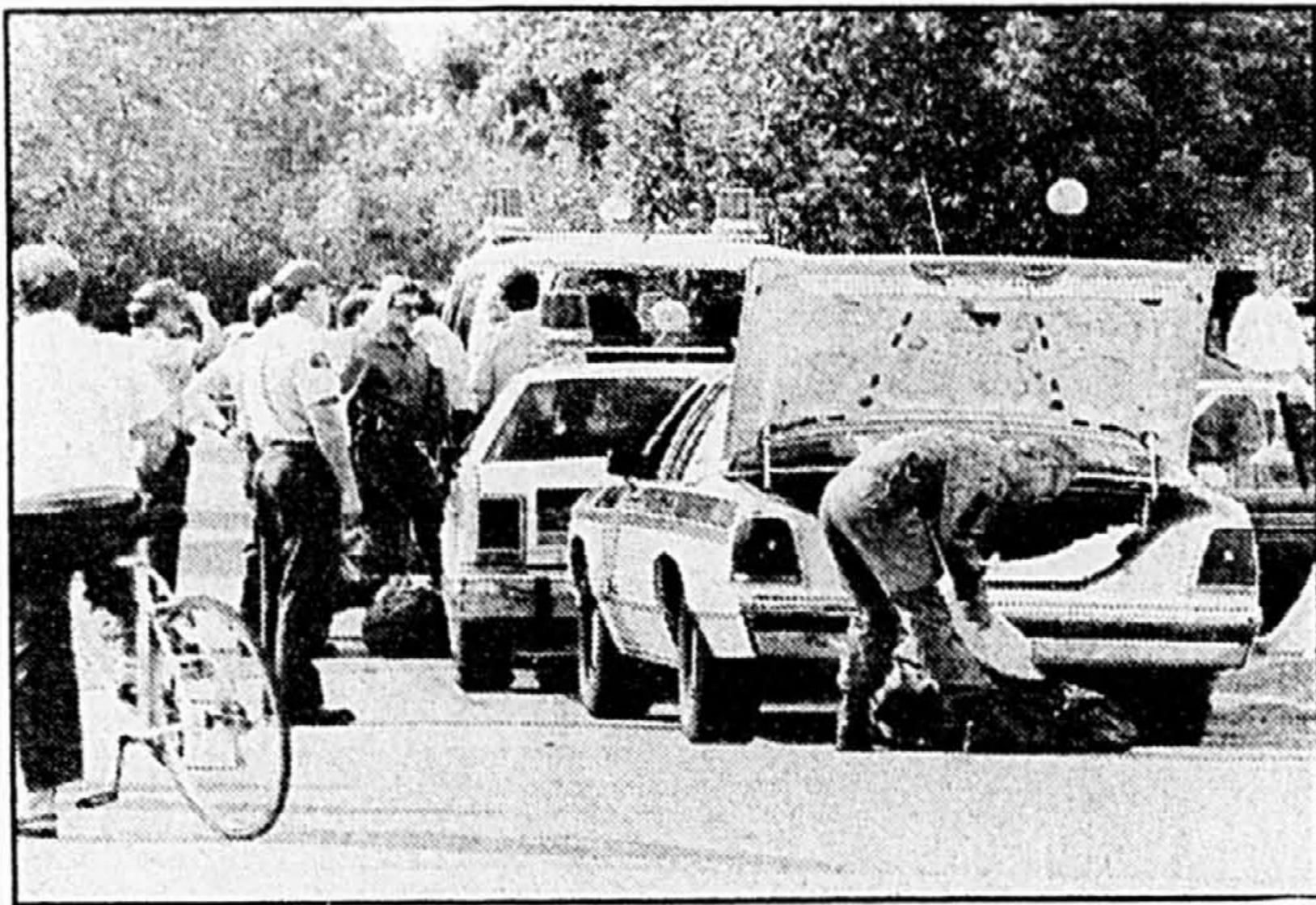
GILLES ST-JEAN

■ Une quarantaine de policiers de la Sûreté du Québec ont exécuté une grande battue hier soir, dans un bois bordant l'Autoroute 15, à Saint-Mathieu-de-Laprairie, dans le but de retrouver un présumé voleur de banque.

L'histoire a commencé par un hold-up à la Caisse populaire de Sherrington, dans le comté de Napierville, à 13h25 hier. Deux hommes dont un était armé se sont emparés de plusieurs milliers de dollars, a signalé la SQ, et ont pris la fuite à bord d'une Chevrolet Monte Carlo noire.

Les premières données sur l'affaire ont évidemment été transmises rapidement sur les ondes de la SQ, dont le détachement de Candiac couvre Sherrington. Un auditeur de ces ondes était M. Errol Flynn, un résident du domaine Val Boisé, un parc de maisons modulaires de Saint-Mathieu, qui travaille à temps partiel pour un hebdomadaire judiciaire.

À 14h09, M. Flynn prenait le



Une quarantaine de policiers de la SQ ont participé à la grande battue, dans un bois bordant l'Autoroute 15, dans le but de retrouver un présumé voleur de banque.

PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse

frais lorsqu'il a aperçu roulant dans le domaine une Monte Carlo noire. Selon lui, le véhicule s'est arrêté et un homme de race blanche, dans la vingtaine et portant

une veste noire, en est descendu et a pénétré dans le bois qui s'étend de l'autoroute jusqu'à Candiac.

D'après M. Flynn, l'autre hom-

me a alors pris la fuite à bord de la voiture en direction de Saint-Philippe-de-Laprairie, à l'intérieur des terres.

La SQ s'est mise à pied d'œuvre: hélicoptère, maître-chien, policiers de l'unité d'urgence et du groupe d'intervention sont rapidement venus seconder leurs confrères de Candiac.

Une battue des bois a été entreprise à partir de Val Boisé, dont un côté longe l'autoroute. Compte tenu de l'état nerveux du suspect, on ne pouvait pas rejeter l'hypothèse que le fuyard se soit avancé dans le bois malgré la proximité de la A-15, a noté un policier.

Les recherches se sont poursuivies jusqu'à 20h20 en soirée et la police était convaincue qu'il n'y avait personne dans le bois. La police dispose de pistes intéressantes, a assuré l'agent Michel Brunet, du service des affaires publiques de la SQ.

Quant aux résidents de Val Boisé, le déploiement policier les aura désennuyés pendant quelques heures.

La femme poignardée par son ex-ami survivra

ÉRIC TROTTIER

■ La femme de 41 ans qui a été poignardée aux poumons, dans son logement de l'avenue du Parc, mardi midi, s'en tirera vraisemblablement, mais la police a lancé hier un avis de recherche contre son ex-petit ami, Donald Spark, 53 ans.

L'individu et la victime se seraient fréquentés durant près de trois années avant de se laisser il y a un an. Les enquêteurs ne sa-

vent toutefois pas si l'individu a commis son crime par vengeance amoureuse ou pour une question pécuniaire.

La femme a en effet travaillé quelque temps pour Donald Spark, avant leur rupture, et les policiers étudiaient hier la possibilité qu'elle lui doive un certain montant d'argent.

Selon nos informations, la dame, dont l'identité n'a toujours pas été révélée par la police, n'avait pas reçu de menaces de son «ex», ces derniers temps.

Pourtant, mardi midi, le suspect s'est présenté à son domicile situé au 5004, avenue du Parc, a empoigné un couteau pendant qu'elle était au téléphone et l'a poignardée à plusieurs reprises. C'est l'interlocuteur de la victime qui a alerté les policiers du district 32. Ceux-ci l'ont trouvée dans une mare de sang sur le plancher de l'entrée de l'appartement.

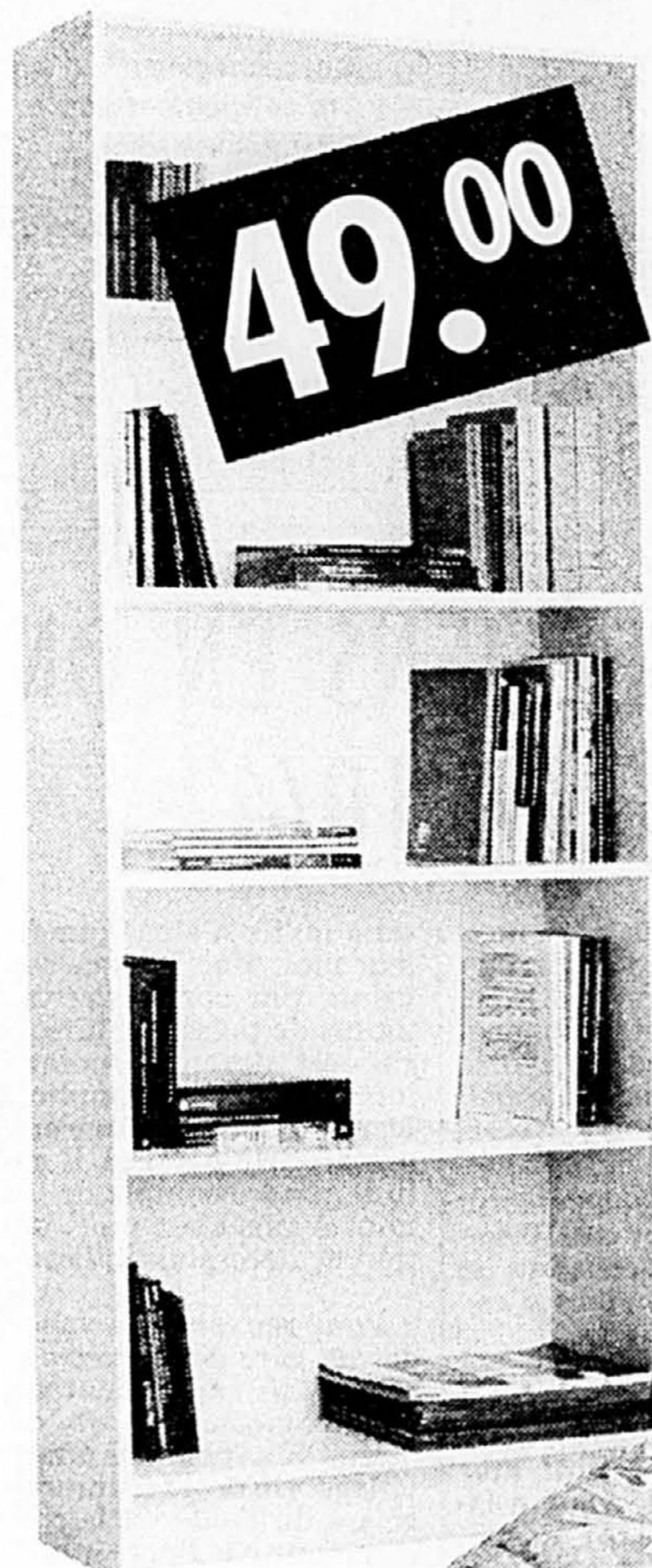
Après avoir été transportée à l'hôpital Royal Victoria, elle a subi une intervention chirurgica-

le mardi soir et elle a pris du mieux, hier. Elle pourra quitter les soins intensifs aujourd'hui, si tout se passe bien.

L'enquête a été confiée au sergent-détective René Racine. Le suspect a les cheveux blonds et les yeux noisette; il mesure 1,78 mètre et pèse 54 kilos. La police croit qu'il a pu se blesser durant la bagarre qu'il a livrée à la victime. Toute information au sujet de ses récentes allées et venues peut être transmise aux enquêteurs, au 280-2532 ou au 280-2232.

STRUCTUBE

M E U B L E S



Étagère en mélamine de qualité. Blanc ou noir. L. 27" P. 10" H. 68.5". 49 \$



Ensemble table et chaise "BISTRO". Table en marbre 24" de diam. avec piétement en fonte. Chaise en métal avec assise en simili cuir noir ou cannée plastique blanc. 128 \$ l'ensemble



Canapé-lit "CARMEN" 56". Recouvrement tissu polyester et coton fleuri. Vert ou violet. 299 \$

Catalogue disponible sur demande



Chic les meubles, **CHOC LES PRIX !**

MONTRÉAL
• 2081, Ste-Catherine O.
(514) 934-5488
• 289, rue Sherbrooke O.
(514) 844-4608
• 3782, rue St-Denis
(514) 282-1666
• 3999, rue St-Denis
(514) 288-9817

VILLE D'ANJOU
• 7085, Beaubien est
(514) 355-8670

NOUVEAU VILLE MONT-ROYAL
• 3945, Jean-Talon Ouest
(coin Lucerne)
(514) 342-8288

BROSSARD
• 6400, boul. Taschereau
Entrée sur Lapinière
(face au Mail Champlain)
(514) 443-6991

LONGUEUIL
• Place Longueuil
(514) 670-1772

POINTE-CLAIRE
• 979, boul. St-Jean
(514) 426-0121

LAVAL
• Centre Laval
(514) 682-1544
• 156, boul. des Laurentides
(514) 629-4209
(voisin de Goinneau-Bousquet)

3 5 0 A N S

11 JUIN
AU CALENDRIER
AUJOURD'HUI



EN COLLABORATION
AVEC
La Presse

Renseignements : (514) 872-7292

arts et spectacles

► La vie des aînés dans le nord de Montréal à travers trois siècles d'histoire

Fresque et comédie musicale
Auditorium Collège André Grasset - 19h30 (514) 382-0310

Les belles-sœurs, jouée par le « Yiddish Theatre »
Centre Sadye Bronfman - 20h00
(514) 739-7944

Marcel poursuivi par les chiens
Théâtre du Nouveau Monde - 20h00
(514) 861-0563 Jusqu'au 27 juin

Les voiliers de l'espace Terre ! Terre !
Planétarium Dow - 13h15 et 20h30
(514) 872-4530 Jusqu'au 6 sept.

Cirque magique des clowns
Centre de loisirs communautaire Lajeunesse
(514) 272-3633 - RSVP
Jusqu'au 12 oct.

animation

► Fêtes irlandaises Montréal 1992

Université Concordia, campus Loyola, centre de commerce mondial.
(514) 484-1494 Jusqu'au 20 juin

1992, Mercier-Ouest
Festival culturel
Quartier Mercier-Ouest
(514) 255-5072 Jusqu'au 20 juin

Portraits du Montréal multi-ethnique
M.I.E.L. d'Arc-en-ciel
(514) 279-4627 Jusqu'au 14 juin

Le Montréal des Montréalais
Découvertes urbaines en autobus
Carré Saint-Louis / Saint-Denis
(métro Sherbrooke)
(514) 521-7802 Jusqu'au 31 oct.

Rosemont : mon quartier, ses souvenirs, son avenir
COVIQ de Rosemont
(514) 524-1797 Jusqu'au 28 juin

Circuit découverte du Sud-Ouest
Départ : Métro Angriçon
(514) 937-7025 Jusqu'au 30 juin

La petite bibliothèque du parfait Montréalais
Surveillez les concours
« Mon Montréal à moi » dans les librairies et les bibliothèques.
(514) 872-7292 Jusqu'au 1^{er} août

Parcours historique
Départ : Vieux-Moulin P.A.T.
(514) 645-8035 Jusqu'au 12 oct.

Hôtels particuliers de McGill
Visite auto-guidée et exposition
Université McGill : cartes-guide disponibles au Burnside Hall (Sherbrooke et McGill College)
(514) 388-4743 Jusqu'au 31 oct.

Patrimoine montréalais Sud-Ouest
Caisse populaire St-Zotique
(514) 937-2660 Jusqu'au 18 juin

expositions

► Exposition historique sur les Irlandais du Québec

Centre de commerce mondial - (514) 938-6431 Jusqu'au 20 juin

Découvertes du Sud-Ouest
La magie du renouveau
Le Nordelec
(514) 937-7025 Jusqu'au 30 juin

Montréal, carrefour d'échange et de commerce
Pointe-à-Callière, Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal
Enfants moins de 12 ans : entrée gratuite
(514) 872-9150 Jusqu'au 12 oct.

Atelier d'histoire de Pointe-aux-Trembles
Société Ressources-Loisirs de PAT. Inc.
(514) 645-8035 Jusqu'au 12 oct.

Il était une fois
Cégep Rosemont
(514) 523-0188 Jusqu'au 7 sept.

« Portes ouvertes » au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal
201, avenue des Pins O.
(514) 849-2919 Jusqu'au 13 juin

Montréal, terre d'asile
L'accueil des réfugiés à Montréal
Centre Strathearn
(514) 528-1959 Jusqu'au 11 sept.

Cinquante ans de la Galerie Dominion
Montréal et l'art vivant
Galerie Dominion (rue Sherbrooke O.)
(514) 845-7833 Jusqu'au 30 sept.

Images du futur 92
Montréal, ville du futur
Vieux-Port
(514) 849-1612 Jusqu'au 20 sept.

De l'autre côté de la montagne
Exposition sur le développement de Côte-des-Neiges
Quartier et Maison de la culture C.D.N.
(514) 489-5643 Jusqu'au 15 oct.

Ces femmes qui ont bâti Montréal
Edifice Cormier
(514) 842-1066 Jusqu'au 18 oct.

Expotec / Imax
La musique, une question d'onde
Vieux-Port, Jettee King Edward, hangar 7
(514) 496-IMAX Jusqu'au 10 oct.

Nouveau parcours de l'art canadien (1790-1960)
Musée des Beaux-Arts (Pav. Benaiah Gibb)
(514) 285-1600 Jusqu'au 27 sept.

Fortin, le peintre de Montréal
Musée Marc-Aurèle Fortin
(514) 845-6108 Jusqu'au 12 oct.

Place aux Montréalais !
Centre d'histoire de Montréal
(514) 872-3207 Jusqu'au 1^{er} nov.

La démocratie à Montréal, de 1830 à nos jours
Hôtel de ville - Hall d'honneur
(514) 872-2678 Jusqu'au 13 sept.

Pointe-aux-Trembles en évolution
Maison Wilson-Beaudry
(514) 872-2643 Jusqu'au 7 sept.

Tur Malka : deux siècles d'histoire juive à Montréal
Bibliothèque publique juive
(514) 931-7531 Jusqu'au 31 oct.

Transit 92
Navire Fort St-Louis - Vieux-Port
(514) 527-9221 Jusqu'au 12 oct.

Le fabuleux voyage du jouet à travers le temps
Vieux-Port, Jettee King Edward, hangar 8
(514) 523-2643 Jusqu'au 7 sept.

Un fleuve, un quartier, une ville
Maison de la Culture Frontenac
(514) 872-7882 Jusqu'au 23 août

Les 200 ans de l'église protestante à Montréal
Eglise St-Jean / Erskine and American United
(514) 849-3286 Jusqu'au 12 oct.

► Marché Bonsecours

350, rue St-Paul Est
Montréal, une histoire à suivre:
quatrième volet de l'exposition présentée aux musées du Château Ramezay, David M. Stewart et McCord d'histoire canadienne.

Mission Montréal
Musée David M. Stewart (île Ste-Hélène)
(514) 861-6701 Jusqu'au 12 oct.

Racines du futur, l'aventure des communications à Montréal:
une présentation de Bell Canada, Northern Telecom, Recherches Bell Northern et Bell Cellulaire.

Montréal en fête, Montréal en fleurs
Jardin botanique
(514) 872-1400 Jusqu'au 8 août

À mille lieux: des installations vidéo.
Kahsvenhtha: introduction à la culture amérindienne.

Montréal en projet, 10 années d'architecture urbaine
Centre de Design de l'UQAM
(514) 987-3395 Jusqu'au 28 juin

Exposition temporaire:
Clins d'oeil et collections.
(514) 872-7292
Tous les jours, de 10h à 18h
Fermé le mardi

à ne pas manquer

Le Tanneur de la Côte

Comédie musicale historique racontant un amour contrarié entre le fils d'un tanneur et la fille d'un fermier. Un merveilleux prétexte pour découvrir en paroles, chansons et danses, le quotidien des colons du temps.
Collège Jean-de-Brébeuf - 20h00 - (514) 733-1478 Jusqu'au 20 juin

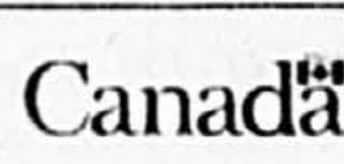
► Activité gratuite
Pour de plus amples renseignements, consultez le calendrier officiel. Sujet à changements sans préavis.

► Activité vedette

LES GRANDS PARTENAIRES

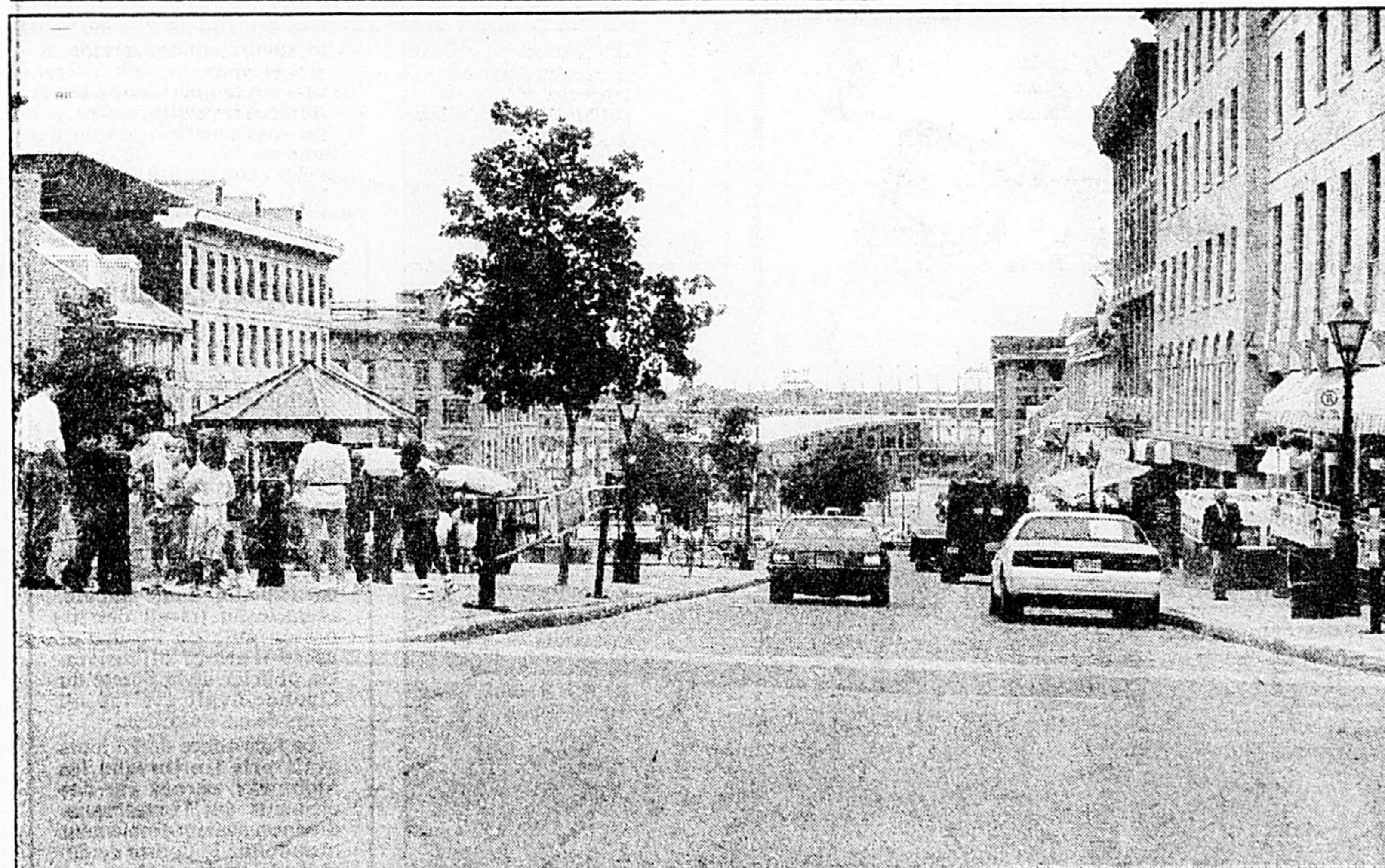


EN COLLABORATION AVEC



MONTREAL

ANNIVERSAIRE



La fenêtre sur le fleuve, la voilà!

Il y a à peine 20 ans de différence entre ces deux photos. Et pourtant l'horizon est tout à fait méconnaissable au pied de la place Jacques-Cartier depuis qu'on a ouvert la fameuse «fenêtre sur le fleuve» dont on rêvait depuis si longtemps (et gare à celui qui songerait un instant à la refermer!). C'est le plus beau cadeau qu'on pouvait offrir aux Montréalais pour leur 350e anniversaire. À la place des disgracieux silos à grain et des couloirs aériens qui les reliaient aux bateaux, on a créé un îlot de verdure et de tranquillité. Les îlots dans le fleuve, les Montréalais s'y connaissent. Terre des Hommes, vous vous en souvenez? Et les nostalgiques des silos à grain apprendront avec soulagement qu'on a conservé quelques vestiges du silo no 2, le plus détesté des Montréalais.

PHOTOTHEQUE et PHOTO JEAN GOUPIL, La Presse

La campagne dans l'île

Après la Deuxième Guerre mondiale, ma famille a décidé de quitter sa propriété du Sault-au-Récollet, à l'angle du boulevard Gouin et de l'avenue Papineau, pour aller s'installer «à la campagne», chemin Saint-Léonard (actuelle rue Larry), près du boulevard Saint-Jean-Baptiste, à Pointe-aux-Trembles. À l'époque, mon père, Charles, faisait du transport avec un petit camion.

Nous possédions 20 terrains, mais comme nous étions entourés de jardiniers maraichers, l'été nous gagnions quelques sous. En effet, à partir de la mi-avril, nous travaillions à éplucher des échalottes et à les mettre en boîtes, puis suivaient le sarclage, la

cueillettes des petites fèves, le «renchaussage» des légumes d'automne: choux, navets, betteraves, ce notre employeur, Lionel Chartier, allait vendre au marché Bonsecours. Nous, nous avions un grand potager, avec pomiers, pruniers, vignes, en plus d'une vache, de poules, d'un chien et d'un chat, auxquels s'ajoutaient parfois des lapins, des oies et des dindes.

Le long des fossés, nous mangions des cerises sauvages en grappes; à l'occasion, nous sautions la clôture pour goûter aux groseilles de M. Gustave Castonguay et aux framboises des Dusault; dans le haut des champs, nous connaissions les talles des petites fraises. Le soir, à l'angle du boulevard Saint-Jean-Baptiste, nous vendions, selon la saison, des lilas ou des pivoines aux amoureux venus faire du «parking» dans les nombreux embranchements qu'offraient ces terres.

Nous nous instruisions dans une école de rang, l'école Saint-Yves-de-Laval, à l'angle de l'avenue Broadway. Deux professeurs y enseignaient: Mlle Bérandère Pépin enseignait aux élèves des trois premières années, et Mlle Madeleine Gaudreault aux élèves des quatre années suivantes. De jolis rideaux de papier crépé rouge et blanc ornaient les fenêtres. Une armoire à deux portes installée dans le corridor servait de bibliothèque. Nos deux «mademoiselles» demeuraient à l'étage, dans un deux-pièces avec toit à pignon, et de là-haut, nous surveillaient dans la cour après le dîner qu'on prenait dans nos classes.

M. le curé, Eusèbe Gagnon, de Pointe-aux-Trembles, venait une fois par mois nous remettre nos bulletins, nous confesser, et nous parler «pureté» car notre école était la seule qui était fréquentée par des garçons et des filles. Beau

temps, mauvais temps, nous marchions plus d'un mille pour nous rendre en classe, mais lorsque j'étais en quatrième année, les commissaires nous procurèrent un petit autobus à trois banes.

Les raffineries avaient commencé à acheter des terres dans Montréal-Est, puis ce fut le tour des cultivateurs de Pointe-aux-Trembles de vendre.

J'avais 14 ans et je fréquentais la neuvième année à l'école Alfred-Richard, à Montréal-Est, quand le malheur nous frappa. Mes parents achetèrent alors un duplex à Tetreaultville; c'était plus pratique puisque leurs six enfants fréquentaient tous l'école.

Depuis, Pointe-aux-Trembles a été annexée à la ville de Montréal et en fait donc partie; c'est là qu'au cours des années 50 nous vivions «à la campagne»...

Lise Dupont-Dumcnil,
Saint-Bruno-de-Montarville.

Léonard des «Lauzon de conduite»

SONIA SARFATI
collaboration spéciale

Quelle est la pire plaie pour le propriétaire d'une compagnie de location d'automobiles? Les clients qui ne savent pas conduire! Et qui ramènent le véhicule loué avec un embrayage brûlé ou une transmission brisée.

Le problème, pour le propriétaire de «Lauzon Drive Yourself», c'est qu'en ces années 40, la plupart des clients ne savaient pas conduire. Enfin... ils connaissaient, théoriquement, le principe de la chose. Mais, côté pratique, ils étaient plutôt nuls.

Il faut dire qu'à cette époque, si les conducteurs suivaient des cours théoriques de conduite pour l'obtention de leur permis, l'aspect pratique était bien souvent à la charge du concessionnaire ou ils achetaient leurs véhicules. Le tout était expédié en une heure, résume Léonard Lauzon. Qui décide de remédier à cela.

En 1947, il ouvre donc la première succursale de l'École de conduite Lauzon. Et se heurte à un problème. «Personne n'en savait suffisamment sur la conduite pour apprendre convenablement à d'autres. Au début, il a fallu former des moniteurs», se rappelle M. Lauzon, qui a célébré ses 90 ans — au champagne et au caviar! — le 25 mai.

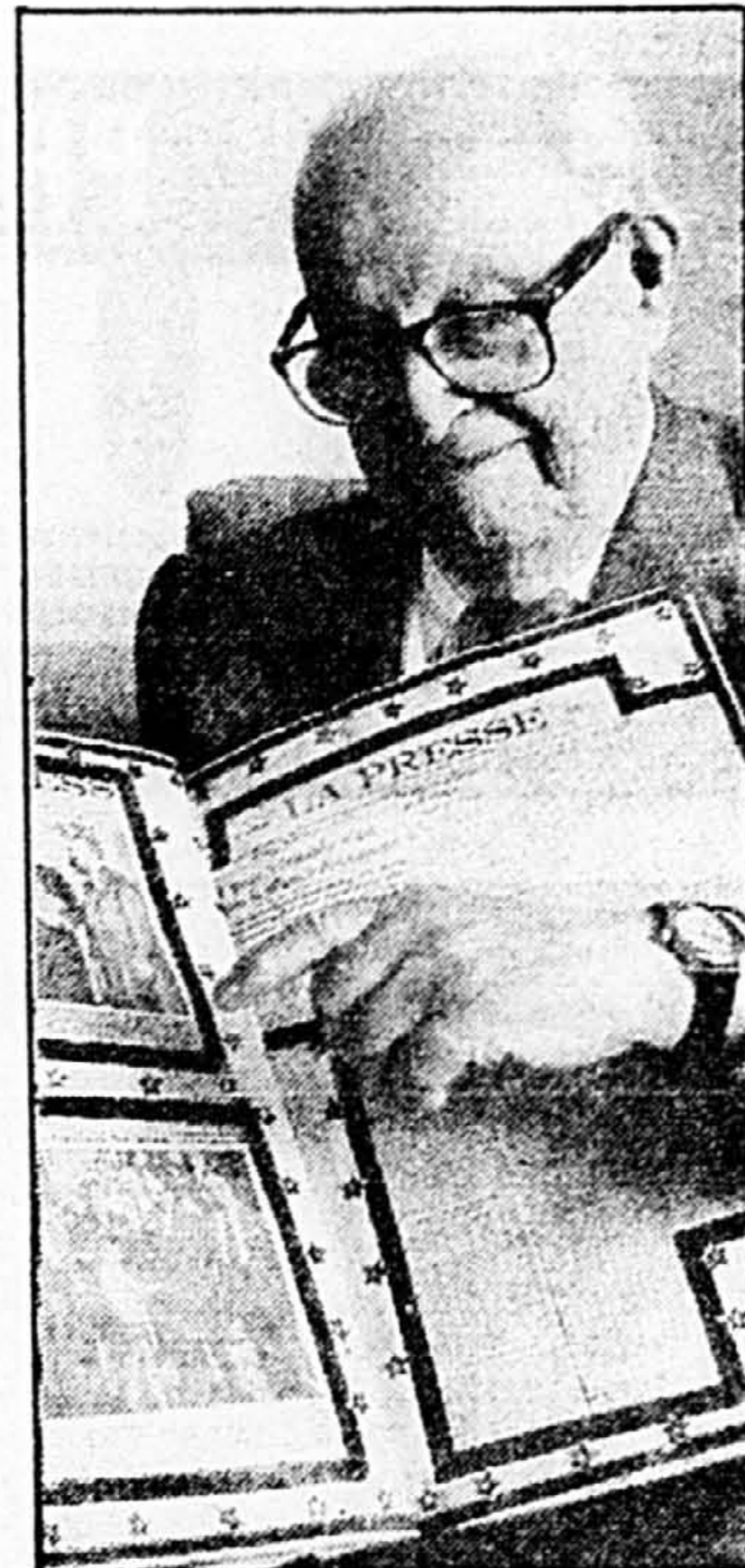
Tout cela, sans conseils, sans exemples. Car, poursuit-il, il ne se faisait rien de semblable au pays. Aux États-Unis? M. Lauzon est allé y faire un tour (en voiture?). Et n'y a rien trouvé de concluant. Il a donc monté sa petite affaire en utilisant son bon sens et les principes de base qui, sur la route, ont toujours été les siens: respecter la limite de vitesse, ne pas tenter de prendre davantage que notre place, ne pas se laisser distraire.

En 1947, donc, avec une voiture qui n'était même pas à lui — «Je n'avais pas fini de la payer!» — Léonard Lauzon donne ses premières... Lauzon de conduite. À des hommes, et à beaucoup de femmes. «Elles n'avaient personne pour leur apprendre à conduire, indique M. Lauzon. Leurs maris se fatiguaient et leur disaient que jamais elles ne parviendraient à maîtriser le véhicule!»

Un air bête? Quel air bête?

Eh bien, Léonard Lauzon a donné tort à ces messieurs: grâce, entre autres, aux leçons de conduite, «beaucoup de femmes qui avaient été «retardées» dans leur apprentissage à cause de l'impatience des conjoints ont pris les moyens, dans les années 50 et 60, pour obtenir leur permis de conduire», raconte M. Lauzon... qui se souvient particulièrement bien de l'une d'entre elles.

Par exemple cette anglophone qui avait téléphoné au bureau, dans les débuts de l'entreprise. À cette époque, c'est Léonard Lauzon lui-même qui répondait au téléphone.



PHOTOS ROBERT NADON, La Presse

Président du Club Richelieu-Montréal dans les années 50, Léonard Lauzon s'est retrouvé à plusieurs reprises dans les pages de La Presse.

Elle, elle voulait des cours le dimanche. Lui, il n'avait pas de moniteur disponible pour cette journée-là. Elle a insisté. Il a cédé. Y est allé. La semaine suivante, elle a rappelé au bureau. M. Lauzon a répondu. Elle a demandé une autre leçon. Et a ajouté, sans savoir à qui elle s'adressait: «Surtout, ne m'envoyez pas l'air bête de dimanche dernier!»

Léonard Lauzon éclate de rire, à ce souvenir. Et aux autres. Car il en a beaucoup, celui que l'on a vu régulièrement à la télévision, durant les années 70, où il vantait ses «Lauzon de conduite».

«La vie est belle... et elle passe vite, lance-t-il au passage. Moi, j'aimais conduire. J'ai appris, avec des amis, lorsque j'avais 18 ou 19 ans. Et puis, j'aimais apprendre à conduire. J'ai mis tout mon cœur là-dedans.»

Une telle ferveur a porté fruit. Une voiture et un bureau au début. Quelque 150 véhicules, plus d'une centaine d'employés et six bureaux dans la région de Montréal, lorsque, il y a 15 ans, M. Lauzon a vendu l'entreprise.

«Dans ma vie, j'en ai acheté des voitures! indique-t-il. Une cinquantaine par année, car je ne pouvais pas les garder plus de deux ans pour donner des cours.»

Les marques? Un peu de tout. Ce que voulait le client, quoi. Et, généralement, ce qu'il voulait, c'était apprendre sur le même modèle qu'il avait chez lui. Ou qu'il ne tarderait pas à avoir.

Au fait, avec le recul, que pense aujourd'hui Léonard Lauzon des conducteurs d'aujourd'hui, formés dans des auto-écoles? Alors là, l'éclat de rire! «Il y a beaucoup d'accidents sur les routes. Mais avec tous les risques que les conducteurs prennent... il devrait y en avoir davantage!»



LE MONTREAL
D'HIER

Les Chouinard d'Amérique: plus de 300 ans d'histoire

Les Chouinard d'Amérique ont célébré en 1985 le 300e anniversaire de l'arrivée à Québec de leur ancêtre commun, le charretier Jacques Chouinard. Il avait 29 ans quand, le 2 juin 1692, il maria Louise Jean, une jeune Québécoise âgée de 14 ans. Le 300e de cette cérémonie a lui aussi été célébré, le 31 mai, à la basilique de Québec.

De leur union naquirent 16 enfants dont la descendance s'établirait à près de 20 000 personnes résidant surtout au Québec, mais aussi dans les autres provinces et aux États-Unis. Vers 1698, à la demande du Sieur de Gaspé, seigneur de St-Jean-Port-Joli, dont il fut l'homme de confiance, ils s'établirent sur une terre à la sortie ouest du village. Les voyageurs qui utilisent la route 132 peuvent retrouver la terre ancestrale grâce au monument qu'on y a érigé en 1985. L'orthographe moderne du nom Chouinard remonte aux premières années du 18e siècle dans les registres paroissiaux du Québec alors qu'en France l'orthographe originelle demeure avec les variantes de

Choinard et Chuysnard. Le nom viendrait du vieux français «chuine ou choine» qui voulait dire «pain blanc» bon pain, ce qui semble plausible lorsque l'on sait que le grand père français de Jacques, à la fin des années 1500, était menuisier de son état à Nouzilly, France.

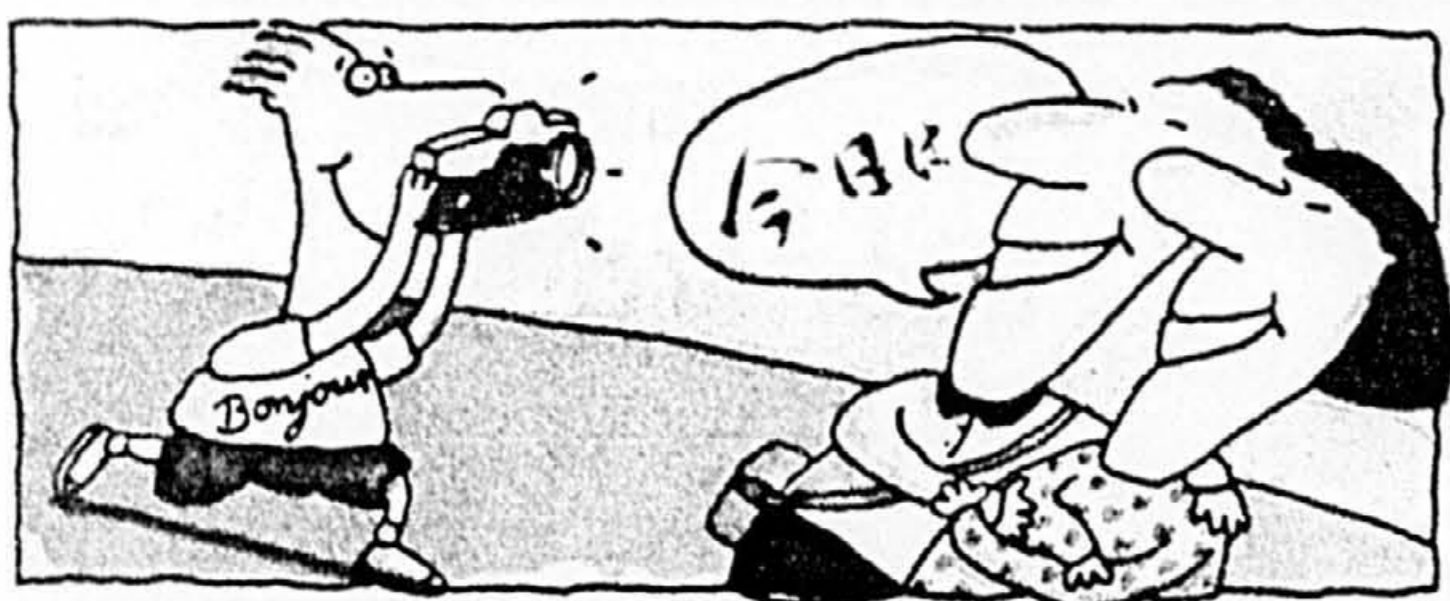
Les armoiries des Chouinard comportent un pain, une charrie et un encier avec une plume, sur fond de gueules (rouge) avec chevron d'or et leur devise est «Sois digne du pain quotidien».

L'Association termine présentement la rédaction d'un dictionnaire généalogique qui sera lancé l'an prochain. Cette année, le rendez-vous aura lieu le 4 juillet au collège de Maisonneuve. Il y aura un souper à la cabane à sucre, suivi d'une soirée dansante.

Renseignements: (514) 942-8630.



LES
FAMILLES-SOUCHES



Montréal sourit aux touristes.
Dites-leur Bonjour!

Gouvernement du Québec
Ministère
du Tourisme

Les Cris de la baie James somment Hydro et 5000 ouvriers d'abandonner le chantier Laforge

ERIC TROTTIER

■ Une fois de plus, les Cris du grand nord québécois et Hydro-Québec sont à couteaux tirés.

Le conseil de bande de Chisasibi a ordonné hier à Hydro d'abandonner le chantier Laforge

(LA-1) et de renvoyer ses 5000 ouvriers à la maison, aujourd'hui, sans quoi une confrontation est à prévoir. Près de 2000 Cris de la baie James doivent d'ailleurs prendre part, aujourd'hui ou demain, à des actions visant à «faire comprendre à Hydro» qu'il est préférable de quitter les lieux.

Hier, les dirigeants de la société d'État ont répliqué en affirmant qu'ils ne désertent pas le chantier LA-1, un projet de barrage hydro-électrique qui doit être mis en marche dès l'automne 1993, parce qu'il respecte la Convention de la Baie James.

Réunis en assemblée extraordi-

naire, hier en fin de soirée, les Cris envisageaient toutes les options possibles. «Définitivement, nous prendrons des actions contre Hydro-Québec, s'ils ne quittent pas LA-1. Nous allons demeurer pacifiques et nous espérons que la violence n'éclatera pas», a déclaré à *La Presse* l'adjointe du chef du conseil de bande de Chisasibi, Mme Helen Atkinson.

Cette nouvelle affaire de haute-tension entre Hydro et les Cris survient après deux mois de négociations entre les deux parties au sujet des conséquences environnementales du nouveau barrage de la rivière La Grande sur la région. La convention de la baie James prévoit que des arrangements doivent être pris entre Hydro et les premières nations afin de trouver des compensations pour l'impact des barrages. Et, même si les discussions se poursuivent toujours, le porte-parole d'Hydro, M. Guy Versailles, et Mme Atkinson sont d'accord sur un point: «Les deux parties sont très loin d'une entente au sujet de LA-1».

Dans une lettre qu'elle a fait parvenir au ministre des Affaires indiennes, Tom Siddon, et au premier ministre Brian Mulroney, mardi, et dont *La Presse* a obtenu copie, la chef du conseil de bande de Chisasibi, Violet Pachanos, a expliqué que les Cris en ont marre des grands projets hydro-électriques.

Après avoir rappelé les torts causés par d'autres projets hydro-électriques — inondations des forêts entourant la baie James et pollution au mercure des rivières — Mme Pachanos a indiqué que, selon elle, «le projet LA-1 n'est pas conforme à la Convention de la baie James. Nous avons tenté de faire comprendre à Hydro qu'on doit apporter des améliorations au projet, mais en vain.»

«Notre limite de tolérance est dépassée, poursuit-elle. Nous sommes déterminés à prendre les mesures nécessaires pour faire respecter nos droits en tant que première nation. Nous le ferons pacifiquement, mais fermement.»

Pour sa part, le porte-parole d'Hydro, Guy Versailles, s'est montré consterné par le durcissement du ton employé par les Cris. «On ne comprend pas pourquoi ils nous demandent à ce moment précis, quatre années après le début des travaux, de tout arrêter. Les Cris ont toujours tenu à régler nos différends pacifiquement, par la voie de la négociation ou des tribunaux. J'espère qu'ils vont respecter cette tradition.»

Cinq Mohawks acquittés faute de preuves

■ Cinq des 39 Mohawks traduits en cour à Montréal relativement à la crise d'Oka, durant l'été 1990, ont été acquittés hier en raison d'une insuffisance de preuves.

Le procès des 34 autres accusés se poursuit au palais de Justice de Montréal, pour participation à une émeute, obstacle au travail des représentants de l'ordre et usage d'armes offensives. Un policier de la Sûreté du Québec avait été tué au cours de ces désordres.

Le face-à-face de 78 jours avait pris fin lorsque les Mohawks, cernés par des éléments des Forces canadiennes, avaient finalement abandonné le Centre de désintoxication de Kanesatake, près d'Oka, où ils s'étaient retranchés.

Les douanes bloquent les « cartes » du crime

Presse Canadienne
OTTAWA

■ On n'acceptera pas au Canada les cartes à collectionner d'origine américaine qui illustrent les auteurs de meurtres multiples et d'autres criminels, a fait savoir hier le ministre du Revenu, Otto Jelinek.

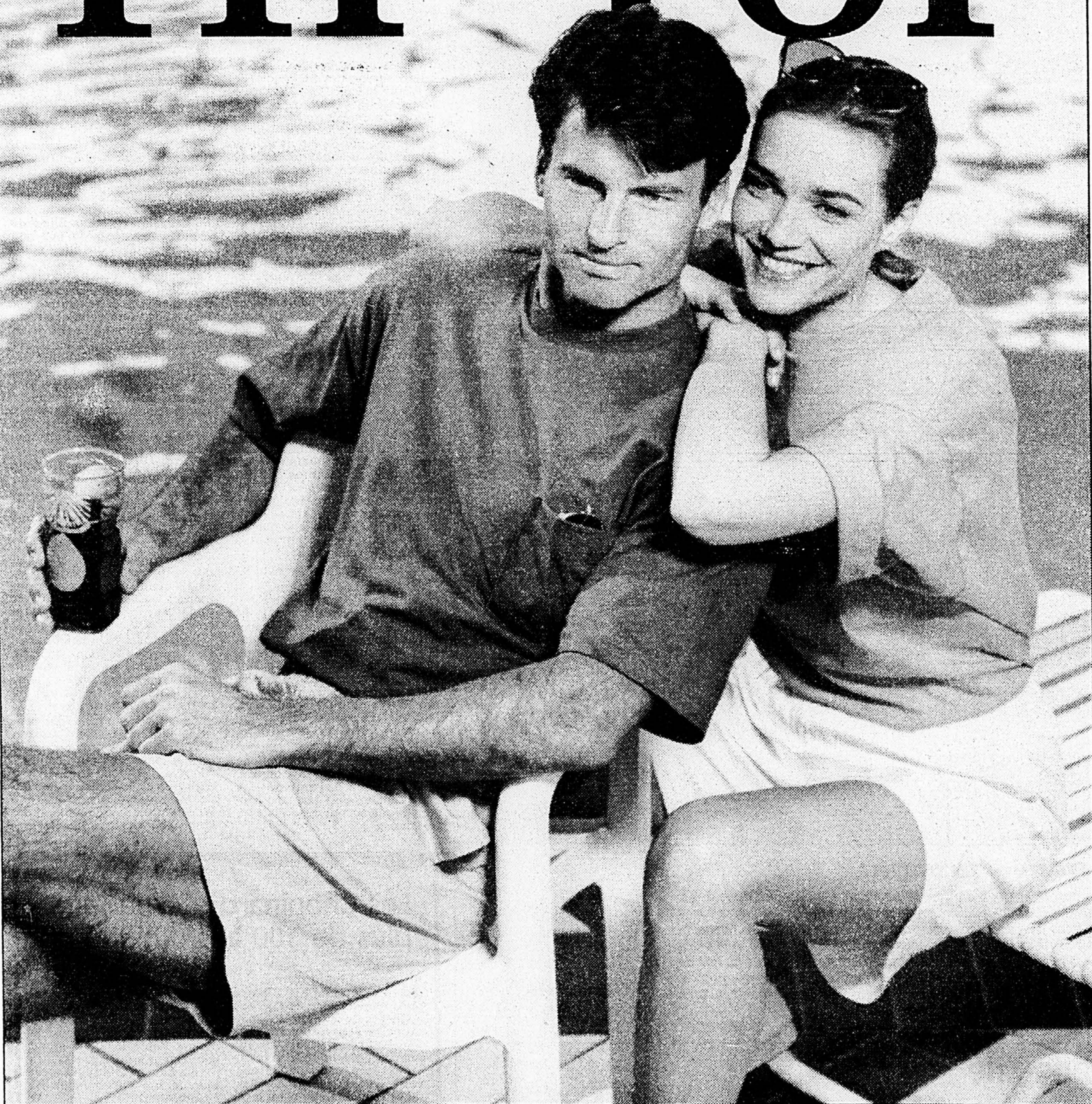
«Nous agissons aussi rapidement que possible pour les empêcher d'entrer au pays», a indiqué le ministre à un groupe de journalistes.

Les Douanes canadiennes peuvent interdire l'entrée au pays de matériel obscène en vertu de la Loi sur les tarifs, si la division des importations de Revenus Canada le juge opportun.

Les agents des douanes ont déjà reçu l'ordre de retenir les expéditions de ces cartes jusqu'à ce que mon ministre ait obtenu l'autorité suffisante pour ordonner leur interdiction, a ajouté M. Jelinek.

«On ne peut pas tolérer de telles ordures dans un pays civilisé... elles sèment la violence», a-t-il noté.

TIP TOP



OFFRE SPÉCIALE DE TIP TOP TAILORS POUR LA FÊTE DES PÈRES! VOTRE CHOIX DE HAUTS OU SHORTS, À 2 POUR 20\$.

Choisissez parmi nos hauts en 100% coton à encolure ras du cou ou de style polo, et parmi nos shorts rugby en coton, dans une merveilleuse gamme de couleurs. Au choix, 2 pour 20\$.

Votre satisfaction est garantie
ou votre argent vous sera remis,
sans conditions.

TIP TOP TAILORS

FONDÉE EN 1909

Nous ferons le nécessaire afin
d'assurer votre entière satisfaction,
lors de chaque achat.

Non disponibles chez - Carrefour Langley

Le clocher de l'UQAM va retrouver son coq et sa croix

JEAN-PIERRE BONHOMME

Le mystère du vol du coq du clocher de l'UQAM n'est pas encore dissipé. Toutefois la belle flèche de l'ancienne église Saint-Jacques retrouvera ses décorations d'origine d'ici une quinzaine de jours.

La croix et le coq, originellement installés au sommet par le créateur du « plus haut clocher d'Amérique » (280 pieds), en 1880, l'architecte Victor Bourgeois, se trouvent actuellement dans des ateliers de réparation.

Certaines pièces de la croix d'une dizaine de pieds de hauteur doivent être resoudées et repeintes; l'oeuvre se trouve actuellement aux ateliers Soudures et entretien de l'est.

Le coq, créé par les artisans d'origine, lui, a été « volé » on ne sait trop quand ni comment. (Les porte-parole de l'UQAM disent se perdre en conjectures à cet égard). Il a été remplacé par une réplique réalisée par l'artisan Claude Huot de Chambly, réputé spécialiste des coqs d'église, maintenant décédé.

Le coq de remplacement a été installé sur la croix en 1979 il y a une quinzaine d'années lorsque l'UQAM effectuait de grands travaux de restauration du clocher. En juin 1990 sa tige avait cédé pendant une tempête. L'oeuvre, d'un mètre de hauteur, avait alors été enlevée; elle était depuis lors entreposée.

Ce coq de remplacement, en cuivre étamé, se trouve actuellement aux ateliers Houle et frères; on y refait justement sa base pour pouvoir le réinstaller.

La compagnie Houle et frères est l'entrepreneur général qui effectue, avec l'Atelier d'architecture, des réparations au sommet de la flèche. Un porte-parole de l'entrepreneur a dit à *La Presse* qu'une poutre maîtresse en bois du clocher avait pourri et qu'une section doit être remplacée. C'est ce, qui, ces dernières semaines, avait fait dangereusement pencher la croix.

On sait que, pour faire les réparations, la croix a été enlevée de son socle il y a plus d'une semaine. Il a alors fallu utiliser la plus haute grue du pays (300 pieds de hauteur). Cette même grue sera réutilisée dans une quinzaine de jours pour tout remettre en place.

NOTRE TOUT NOUVEAU TAUX DE PERFORMANCE.

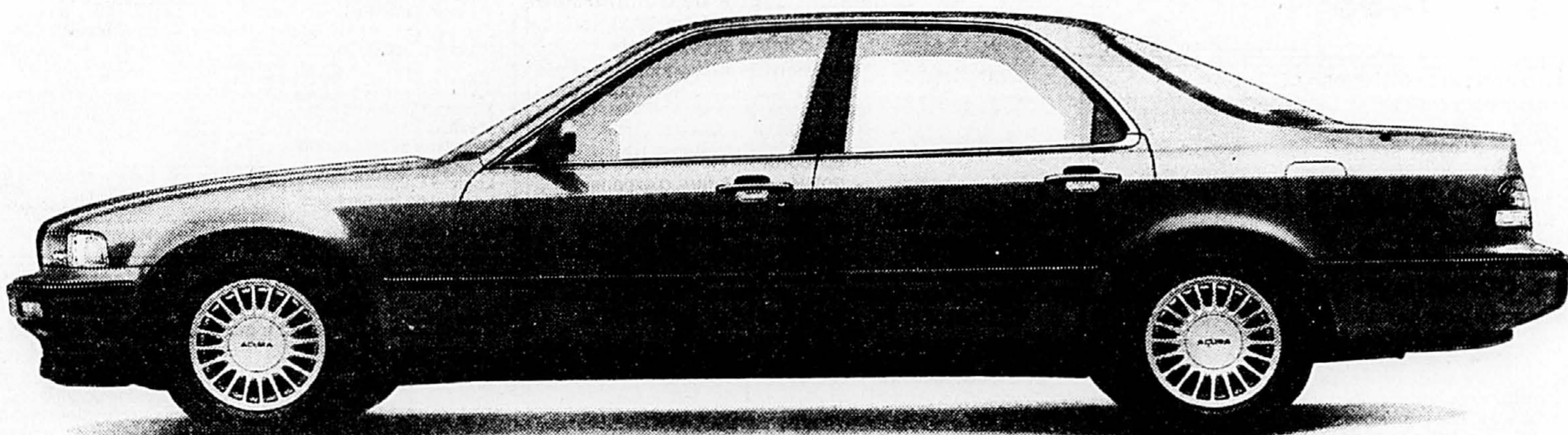
599 \$ PAR MOIS*

Comme vous le savez, la berline Acura Legend est une voiture haute performance offrant un rendement exceptionnel. Mais vous serez peut-être étonné d'apprendre que son programme de location est l'un des plus simples et des plus accessibles au pays.

Un acompte de seulement 1 000 \$, un tarif mensuel de

seulement 599 \$ basé sur une location-bail de 48 mois et une option d'achat avec valeur résiduelle de seulement 17 367,60 \$.

Rien de plus. Fin de la location-bail. Fin de l'histoire. Sauf que vous devriez faire vite. À un taux pareil, les Legend risquent de disparaître très... tôt!



*Prix de location pour une berline Legend L 1992 avec boîte automatique (modèle KA765N). Bail de 48 mois avec une limite de kilométrage de 96 000 km pour la durée du bail. Le prix ne comprend pas les frais d'immatriculation et de transport, l'assurance, le dépôt de sécurité et les taxes. Crédit sujet à l'approbation. Votre vie tient à votre ceinture.

**ACURA
BAIL**

ACURA PLUS
255, boul. Seigneurie, Blainville Tél.: 435-4455
LUCIANI ACURA
4040, rue Jean Talon O., Montréal Tél.: 340-1344

PRESTIGE ACURA
3700, Autoroute 440, O., Laval Tél.: 745-1234
LES GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain, Anjou Tél.: 354-8811

ACURA PRÉSIDENT
4648, boul. St. Jean, Dollard-des-Ormeaux Tél.: 696-2991
ACURA RIVE-SUD
820, boul. Taschereau, Greenfield Park Tél.: 443-6555

Une absence motivée... des plus profitables.

Séminaire
sur la
connectivité des
imprimantes
HP



Le séminaire sur la connectivité des imprimantes HP s'en vient!

Le séminaire sur la connectivité des imprimantes HP pourrait vous donner la raison la plus profitable de vous absenter du bureau pour une journée.

Lors de ce séminaire gratuit, vous entendrez des conférences sur la connectivité données par des spécialistes de l'impression en réseau avec Novell, Microsoft LAN Manager, TCP/IP et des environnements à systèmes d'exploitation multiples. On vous expliquera également comment les cartes d'interface d'impression en réseau HP peuvent éliminer les goulots d'étranglement d'impression en réseau local, et accroître la rapidité de vos imprimantes. Désormais, votre imprimante HP LaserJet pourra travailler là où vous le souhaitez, quand vous en avez besoin et au moment le plus approprié.

Plus besoin d'attendre pour accélérer votre impression en réseau. Venez apprendre comment en assistant à notre séminaire. Pour de plus amples détails ou pour vous inscrire, composez le 1-800-387-3867, poste 154.

Séminaire sur la connectivité HP
Le lundi 15 juin
12 h 30 à 18 h
Hôtel Bonaventure Hilton
1, Place Bonaventure
Montréal

 **HEWLETT
PACKARD**


POLO RALPH LAUREN

VOUS INVITE À PROFITER

DE NOS VENTES DE

30-50%

DE REDUCTIONS.

MARCHANDISE SÉLECTIONNÉE

DANS LES DEPARTEMENTS

HOMMES, FEMMES ET

COLLECTION MAISON.

POLO RALPH LAUREN
1316 RUE SHERBROOKE OUEST
(514) 288-3988

Un restaurateur devra verser le salaire et les pourboires perdus à une serveuse congédiée

Presse Canadienne

Le Tribunal du travail a récemment ordonné à un restaurateur qui avait congédié illégalement une de ses serveuses de lui verser non seulement le salaire dont elle a été privée mais également les pourboires escomptés.

Le juge Gilles Plante, du district de Québec, a ordonné le 20 mai dernier au propriétaire du restaurant Ming Wong, de Québec, de verser à Carole Milhomme la somme totale de 9807 \$.

qu'il avait l'obligation de verser une indemnité représentant neuf mois de salaire. Il contestait toutefois le nombre d'heures de travail dont la plaignante prétendait avoir été privée par le congédiement et la nécessité de payer pour les pourboires perdus. Le restaurateur soutenait qu'il n'était pas responsable des pourboires, ceux-ci étant versés au gré des clients.

Le juge Plante a reconnu d'emblée que les pourboires constituaient un avantage découlant du travail et que, par conséquent, le congédiement illégal avait privé Carole Milhomme de l'avantage de percevoir des pourboires.

L'article 15a du Code du travail impose à l'employeur en défaut de verser au salarié, à titre d'indemnité, « l'équivalent du salaire et autres avantages ».

Comme cette serveuse ne travaillait pas toujours le même nombre d'heures par semaine, le juge a fait des calculs, établi des moyennes et déterminé qu'elle avait droit à un remboursement de salaire pour 21,5 heures par semaine.

Pour déterminer le montant des pourboires perdus, le juge a

consulté les déclarations faites par la serveuse à la Société de l'assurance-automobile du Québec (SAAQ) dans lesquelles elle établissait à 190\$ le montant hebdomadaire des pourboires qu'elle percevait généralement.

Le juge a également examiné les déclarations faites par la serveuse pour fins d'impôts. Les montants ne correspondaient pas.

Prenant tous ces éléments en compte, le juge a finalement déterminé que la serveuse aurait reçu en pourboires 110,41 \$ par semaine.

Un conducteur ivre fauche un col bleu de Montréal

Un automobiliste de 37 ans, qui conduisait alors que ses facultés étaient affaiblies par l'alcool, a grièvement blessé un employé de la Ville de Montréal vers midi, dans la nuit de mardi à mercredi, lorsque son véhicule a quitté la chaussée pour faire une embardée sur le trottoir.

L'accident s'est produit devant le 5500, Notre-Dame Est, au moment où l'employé était occupé à préparer une machine servant à tracer les lignes blanches sur la chaussée.

La victime a été conduite à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont. Hier, son état était jugé très critique. L'automobiliste, dont l'identité n'a pas été révélée, devra

pondre d'accusations de conduite en état d'ébriété et, peut-être, de négligence criminelle.

Explosion à Londres: peu de dégâts, pas de victimes

Agence France-Press

LONDRES

L'explosion survenue dans la nuit d'hier dans le centre de Londres, à proximité du Parlement, était de « très faible puissance » et n'a provoqué que des bris de vitres, sans faire de victimes, a indiqué un porte-parole de Scotland Yard.

Des policiers de la brigade antiterroriste de Scotland Yard se sont rendus sur les lieux de l'explosion pour déterminer son origine, précise-t-on de même source.

L'explosion s'est produite au moment où les députés, qui ont voté le renouvellement des mesures d'urgence pour l'Irlande du Nord, commençaient à sortir du Parlement.

L'ancien secrétaire d'État à l'Irlande du Nord, Peter Bottomley, qui était dans la rue au moment de l'explosion, a estimé qu'il « s'agit probablement d'un attentat de l'IRA (armée républicaine irlandaise) provoqué par une petite ou une moyenne explosion de Semtex », un explosif couramment utilisé par les républicains irlandais luttant contre la présence britannique en Ulster.

Les corps des alpinistes morts en Alaska rapatriés

Les corps des quatre alpinistes québécois décédés en Alaska la semaine dernière seront rapatriés à partir de ce soir.

Yvon Méthot, qui accompagnait les alpinistes avant la tragédie, sera à Montréal dès cet après-midi pour recevoir les dépouilles de Maurice Grandchamp, un Montréalais de 29 ans et d'Alain Potvin, 38 ans. Les corps des deux autres alpinistes, Simon Proulx (42 ans) et son fils Christian (18 ans), arriveront vendredi matin.

Les corps des trois Sept-Iliens seront exposés vendredi soir et samedi matin à Sept-Îles au Palais des Sports. Samedi après-midi, il y aura une cérémonie pour rendre hommage aux athlètes. Ensuite, le corps d'Alain Potvin quittera Sept-Îles pour son village natal de Causapscal en Gaspésie. Il sera enterré à côté de son grand-père Charles. Alain Potvin et sa compagne Françoise Murray, avaient d'ailleurs décidé d'appeler l'enfant qui va naître du même nom que le grand-père.

Pompier blessé

Un pompier a été blessé dans l'incendie d'un immeuble de la rue Charles-Collin, à Saint-Hubert, hier soir.

L'incendie a éclaté vers 18 h 40 dans l'appartement 203 de l'édifice de quatre étages. Très rapidement, devant l'ampleur du sinistre, une alerte générale a été commandée et les pompiers des municipalités voisines se sont rendus sur les lieux.

L'un d'eux se trouvait à l'intérieur de la bâtisse lorsqu'un mur de brique s'est abattu sur lui. Il a été transporté à l'hôpital Charles-Lemoyne, de Greenfield Park, pour y subir des traitements appropriés. Son état de santé était considéré comme satisfaisant, hier soir.

Un résidant a aussi été blessé légèrement durant le sinistre. Le feu a complètement ravagé l'immeuble et ce n'est qu'en fin de soirée que le brasier a été maîtrisé. La police de Saint-Hubert enquêtera afin de découvrir les causes précises de l'incendie, qui semblait à première vue d'origine criminelle.

Vente de juin chez COMPUCENTRE

La vente commence le 11 juin et se termine le 20 juin ou jusqu'à épuisement de la marchandise.

Macintosh Classic

- 68000 8MHz
- 2Mo RAM
- Unité de disque rigide de 40Mo
- Clavier et souris
- Logiciel "System 7"

1099⁸⁸

Macintosh Classic II

- 68030 16MHz • 2Mo RAM
- Unité de disque rigide de 40Mo
- Clavier et souris
- Microphone
- Logiciel "System 7"

1499⁸⁸

Système d'ordinateur Macintosh LC II avec moniteur couleur

- 68030 16MHz • Microphone
- 4Mo RAM • Logiciel "System 7"
- Unité de disque rigide de 40Mo
- Moniteur couleur RGB
- Clavier et souris

2499⁸⁸

NEC CD Gallery^{MD} pour Macintosh

Il peut aussi jouer des disques compacts et vient avec logiciels GRATUITS

Le NEC CD Gallery^{MD} ajoute à votre ordinateur Macintosh un monde de nouvelles capacités. Vous permet d'afficher des photos et des illustrations, d'écouter de la musique et de découvrir les graphiques en mouvement.

Logiciels GRATUITS

- New Grolier Encyclopedia
- Toolworks World Atlas V.2.0
- Time Table of History: Science and Innovations
- Cinderella • Cosmic Osmo
- Desert Storm: The War in the Persian Gulf
- Ludwig Von Beethoven Symphony No.9

Complet **699⁸⁸**

L'ordinateur personnel "Palmtop" HP95LX avec Lotus 1-2-3

La puissance au creux de votre main

- 512Ko de RAM, 1Mo de ROM • MS-DOS 3.22
- Affichage de 40 caractères x 16 lignes
- Communication de données
- Fente pour carte d'expansion
- L'outil complet pour des gens organisés

699⁸⁸

Rabais du fabricant **100⁰⁰**

Après rabais **599⁸⁸**

Imprimante DeskJet 500 de HP

Résultat de qualité professionnelle

- Résultat de résolution précise de 300 points au pouce
- Chiffrier au toucher d'un bouton
- Grand choix de caractères intégrés
- Garantie de 3 ans
- Opération silencieuse

499⁸⁸

L'organisateur électronique polyglotte de SHARP

Mémoire de 32Ko, clavier en relief Qwerty, calendrier facile à utiliser, carnet de rendez-vous, répertoire téléphonique, se relie avec votre imprimante et votre ordinateur personnel.

169⁸⁸ 199⁸⁸

Prix de vente spécial L'ordinateur bloc-notes MASTERPORT 386SX de Zenith

avec écran à affichage de cristaux liquides noir sur blanc et une unité de disque rigide de 60Mo

- 20MHz • 2Mo de RAM extensible jusqu'à 4Mo
- Unité de disque rigide IDE 2.5" de 60Mo
- Unité de disque souple intégré de 1.44Mo 3.5"
- Affichage VGA • MS-DOS 5.0
- Pile NiCad amovible

Rég. 3649.00 **1999⁸⁸** Quantité Limitée

Ordinateur 386SX de Commodore

unité de disque rigide de 52Mo, souris complet avec logiciel

Toute la rapidité et la performance exigée pour des applications telles que l'édition électronique, base de données, chiffrier électronique à un prix abordable.

- 80386SX • 1Mo de RAM
- 20MHz • 5 fentes d'expansion
- Unité de disque souple 3,5", 1.44Mo
- Connecteurs parallèle et série
- Souris • DOS • Microsoft Works
- Soutien VGA ou Super VGA

1299⁸⁸

Ensemble mise à jour Creative Multimedia

Comprend Sound Blaster Pro, Midi Kit, CD-ROM, Microsoft Windows V.3.1 et le logiciel Sound Blaster Pro

Nous avons mis à jour votre ordinateur personnel pour créer un instrument de productivité. Multimedia pour vos affaires, votre formation et votre usage personnel. Une multitude d'informations au bout de vos doigts.

Logiciels GRATUITS

- Microsoft Windows 3.1
- Microsoft Bookshelf
- Sherlock Holmes
- Dr. Sbaits 2 • Creative Sounds

888⁸⁸

Imprimante de grande qualité de 24 points Fujitsu

Peut imprimer aussi en couleur

Imprimante de grande qualité de 24 points. Peut imprimer en noir et blanc ou en couleur. Caractères canadiens français intégrés. Imprime dans un grand choix de caractères.

399⁸⁸

Imprimantes matricielles de Panasonic

avec caractéristique perfectionnées

- Imprime jusqu'à 240cps en mode brouillon
- 38cps en mode d'aspect qualité lettre
- Tête d'impression de 9 points
- Garantie limitée de 2 ans

199⁸⁸

Modem GVC de 2400 Bauds

- Compatible HayesSM
- Appels et réponses automatiques
- Opération semi-duplex ou intégral

888⁸⁸ 1198⁸⁸

DISQUETTES D'ORDINATEUR

10 disquettes par boîte

- 5 1/4 DC DD 5.88
- 3 1/2 DC DD 8.88
- 5 1/4 DC HD 8.88
- 3 1/2 DC HD 16.88

Papier d'ordinateur

Paquet de 500 feuilles DOMINION BLUELINE INC.

Forme continue avec bordure détachable pour faire 500 feuilles de 9 1/2" x 11" sur papier 28M.

6⁸⁸

Les ordinateurs familiaux de la gamme PS/1 IBM

Complets avec logiciels, moniteur couleur VGA, unité de disque dure de 30Mo, unité de disquettes 3,5", 1.44Mo souris et modem de 2400 bauds

L'ordinateur IBM PS/1 est tellement facile à installer et à apprendre, que toute votre famille peut immédiatement commencer son utilisation. A la portée de l'utilisateur, l'ordinateur IBM PS/1 vous procure la puissance dont vous avez besoin pour apporter votre travail à la maison et peut croître avec vos besoins.

Logiciels inclus 899⁸⁸

- Microsoft Works 2.0 Complet
- MS DOS 4.01
- Didacticiel de Microsoft Works
- Didacticiel du PS/1 IBM
- Logiciel Cakewalk Midi
- Logiciel de jeu Silpheed

599⁸⁸

Lecteur CD ROM et lecteur audio

Il peut aussi faire jouer des disques compacts avec logiciel CD ROM GRATUIT

Le lecteur compact externe CD Rom vous donne accès à assez d'informations pour remplir une bibliothèque d'école et peut aussi jouer des disques compacts. Vient avec carte d'interface PCXT/AT.

Logiciels GRATUITS

- Grolier Encyclopedia • PC-Sig Library
- Microsoft Bookshelf Reference Library
- PC Globe - World et U.S. Atlas disc.

588⁸⁸

Système d'ordinateur Multimedia 386SX

avec la nouvelle technologie du MPC CD ROM

Moniteur non inclus

avec lecteur de CD ROM, carte de son et logiciels

L'unité de disque CD ROM combinant le son, les graphiques et le texte vous donne accès à assez d'informations pour remplir une bibliothèque d'école et peut aussi jouer des disques compacts.

Caractéristiques

- 386SX 20MHz • 5Mo de RAM
- Unité de disque souple 3,5", 1.44Mo • CD ROM
- Unité de disque rigide 80Mo
- Soutien Super VGA
- Carte de son stéréo
- Souris • Ecouteurs

Logiciels inclus

- DOS 5.0 • Windows 3.0 avec Multimedia
- Microsoft Works pour Windows
- Microsoft CD Multimedia Bookshelf
- Comptons CD Multimedia Encyclopedia

2588⁸⁸

Ordinateur 386SX de MAGNAVOX

Complet avec logiciel à un prix de vente incroyablement bas

Caractéristiques

- Unité de disque rigide 40Mo
- 16MHz • 2Mo de RAM
- Unité de disquettes 3 1/2" et 5 1/4"
- Modem interne de 2400 bauds
- Souris • DOS • Windows
- PFS Windows Works

1188⁸⁸

20MHz avec disque rigide de 80Mo et 2Mo de RAM... 1399.88

Avec moniteur couleur VGA ajouter... 300.00

Avec moniteur couleur Super VGA ajouter... 450.00

SUPER VENTE SUR LES LOGICIELS WINDOWS

Productivité	Chiffrier	Langage	Utilitaire	Graphiques d'Affaires	LOGICIEL DE CD-ROM
• Key form Designer Plus 39.88	• MS Excel 4.0 399.88	• Object Vision 139.88	• Key Fonts (Windows 3.1) 39.88	• Windows Draw 129.88	• Mixed Up Mother Goose(DOS) 49.88
• Quicken 49.88	• Lotus 1-2-3 449.88	• Turbo Pascal 159.88	• After Dark 2.0 49.88	• PC Persuasion 399.88	• Just Grandma & Me (Mac) 59.88
• Perform Pro Design Fill 249.88		• MS Visual Basic 199.88	• Fast Back Express 79.88	• Family Doctor (DOS/Mac) 79.88	• Family Doctor (DOS/Mac) 79.88
		• MS Quick C 199.88	• Direct Access 89.88	• Where in the world(DOS) 99.88	• Classic Collection(DOS/Mac) 99.88
Traitement de Texte	Intégré		• Norton Backup 109.88	• Harvard Graphics 1.0 449.88	• Nat'l Geographics Mammals (DOS) 129.88
• Grammatik 5 79.88	• Eight in One 59.88	Comptabilité	• Central Point Antivirus 109.88	• Time Magazine, Almanac 1991(DOS) 129.88	• MS Works (MPC) 179.88
• Word Perfect 349.88	• PFS: Window Works 129.88	• Simply Accounting 159.88	• Norton Desktop 129.88		
• MS Word 2.0 399.88	• MS Works 179.88		• Fastback Plus 169.88		
	• MS Office 599.88				

COMPUCENTRE

"Les spécialistes de l'ordinateur personnel"

Depuis 1976

60 magasins à travers le Canada

COMPUCENTRE est une marque déposée des Entreprises Hartco Inc. Siège Social: 9061 LOUIS H. LAFORTAINE, MONTREAL, PQ.

RÉGION DE MONTRÉAL	VILLE DE QUÉBEC	SOREL
• Galeries D'Anjou	• Galeries de la Capitale	• Promenades de Sorel
• Carrefour Laval	• Place Laurier	CHICOUTIMI
• Mail Champlain	• Place Fleur de Lys	• Place du Royaume
• Centre Fairview	SHERBROOKE	DRUMMONDVILLE
• Place Alexis-Nihon	• Carrefour de l'Estrie	• Promenades Drummondville
• Place Bonaventure		

NOUVELLE-ÉCOSSE

LUXE D'AUJOUR'HUI. CHARME D'ANTAN.

Arrêtez-vous le long des remparts de la célèbre citadelle d'Halifax et observez les villes jumelles d'Halifax et de Dartmouth qui s'offrent à votre regard. Explorez le fort, puis allez prendre le bac pour traverser le deuxième port naturel au monde. Vous serez alors à Dartmouth, une ville parsemée de lacs, là où un restaurant au bord de l'eau vous servira du homard et tout un panorama!



Ce monde amical et merveilleux est tellement près de vous. Faites simplement le 1-800-565-0000 (téléphoniste 55) et demandez votre exemplaire gratuit du Guide touristique de la Nouvelle-Ecosse 1992. Ou encore, appelez YourWay Holidays au 1-800-565-1563 pour des réservations et des renseignements sur des forfaits.

AVEC UN PLUS GRAND NOMBRE DE PLACES QUE QUICONQUE CHAQUE SEMAINE, VOUS PARTEZ TOUJOURS GAGNANT AVEC AIR CANADA.

AirCanada

Tarif varie selon les dates de voyage. Séjour minimal/maximal, achat préalable et d'autres conditions s'appliquent. Appelez un agent de voyages ou Air Canada au **393-3333**

MONTREAL A HALIFAX ALLER RETOUR A PARTIR DE **258\$**

ESCAPADES CITADINES

A PARTIR DE **139\$**

PAR PERS., OCC. DOUBLE
2 NUITS, 3 JOURS
• HÉBERGEMENT POUR 2 NUITS A HALIFAX
• DINER AUX FRUITS DE MER
• TAXE PROVINCIALE

NOUVELLE-ÉCOSSE
Mer et monde vous invitent

Honorable Greg Kerr
Ministre du Tourisme et de la Culture

Le désarroi des conjoints découvrant l'homosexualité de leur partenaire

MARTHA GAGNON

« Apprendre que son mari est homosexuel après 18 ans de mariage, c'est assez pour devenir folle », raconte Anne Villeneuve, 42 ans, mère de trois enfants.

Depuis quelques mois, elle se promène partout, participe à des émissions de radio ou de télé, pour essayer de créer une association de conjoints qui vivent ce genre de situation. « Plusieurs femmes m'ont déjà envoyées des lettres d'appui », dit-elle.

Une correspondante explique son profond désarroi en ces termes : « Je l'aimais tant que j'étais prête à faire n'importe quoi pour qu'il reste. Malgré son homosexualité, je voulais qu'on fasse semblant d'être un couple normal. » Une autre, mère de deux jeunes enfants, affirme qu'elle s'est sentie humiliée, écrasée et ridiculisée. « Surtout que je connaissais son ami qui habitait juste en face de chez nous. »

Elle n'a reçu que des lettres de femmes qui se demandent comment elles peuvent survivre à un aussi gros tremblement de terre. « Je suis incapable de m'en sortir toute seule. Je souffre terriblement. » Elles se plaignent d'être incomprises de leur famille et de leur entourage.

« On va même jusqu'à reprocher à la femme sa trop grande naïveté ou son manque de vigilance. Comme si c'était elle la responsable », fait observer Mme Villeneuve.

Selon Ghislain Brisson, travailleur social à Sherbrooke, « Découvrir que son partenaire est homosexuel, c'est comme d'être victime d'une agression. La personne est en état de choc, incapable de comprendre ce qui lui arrive. Bien souvent, elle retourne l'agressivité vers elle-même, se reproche de n'avoir rien vu. »

Quant au partenaire homosexuel, il attend souvent plusieurs années avant de dévoiler la vérité, soit parce qu'il est incertain, qu'il cherche son identité ou qu'il a peur de briser la relation qu'il a créée.

Un appui au projet

Il est parmi ceux qui appuient le projet de Mme Villeneuve de créer une association. « Je pense que ce serait une bonne chose à la condition qu'on ne fasse pas de thérapie de groupe. » Il est pour une association dont le but est d'informer, de référer et d'offrir des services.

Selon Mme Villeneuve, le plus difficile c'est d'expliquer le pourquoi de la rupture aux enfants. « Je pense qu'il faut leur dire la vérité. » C'est ce qu'elle a fait avec ses trois enfants de 9, 11 et 18 ans. Son mari n'a pas eu le courage de l'assister. « Il se sentait trop coupable pour leur avouer qu'il était homosexuel. »

Contrairement à d'autres, elle n'a pas cherché à ternir son image auprès des enfants et encore moins de les empêcher de le voir. « Durant 18 ans, il a été un bon père et un bon mari. Je n'ai jamais mentionné son nom ni même son prénom publiquement. Malgré mon désarroi, je voulais faire les choses sans agressivité. » Sa fille aînée a toutefois très mal réagi. « Plus que l'homosexualité, je pense que c'est le divorce qu'elle a le plus de mal à accepter. »

Mais comment est-il possible qu'elle n'ait rien vu? « Ça ne paraissait pas le moins du monde. Et surtout, j'avais une entière confiance. » Tellement qu'elle n'a jamais rien soupçonné même quand ils ont hébergé au sous-sol un ami de son mari « supposément en détresse ».

Bien sûr, il menait une double vie mais en prenant bien soin de ne pas abuser des matches de ba-



PHOTO PIERRE LALUMIÈRE, La Presse

Anne Villeneuve a décidé de raconter son histoire pour sensibiliser le public.

seball ou autres prétextes. Plus tard, elle devait apprendre que les voisins et les collègues de travail avaient déjà éprouvé quelques doutes mais rien de suffisamment sérieux pour lui en faire part.

« Un après-midi en revenant des Laurentides, il m'a avoué qu'il aimait... un homme. J'ai pensé qu'il était juste un peu mélange. Je me disais que le temps allait arranger les choses, que j'étais capable de le changer. Mais ce n'était qu'illusion. Je refusais la réalité. »

Son mari lui a proposé de continuer à habiter ensemble selon certains arrangements. « Il voulait vivre une relation bisexuelle. Et ça jamais je n'aurais pu l'accepter. »

Séparée en 1991, elle a fait une dépression, maigri de plusieurs livres, pleuré toutes les larmes de son corps et décide de fonder son association pour en aider d'autres dans son cas. Aussi bien les hommes que les femmes. Les personnes intéressées peuvent lui écrire au : c.p. 55003, Place Montmorency, Laval, H7N 665.

Même si cela dérange quelques membres de son entourage, Anne Villeneuve a décidé de raconter son histoire pour sensibiliser le public à cette réalité. Certains la trouvent osée, d'autres courageuse.

Offrez-vous une authentique Jacuzzi à un prix relaxant

Profitez de prix étonnants sur les produits Jacuzzi de qualité supérieure, jusqu'au 30 juin!

Durant le mois de juin, obtenez GRATUITEMENT un trop-plein en chrome avec tout achat de bain tourbillon Jacuzzi (une valeur de 100 \$)

Stellaria

Combiné bain tourbillon et douche, 55 po x 55 po. S'adapte à toutes les salles de bain. (portes et cloisons incluses)

Prix suggéré du manufacturier: 4 010 \$

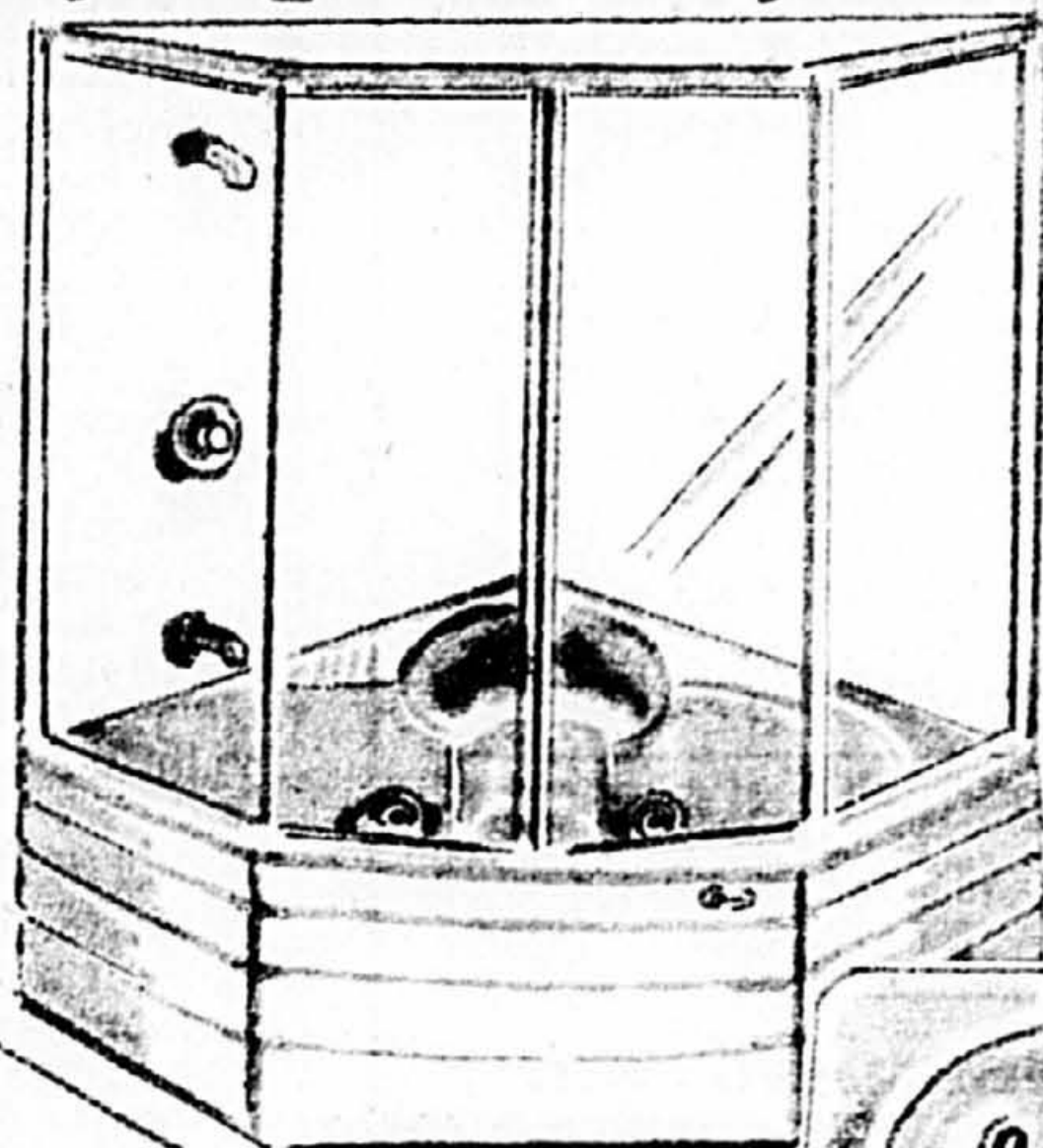
NOTRE PRIX **2995 \$**

Vantage

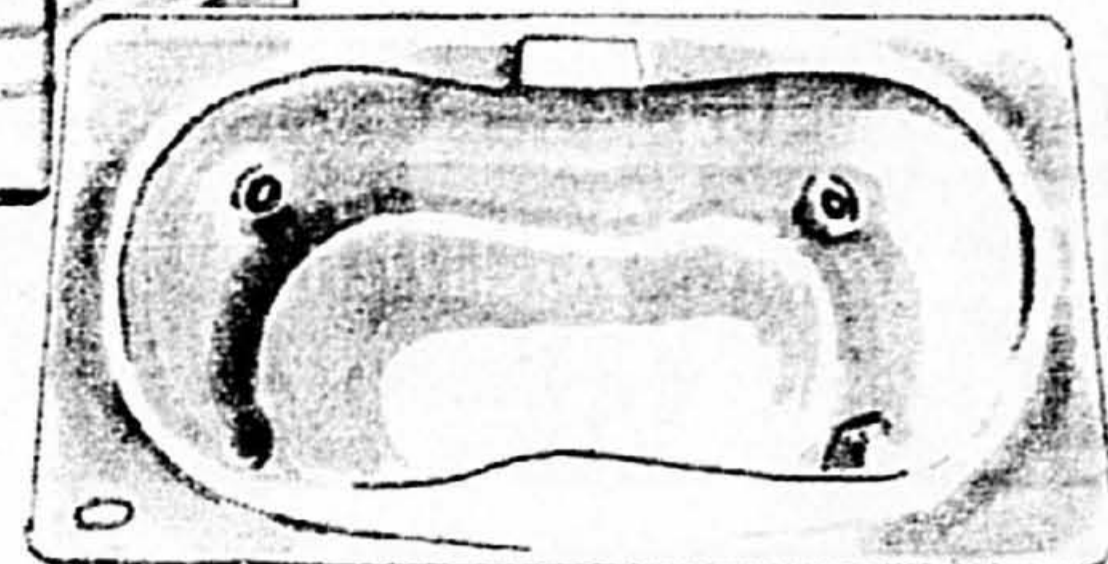


Bain tourbillon 60 po x 32 po.

NOTRE PRIX **749 \$**
Prix suggéré du manufacturier: 1 080 \$



Mira
Bain tourbillon 72 po x 36 po.



Prix suggéré du manufacturier: 3 430 \$

NOTRE PRIX **1895 \$**

Ces prix s'appliquent aux modèles blancs. Léger supplément pour la couleur.

Les plus belles cuisines et salles de bain commencent ici!



PASSEZ VOIR NOTRE SALLE DE MONTRE DE 11 000 PI. CA!

4850, boul. des Dources, Dollard des Ormeaux 683-5270

ARMOIRES DE CUISINE, CERAMIQUES, GRANITE, MARBRE, ARTICLES DE SALLE DE BAIN, SERVIETTES DE BAIN ET RIDEAUX DE DOUCHE

ENSEIGNANT(E)S

intéressé(e)s à vous impliquer dans un vaste projet d'évaluation formative des apprentissages, vous pourriez être invité(e)s à une rencontre d'informations qui se tiendra à l'Université du Québec à Montréal.

Communiquez avec Claude Guillette du Groupe de Recherche en Evaluation Formative Informatisée (GREFI).

(514) 987-3831

AVIS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Avis est par les présentes donné que l'Assemblée générale annuelle de JEUNESSE CANADA MONDE aura lieu le vendredi 12 juin 1992 à 9 h 30 précises au Centre de formation de l'île Perrot (Katimavik), 2464, boulevard Perrot, Ile Perrot, Québec, dans le but de:

- 1) Lire le procès-verbal de l'Assemblée générale précédente.
- 2) Recevoir le rapport du président du Conseil.
- 3) Recevoir les états financiers et le rapport des vérificateurs.
- 4) Recevoir les règlements généraux de la corporation.
- 5) Procéder à la nomination des vérificateurs.
- 6) Procéder à l'élection des membres du Conseil d'administration.
- 7) Délibérer sur toute autre question qui pourrait être dûment soumise à l'Assemblée.

Jacques Jobin
Secrétaire



Chez Bovet, les générations se suivent...

La Fête des Pères
dimanche
21 juin

T-SHIRT "ULTRA BLEND" de ARROW. P-M-G-TG. prix courant jusqu'à 36\$ **24,99***

SHORT de poly-coton. Tailles 32 à 46. prix courant 45\$ **29,99***

CHEMISE SPORT de poly-coton. Tailles P-M-G-TG. prix courant jusqu'à 48\$ **34,99***

PANTALON de coton. Motifs et teintes variés. Tailles 30 à 46. prix courant jusqu'à 95\$ **59,99***



SPÉCIAL DE LA FÊTE DES PÈRES
BLOUSON LUHTA à Vert et marine
Tailles P à TG.

1/2 PRIX

Prix courant 195\$ pour **97,50**

"On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même"
...alors offrez-lui un certificat-cadeau BOVET
Disponibles en coupures de 25\$, 50\$ et 100\$



* Léger supplément pour tailles fortes et élancées

- Centre Rockland 735-5441
- Galeries d'Anjou.....353-6310
- Centre Eaton.....849-9281

- 4475 bd Métropolitain374-4555
- Carrefour Laval687-1670
- Promenades St-Bruno653-3100

- Fairview Pte-Claire.....694-9050
- Carrefour Angrignon366-0762

- Place Ste-Foy653-6255
- Galeries de la Capitale627-5730
- Place Fleur de Lys522-4057

QUÉBEC

Déficits à résorber dans les universités

La hausse des frais de scolarité explique le léger excédent de cette année

ÉRIC CLÉMENT

■ Même si la situation financière des universités québécoises s'est améliorée cette année, les déficits cumulatifs des dernières années, qui atteignent quelque 160 millions de dollars d'ici la fin de l'exercice en cours, se gonflent encore dans les années à venir.

Selon des prévisions obtenues par *La Presse*, la plupart des universités équilibreront leur budget en 91-92.

Toutefois, si on parle de déficits accumulés, la seule institution à enregistrer un excédent est Polytechnique avec trois millions de dollars. Laval suit avec un bilan qui devrait être équilibré.

Toutes les autres institutions ont un déficit accumulé: l'Université de Sherbrooke et les HEC, cinq millions de dollars chacune, le réseau de l'Université du Québec, environ 11 millions, l'Université de Montréal, environ 19 millions.

Les deux déficits accumulés les plus importants restent ceux de l'Université Concordia (autour de 40 millions) et de McGill qui devrait passer de 79,5 millions à 76,5 millions.

Fonds de dotation

Selon M. John Armour, vice-président à l'administration et aux finances de McGill, le déficit provient du sous-financement de cette université durant les années 80, une situation que le gouvernement québécois a reconnue, puis corrigée dès 1989. D'autre part, même si le déficit de l'université McGill paraît important, il ne représente aucun danger pour la

survie de l'institution, selon M. Armour, car les fonds de dotation sont «immenses» à McGill.

La hausse des frais de scolarité, qui aura apporté 104 millions de dollars aux universités en trois ans, soit 43 millions en 90-91, 48,8 millions en 91-92 et 12,2 millions prévus pour 92-93, explique en partie le léger excédent observé dans les budgets de fonctionnement des universités québécoises en 91-92.

Toutefois, ce sont surtout les plans de résorption imposés par Québec pour réduire les déficits dont les universités sont maintenant responsables, qui en seraient la principale explication.

Toutes les universités ont soumis des plans de résorption. L'Université de Montréal estime que huit ans seront nécessaires pour résorber les quelque 19 millions de dollars de déficit prévu. Selon M. André Racette, directeur des finances à l'Université de Montréal, la réduction du déficit ne sera possible qu'en diminuant, via l'attrition, le personnel.

M. Kenneth Jones, vice-recteur à l'administration de l'Université de Sherbrooke estime que le plan de résorption et surtout les compressions du gouvernement libéral ne sont guère réjouissantes: «Nous allons essayer de respecter le plan de résorption sur les trois prochaines années. On pense résorber le déficit en 1995. Notre déficit était de 15 millions en 86-87 et, depuis cette époque, on est en compression permanente. Mais il faut faire la distinction entre le surplus et la coupure que le gouvernement québécois vient de nous annoncer, sans compter les hausses des frais de scolarité.

Ce sont les étudiants qui vont souffrir, et les universités québécoises vont continuer à être moins subventionnées que les universités ontariennes. C'est décevant.»

Compressions

La coupe dont parle M. Jones a atteint de plein fouet les universités québécoises ce printemps. D'abord, l'indexation des masses salariales décidée par le gouvernement Bourassa. Initialement établie à 1,5 p. cent, elle a été portée aux environs de 3 p. cent, ce qui a été condamné par l'ensem-

ble des recteurs d'universités du Québec. Ces derniers ont d'ailleurs été surpris par cette décision qui est intervenue au moment où le gouvernement consentait une augmentation salariale de... 3 p. cent pour ses fonctionnaires.

Et puis, lors de la présentation du budget québécois par le ministre Gérard D. Levesque, en mai, les universités apprenaient qu'une réduction additionnelle les frapperait. Du coup, les surplus sont révisés à la baisse pour 92-93, tandis que les déficits devraient encore augmenter.

Le plan Pagé ne miserait pas assez sur les élèves

PIERRE APRIL de la Presse Canadienne QUÉBEC

■ Le Conseil permanent de la jeunesse est d'accord avec les grandes lignes du Plan d'action du ministre de l'Éducation, Michel Pagé, pour contrer le décrochage scolaire mais il le trouve très imprécis et timide lorsqu'il s'agit d'engager concrètement les élèves dans sa réalisation.

Pour remédier à cette carence, le président du CPJ, Alain Perreault, a demandé au ministre, hier, de lier l'attribution des ressources financières à une participation effective des élèves.

«Le ministre a dit pas de projet pas d'argent, mais il doit ajouter: pas de jeunes, pas d'argent», a dit M. Perreault.

Pour la vice-présidente du CPJ et responsable des dossiers relatifs à l'éducation, Hélène Simard, «c'est en liant la participation des élèves aux projets soumis par les écoles que le ministre a le plus de chance d'atteindre son objectif de réussite scolaire».

Le CPJ, qui a publié l'hiver dernier un avis intitulé «Raccrocher l'école aux besoins des jeunes», avait déjà souligné dans ses conclusions et recommandations que le document ministériel qui annonçait les grandes lignes du «plan Pagé» laissait pressentir que «l'école c'est l'affaire de tout le monde, sauf celle des élèves».

On a beaucoup parlé de sensibiliser les parents, de valoriser les enseignants, d'associer des partenaires sociaux et économiques, mais on a complètement négligé le rôle actif de l'élève dans un projet qui, pourtant, vise sa propre réussite, a soutenu le CPJ.

«L'élève doit être partie prenante de tout projet éducatif, précisait l'avis. Il est le principal artisan de son développement et le premier responsable de sa formation. Son implication active est essentielle dans l'ensemble des démarches éducatives qui s'adressent à lui.»

Si les porte-parole du CPJ ont reconnu des aspects positifs dans le plan Pagé et apprécié les 42 millions qui l'accompagnent, ils ont quand même souligné que seule l'expérience des deux ou trois prochaines années dira si les projets locaux auront atteint leur but.

Hier, le ministre Pagé a immédiatement rencontré, à leur grande surprise, les deux porte-parole du CPJ après leur conférence de presse, et leur a promis que cette préoccupation concernant l'implication de jeunes dans son plan d'action était aussi la sienne et qu'il verrait personnellement à ce que les administrations scolaires locales y souscrivent pleinement.

Bourses pour décrocheurs

ROBERT LAFLAMME de la Presse Canadienne QUÉBEC

■ La firme de courtage ScotiaMcLeod versera 125 000 \$, sous forme de 125 bourses de 1000 \$ chacune, au cours des cinq prochaines années afin de contrer le phénomène de l'abandon scolaire au Québec, a annoncé, hier, M. Jacques Nadeau, vice-président et directeur administratif de l'entreprise, en présence du ministre de l'Éducation, Michel Pagé.

«Le geste de ScotiaMcLeod est à la fois symbolique et concret. Il démontre l'engagement de la société et la confiance qu'elle témoigne à l'égard des décrocheurs», a affirmé le ministre Pagé à l'occasion d'une conférence de presse.

ScotiaMcLeod est la deuxième entreprise, après Péro-Canada qui a élaboré un programme pour ses employés dernièrement, à s'associer avec le gouvernement pour combattre le décrochage scolaire.

Rappelant que 36 p. cent des élèves n'obtiennent pas leur diplôme d'études secondaires, le ministre de l'Éducation souhaite que d'autres entreprises emboîtent le pas dans un proche avenir.

M. Pagé s'est dit satisfait de la réponse qu'il obtient du secteur privé à la suite de l'appel qu'il a lancé en novembre dernier.

«Plusieurs entreprises collaborent dans le moment afin de mettre sur pied des projets régionaux qui ne s'appuient pas nécessairement sur des bourses, a-t-il déclaré. Les projets supporteront des démarches ayant trait aux cours de rattrapage et à l'apprentissage des devoirs à l'école.»

Quant au programme de bourses d'études de ScotiaMcLeod, il permettra à 25 jeunes du niveau secondaire par an de recevoir une bourse de 1000 \$ chacune pour qu'ils reprennent leurs études.

Le projet entrera en vigueur dès septembre. Il s'adressera aux décrocheurs de six régions identifiées parce qu'elles sont plus touchées par l'abandon scolaire.

Les candidats intéressés devront remplir quatre critères: être âgé de 20 ans ou moins au 10 septembre prochain; avoir déjà abandonné les études pour une période de quatre mois ou plus; avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires ou avoir terminé et réussi leur 4^e secondaire et être inscrits au diplôme d'études professionnelles, etc.



Montréal sourit aux touristes. Dites-leur Bonjour!



VENTE DE PIANOS NEUFS JUSQU'À 40% DE RABAIS

YOUNG CHANG

Young Chang le piano à queue le plus vendu au Canada vient de s'améliorer

Si vous avez déjà songé à faire l'achat d'un piano, le moment, MAINTENANT, et le lieu, chez votre marchand Young Chang, ne pourraient être mieux choisis. En effet, pendant un temps limité, les pianos à queue les plus populaires au Canada seront vendus avec un banc de luxe ajustable, offert gratuitement. Les pianos Young jouissent d'une haute réputation enviable. Venez acheter un piano à queue en ébène et nous vous offrirons une place assise aux premières loges!



Valeur au détail de 600 \$ (BANC)

Spéciaux PIANOS d'occasion

Petit piano	1150 \$	Automatique	2850 \$
Droit	650 \$	Lesage	1850 \$

PIANOS NEUFS: taxes en sus 36 mois 82,75 \$ 48 mois 65,23 \$



R. Bouthillier Musique

3338, rue Bélair 5770, av. Decelles

722-8741 738-6640

VENTE BONNE FÊTE

AU BON MARCHÉ

COUPES COURT À LA RÉCEPTION AVEC NOS SUPER-COUPONS D'ESCOMPTE!

HÂTEZ-VOUS!

LE PLUS GRAND CHOIX POUR TOUS LES GOÛTS ET TOUS LES BUDGETS

NOUS CÉLÉBRONS 43 ANS

TOUS LES MONTRÉALAIS PARLENT DE CETTE VENTE!

CHAQUE ITEM DANS TOUS NOS RAYONS EST MAINTENANT RÉDUIT!

NOUS FABRIQUONS VOS STORES PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ!

STORES VERTICAUX
DES MILLIERS DE COULEURS!

Avec ce coupon, 43% DE RABAIS SUR TOUS NOS VERTICAUX EN PVC 2" FAITS SUR MESURE

43 ANS, 43% DE RABAIS

Avec ce coupon, 43% DE RABAIS SUR TOUS NOS VERTICAUX EN TISSU FAITS SUR MESURE (tissus en stock seulement)

43 ANS, 43% DE RABAIS

Avec ce coupon, 43% DE RABAIS SUR TOUS NOS VERTICAUX EN ALUMINIUM FAITS SUR MESURE

43 ANS, 43% DE RABAIS

SPÉCIAL! NOS PRIX SONT LES PLUS BAS DE L'ANNÉE!

STORES VERTICAUX PVC 3 1/2", GAUFRE
TRES ÉPAIS (30 MILLIÈMES)
Tre QUALITÉ, RAIL GARANTI À VIE, 8 COULEURS!

L x H	L x H
48 x 48 = 26 ^s	72 x 48 = 40 ^s
48 x 60 = 27 ^s	72 x 60 = 42 ^s
48 x 72 = 28 ^s	72 x 72 = 46 ^s
60 x 48 = 31 ^s	72 x 64 = 47 ^s
60 x 60 = 33 ^s	84 x 48 = 43 ^s
60 x 72 = 35 ^s	84 x 60 = 47 ^s
60 x 84 = 39 ^s	84 x 72 = 51 ^s
84 x 84 = 55 ^s	

N'importe quel autre grandeur fabriquée pendant que vous attendez!

STORES VERTICAUX FAITS-SUR-MESURE
Tringle de luxe - KADILAC - garantie à vie!
Choisissez parmi des milliers de styles et couleurs, toujours aux plus bas prix!

STORES HORIZONTAUX
CHOIX DE 500 COULEURS!

Avec ce coupon, 43% DE RABAIS SUR TOUS NOS HORIZONTAUX «TRIOMPHE» 1" FAITS SUR MESURE

43 ANS, 43% DE RABAIS

Avec ce coupon, 43% DE RABAIS SUR TOUS NOS HORIZONTAUX EN ALUMINIUM «JEWEL» EN STOCK

43 ANS, 43% DE RABAIS

Avec ce coupon, 43% DE RABAIS SUR TOUS NOS HORIZONTAUX EN BOIS VÉRITABLE EN STOCK

43 ANS, 43% DE RABAIS

SPÉCIAL! NOS PRIX SONT LES PLUS BAS DE L'ANNÉE!

MINI-STORES HORIZONTAUX PVC 1"
Vente Tre qualité
Couleurs: blanc, beige, gris, marron, bordeaux, pêche, rouge, jaune, bleu, champagne, noir

Largeur	Hauteur	Hauteur	Hauteur
18"	2,25	6,75	9,99
20"	2,75	7,75	12,49
24"	4,25	5,25	14,99
27"	4,75	6,75	17,49
30"	4,75	7,25	19,99
36"	5,75	8,25	21,49
40"	7,75	10,75	22,99
48"	8,75	11,25	23,99
54"	8,75	14,49	24,99
60"	9,75	13,75	29,99
72"	15,25	20,25	34,99

Disponible dans 300 autres grandes en stock au plus bas prix!

MINI-STORES HORIZONTAUX ALUMINIUM 1"
Première qualité, 6 couleurs décoratives

Largeur	Hauteur	Hauteur	Hauteur
18"	2,25	6,75	9,99
20"	2,75	7,75	12,49
24"	4,25	5,25	14,99
27"	4,75	6,75	17,49
30"	4,75	7,25	19,99
36"	5,75	8,25	21,49
40"	7,75	10,75	22,99
48"	8,75	11,25	23,99
54"	8,75	14,49	24,99
60"	9,75	13,75	29,99
72"	15,25	20,25	34,99

STORES PLISSÉS
175 COULEURS!

Avec ce coupon, 43% DE RABAIS SUR TOUS NOS STORES PLISSÉS EN TISSU FAITS SUR MESURE

43 ANS, 43% DE RABAIS

Avec ce coupon, 30% DE RABAIS SUR TOUS NOS STORES PLISSÉS À MÉCANISME B1-DIRECTIONNEL

WOW! 30% DE RABAIS

Avec ce coupon, 30% DE RABAIS SUR TOUS NOS ARCHES PLISSÉS

WOW! 30% DE RABAIS

SPÉCIAL! NOS PRIX SONT LES PLUS BAS DE L'ANNÉE!

LIQUIDATION DE STORES PLISSÉS EN TISSU
100% polyester.
7 couleurs: blanc, ivoire, champagne, rouge, bleu ou noir.
Style - Classique-

Grandeur	Reg.	Moins 60%	Grandeur	Reg.	Moins 60%
18 x 45	13,99	5,59	18 x 64	18,99	7,59
20 x 45	15,99	6,39	20 x 64	20,99	8,39
24 x 45	17,99	6,99	24 x 64	21,99	8,79
24 x 45	18,99	7,59	24 x 64	23,99	9,59
26 x 45	19,99	7,99	26 x 64	26,99	10,79
27 x 45	20,99	8,39	27 x 64	27,99	10,99
30 x 45	21,99	8,79	30 x 64	28,99	11,59
31 x 45	22,99	8,99	31 x 64	30,99	12,39
35 x 45	26,99	10,79	35 x 64	31,99	12,79
36 x 45	28,99	9,99	36 x 64	32,99	12,99
38 x 45	29,99	10,39	38 x 64	37,99	14,99
40 x 45	28,99	11,59	40 x 64	40,99	16,39
44 x 45	30,99	12,39	44 x 64	42,99	16,99
48 x 45	32,99	12,99	48 x 64	43,99	17,59
54 x 45	37,99	14,99	54 x 64	48,99	19,59
60 x 45	46,99	19,59	60 x 64	54,99	21,99
64 x 45	54,99	21,99	64 x 64	65,99	26,39
72 x 45	68,99	27,99	72 x 64	79,99	30,79

RAYON DE LITERIE
Vaste sélection!

Avec ce coupon, 60% DE RABAIS SUR VOTRE 2^e OREILLER DE DUVET

WOW! 60% DE RABAIS

Avec ce coupon, 30% DE RABAIS SUR NOS PROX DÉJÀ RÉDUITS, SUR TOUTES NOS SERVIETTES «ROYAL FAMILY» DE CANNON, 100% COTTON

WOW! 30% DE RABAIS

Avec ce coupon, épargnez 30% SUR NOS PRIX DÉJÀ RÉDUITS, SUR TOUTES NOS ACCESSOIRES DE SALLE DE BAIN EN VITRIL, PASTIQUE, LUCITE OU PORCELAINE

WOW! 30% DE RABAIS

SPÉCIAL! NOS PRIX SONT LES PLUS BAS DE L'ANNÉE!

DUVET D'OIE BLANC QUALITÉ SUPÉRIEURE
Petite style canal 6" x 2" de construction. Tissé blanc en percale haute qualité, 233 fils p.c. Le duvet offre le confort de la trachèze 100% et la chaleur l'hiver!

Simple	Double	Reine	ROI
18,99	23,99	25,99	29,99

ENSEMBLES DE DRAPS EN PERCALE
Marques canadiennes et américaines. Fabriqué en percale à 180 fils p.c. Les draps sont tous doublés, qui laissent l'oreiller aux motifs contemporains ou fleuris. Rég. 39,99 - 124,99

Simple	Double	Reine	ROI
SPECIAL 18,99	SPECIAL 23,99	SPECIAL 25,99	SPECIAL 29,99

ENSEMBLES DE DOUILLETTE
Matière: aspect tricoté, drapettes très épaisses, 1 ou 2 talets d'oreiller, jupon du lit.

Simple	Double	Reine	ROI
Reg. à 149,99	Reg. à 169,99	Reg. à 189,99	Reg. à 199,99
SPECIAL 54,99	SPECIAL 74,99	SPECIAL 84,99	SPECIAL 94,99

COUVRE-LITS PIQUÉS
Matière: aspect tricoté.

Simple	Double	Reine	ROI
Reg. à 59,99	Reg. à 69,99	Reg. à 79,99	Reg. à 89,99
18,99	23,99	29,99	34,99

DOUILLETES FORMAT GÉANT
Matière: drapette en assorti. Tissu de poly-coton.

Simple	Double	Reine	ROI
18,99	23,99	28,99	

STORES DE TOILE
CHOIX DE 100 COULEURS ET TISSUS

Avec ce coupon, 43% DE RABAIS SUR TOUS NOS STORES DE FENÊTRE EN TISSU FAITS SUR MESURE

43 ANS, 43% DE RABAIS

Avec ce coupon, 30% DE RABAIS SUR TOUS NOS STORES DE TOILE DE COULEUR «Médaille d'or»

WOW! 30% DE RABAIS

SPÉCIAL! NOS PRIX SONT LES PLUS BAS DE L'ANNÉE!

STORES DE TOILE Tre QUALITÉ
Stores spéciaux blancs

Grandeur	Unité	Frangé	Grandeur	Unité	Frangé
28" x 58"	8,49	12,49	55" x 82"	27,49	33,49
37" x 70"	9,49	14,49	64" x 98"	29,49	35,49
37" x 82"	14,49	20,49	64" x 70"	30,49	35,49
43" x 70"	15,49	20,49	73" x 58"	UNIS	30,49
43" x 82"	17,49	22,49	73" x 70"	UNIS	31,49
49" x 70"	18,49	23,49	76" x 70"	UNIS	48,49
49" x 82"	20,49	28,49	85" x 70"	UNIS	58,49
55" x 70"	26,49	31,49	97" x 70"	UNIS	68,49
			109" x 70"	UNIS	87,49
			121" x 70"	UNIS	49,49

Accès disponibles: STORES DE TOILE FAITS SUR MESURE. Choix de 100 tissus et couleurs!

VENTE BONNE FÊTE 37⁹⁹ l'ens.
Incluant 2 panneaux pour un total de 150" x 99" (crochets inclus)

SERVIENTTES DE PLAGE
100% coton pour une meilleure absorption
• Douces, grand format (30" x 60")
• Choix de 12 motifs!
• Ouelle abouante!

Reg.: 7,99

VENTE BONNE FÊTE 3⁹⁹ ch.

Au Bon Marché

3500 boul. St-Joseph est

Entre boul. St-Michel et Pie IX

VASTE STATIONNEMENT GRATUIT!

HEURES D'AFFAIRES
Lundi au mercredi: 9h15 à 18h
Jeudi et vendredi: 9h15 à 21h
Samedi: 9h à 17h

LE MEILLEUR CENTRE DE DÉCORATION DU MONDE!

Une dizaine de localités font la lutte aux maringouins et mouches noires

PIERRE GINGRAS

■ Ils nous aiment d'un amour féroce et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils mettent du piquant dans notre existence. Déjà, dans plusieurs villes de la banlieue de Montréal, ils ont commencé à faire compétition à la Croix-Rouge. Qu'on le veuille ou pas, le temps des maringouins est arrivé.

Une dizaine de municipalités du Québec prennent d'ailleurs la chose très au sérieux. Des villes comme Port-Cartier, Baie-Comeau, La Baie, et plus près de nous Saint-Michel-des-Saints, se paient un programme d'élimination afin de permettre à leurs citoyens de passer l'été sans être persécutés par les moustiques et les mouches noires.

À Baie-Comeau, une ville de 27 000 habitants, un programme qui coûte 123 000 \$ par année, permet, dit-on, d'éliminer jusqu'à 85 p. cent des indésirables. « Il suffit d'aller à la pêche dans les environs pour se rendre compte à quel point le traitement a un impact », fait valoir un porte-parole municipal. Dans ce coin de la Côte-Nord, les épandages d'insecticides biologiques s'étalent du 1er mai au 31 juillet, de façon à limiter la croissance des cinq générations de mouches noires qui peuvent éclore durant cette période. On traite les eaux courantes pour éliminer les larves de mouches noires et les eaux stagnantes, les marais par exemple, pour venir à bout des maringouins. Le traitement est sans danger pour l'environnement.

À Saint-Michel-des-Saints, on inaugurerait bientôt un terrain de golf. Golfeurs et touristes ne faisant pas bon ménage avec les maringouins, la municipalité a fait traiter tout le territoire, sur un diamètre de douze kilomètres. Déjà, l'impact est évident sur les mouches noires, soutenait hier le directeur de la chambre de commerce de la ville, Jacques Girardin. L'épandage aérien doit se poursuivre durant l'été.

Les scientifiques estiment que les mouches noires peuvent se déplacer sur une distance de dix kilomètres tandis que le maringouin, lui, voyage beaucoup moins, trois ou quatre kilomètres tout au plus.

Ils ne piquent pas par plaisir

Membre du Groupe de recherche sur les insectes piqueurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières, l'entomologiste Jean-Pierre Bourassa explique que les lignées des bactéries utilisées, familièrement connues sous le nom de B.T., attaquent spécifiquement les larves que l'on veut détruire. Le groupe qui en est à sa vingtième année d'existence, fait figure de pionnier au Québec dans l'éradication des moustiques. (Depuis une dizaine d'années, tous les épandages biologiques contre les moustiques sont effectués par une firme privée.) Actuellement les chercheurs mènent des expériences d'élimination des maringouins avec des pulvérisations de toxines produites par des champignons.

M. Bourassa estime toutefois que les insectes piqueurs sont là pour y rester et qu'il est illusoire, en plus d'être dommageable pour l'environnement de tenter de les détruire sur de très grandes surfaces. Ces bestioles jouent d'ailleurs un rôle important dans l'alimentation de certains poissons et d'oiseaux migrateurs.

Même si leur comportement semble plutôt sadique, les maringouins et les mouches noires ne nous piquent pas par plaisir. Seules les femelles sont armées de seringue (les mâles butinent dans les fleurs) et les protéines conte-

Des puces pour vacciner les lapins de garenne

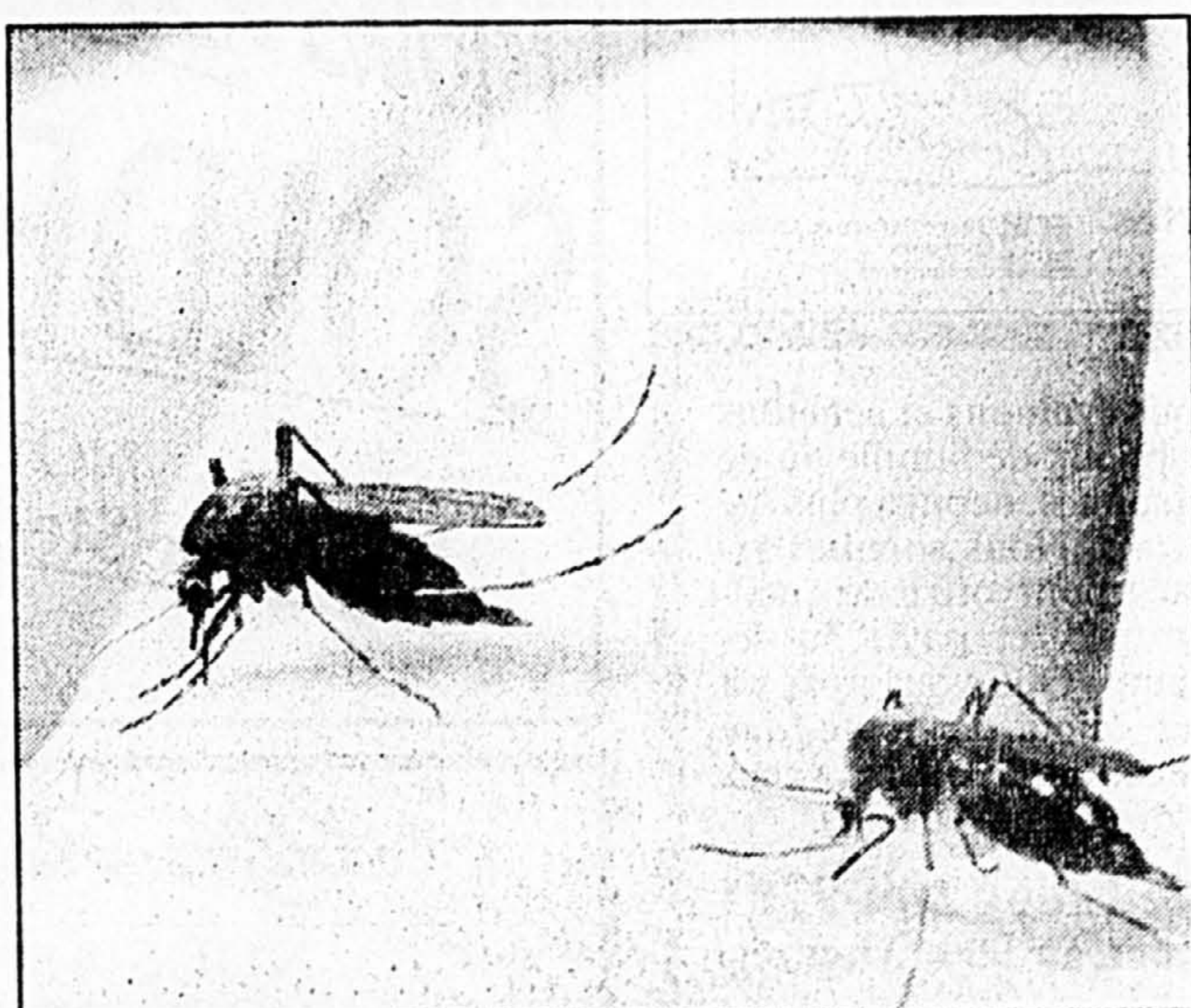
Agence France-Presse
MONTPELLIER, France

■ Un virologue et un entomologiste vont élever dans le sud de la France des puces qui, les pattes imprégnées d'un vaccin, iront immuniser les lapins de garenne contre la myxomatose qui décime cette espèce.

Les puces porteuses du vaccin contre la maladie viendront se poser sur ces mammifères dont elles ont un besoin vital. Ainsi vacciné par son parasite (une fourrure de garenne abrite en permanence 50 à 200 puces) le lapin sauvage sera prévenu contre la myxomatose, cette maladie infectieuse qui ravage les terriers.

Cette expérience est financée par 40 fédérations de chasse qui ont récolté 1,5 million de FF (280 000 \$) lors d'une souscription. Elles viennent de créer, au nord de Montpellier, « Bio-espace », un laboratoire où le *Spilopsyllus cuniculi* sera élevé selon des techniques simples, importées d'Australie et de Grande-Bretagne.

L'idée, explique Ferdinand Jaoul, vice-président du laboratoire de l'université de Montpellier, vient d'Australie. « Là-bas, les puces inoculent la maladie aux lapins... Nous allons utiliser le même moyen à une fin opposée puisque nous inoculerons le vaccin ».



Deux maringouins sur une main «appétissante». PHOTO La Presse

nues dans le sang de leurs victimes, mammifères, oiseaux ou même des amphibiens comme des crapauds et des grenouilles, sont essentielles au bon développement de leurs oeufs. Si elles ne peuvent obtenir leur dose de sang, la ponte qui se fait dans l'eau, sera presque nulle. Chez le maringouin, les oeufs pourront survivre durant des années dans une mare desséchée et éclore dès que l'occasion se présente.

Personnes «appétissantes»

C'est le gaz carbonique et la chaleur émis par le corps humain, ainsi que les odeurs des sécrétions de la peau qui attirent les insectes piqueurs vers leurs proies préférées. Ce sont donc ces facteurs qui rendent une personne plus «appétissante» qu'une autre.

De nombreux tests effectués tant à l'Université du Québec à Trois-Rivières qu'ailleurs dans le monde ont aussi démontré que les vêtements de couleur sombre, comme les jeans bleus par exemple, ont un puissant effet attracteur sur les insectes piqueurs alors que le jaune et surtout le blanc ne les attirent presque pas. Il a aussi été prouvé scientifiquement que tous les gadgets à ultrasons, du moins ceux qui ont passé entre les mains des entomologistes, sont sans aucun effet répulsif, contrairement à ce que prétendent leurs fabricants.

Quant aux appareils à lumière ultra-violette, elles peuvent effectivement tuer quelques maringouins mais leurs effets seraient insignifiants au-delà de quelques mètres. Au contraire, dit le biologiste Guy Charpentier, lui aussi du groupe de recherche de l'Université du Québec, ces appareils peuvent parfois attirer beaucoup plus de maringouins qu'ils n'en éliminent.

Quant aux «huiles à mouches», elles restent les seuls produits domestiques vraiment efficaces. M. Charpentier vient d'ailleurs de faire des essais pour comparer le degré d'efficacité des chasse-moustiques les plus répandus et ceux qui sont à base de citronnelle, une plante aromatique d'origine asiatique. Les deux produits ont le même effet répulsif. Mais à concentration égale, les huiles dont le produit actif est le di-éthyl-toluamide, un alcool, résistent un peu plus longtemps à l'évaporation, de cinq à sept heures, au lieu de trois à quatre heures pour la citronnelle.

Par contre, le composé chimique de synthèse engendre souvent des réactions allergiques en plus d'être dommageable lorsqu'il entre en contact avec certains plastiques. On rapporte même un cas de mortalité à la suite de l'utilisation de ces huiles, des parents ayant badigeonné entièrement leur jeune enfant de chasse-moustiques.

N'OUBLIEZ PAS LA FÊTE DES PÈRES, LE 21 JUIN

OFFREZ LE MONDE À VOTRE CHER PAPA, ET PLUS ENCORE



VENTE 19 \$

Prix Courant 25 \$
PORTE-CARTES D'AFFAIRES
Un merveilleux accessoire en bronze laqué au fini laiton 7 1/2 po haut. x 3 po larg.



VENTE 99 \$

Prix Courant 129 \$
MEUBLE-CARROUSEL À DISQUES COMPACTS
Cette colonne pivotante montée sur une base fixe permet de ranger jusqu'à 64 CD. 16 po haut. x 11 1/2 po larg. x 11 1/2 po prof.

VENTE 129 \$

Prix Courant 159 \$
GLOBE TERRESTRE SUR GUÉRIDON
Ce globe sur trépied au fini acajou est un accessoire splendide pour la maison ou le bureau. 38 po haut. x 16 po diam.



VENTE 69 \$

Prix Courant 95 \$
VALET DE NUIT DE GENTILHOMME
Ce valet de nuit de gentilhomme au fini acajou aidera l'apa à être bien ornée, à la maison comme au foyer. 41 1/2 po haut. x 18 po larg. x 12 1/2 po prof.



VENTE 99 \$

Prix Courant 139 \$
ARMOIRE À JEU DE FLÉCHETTES
Un jeu de fléchettes avec une cible réglementaire en couleurs, six fléchettes et une ardoise: le tout est présenté dans une armoire aux portes pliantes. 25 1/2 po haut. x 3 1/2 po prof. ouvert: 40 1/2 po larg. fermé: 20 1/2 po larg.

La Compagnie Bombay

Prix en vigueur jusqu'au 21 juin 1992.

SOLDES ! SOLDES !

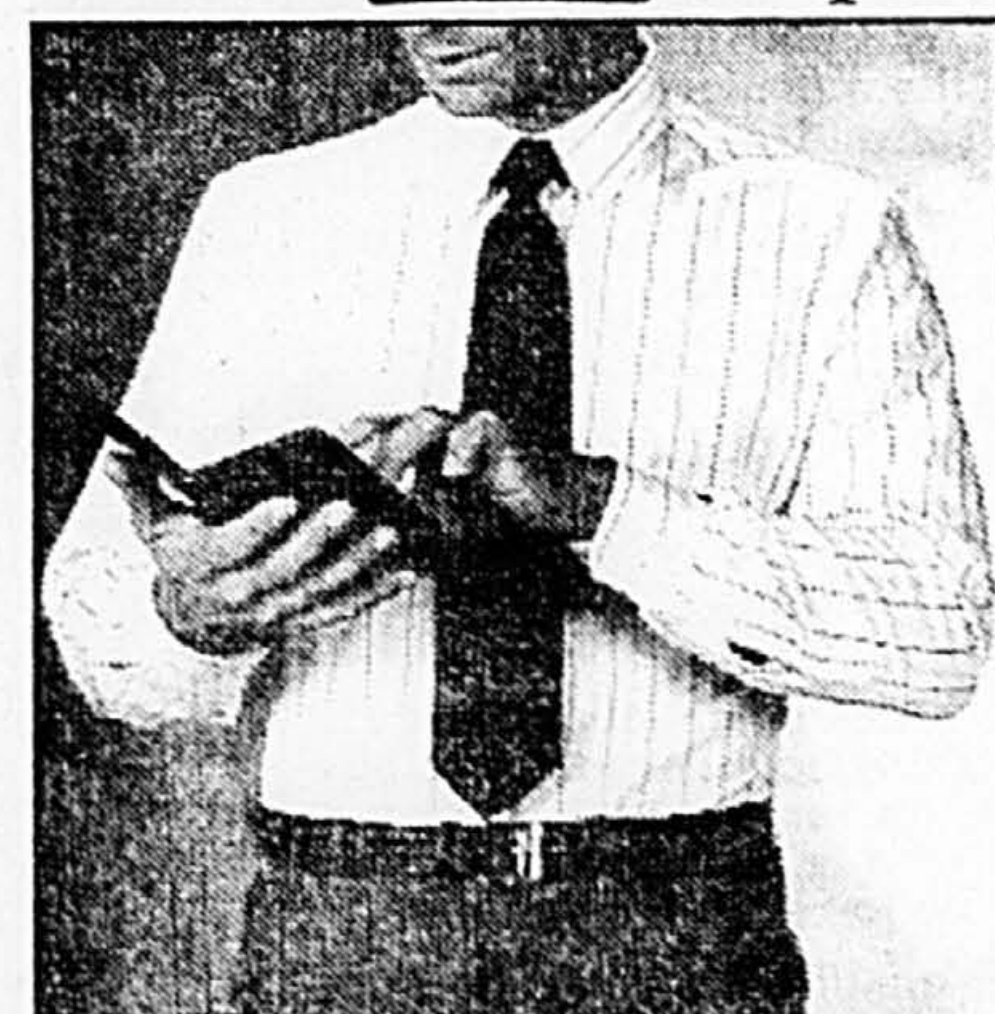
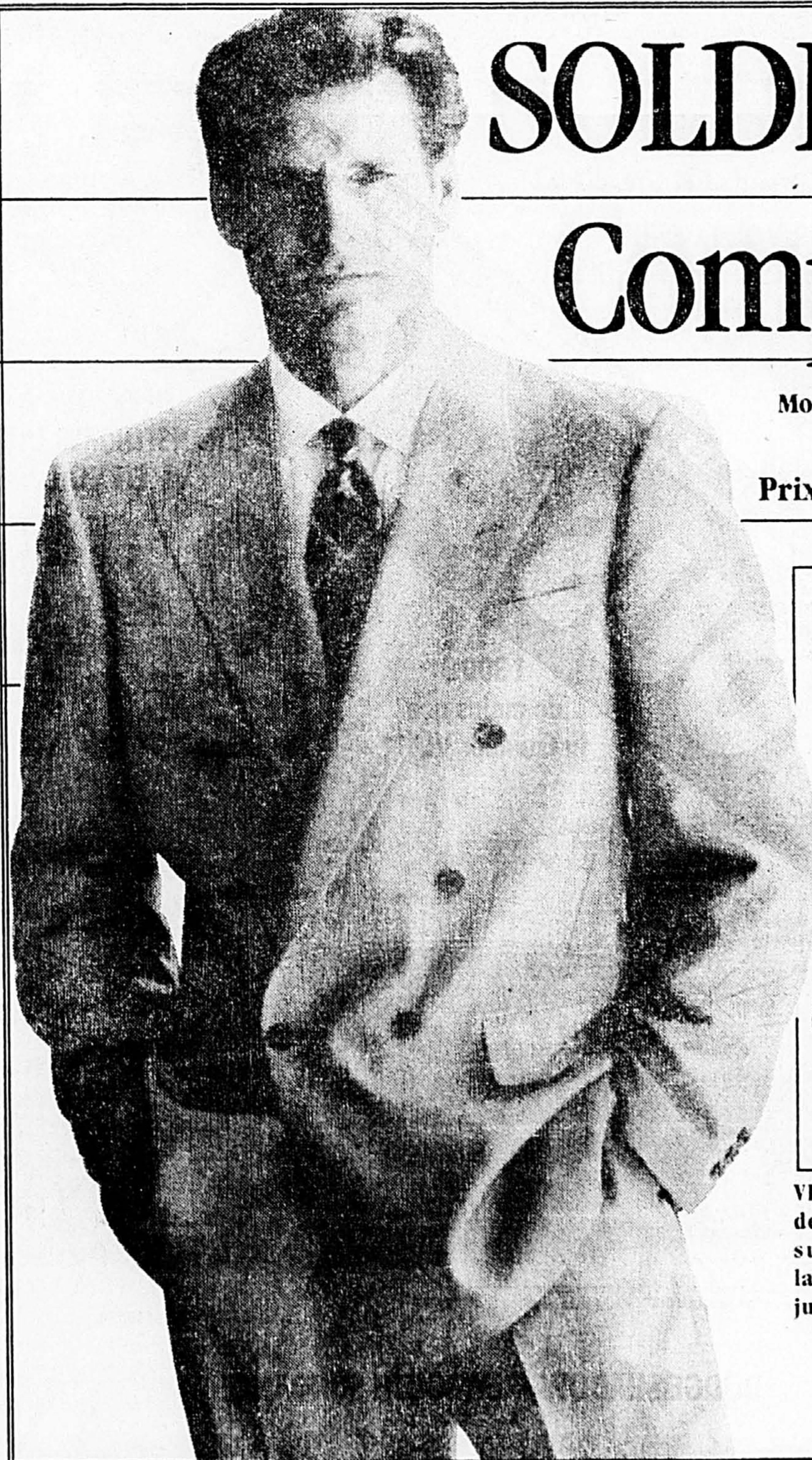
Complets

1/2 prix et plus

Modèles croisés ou droits.

Tailles 36 à 52

Prix courant jusqu'à 495 \$



VESTONS SPORT- Un grand choix de vestons sport d'été de qualité supérieure en 100% laine ou laine-polyester. Prix courant jusqu'à \$295

spécial 149,99

CHEMISES HABILLÉES- Un assortiment de chemises habillées en poly-coton à manches longues. Unies ou à rayures

Prix courant jusqu'à \$50

spécial 24,99



QUÉBEC

- Centre Rockland 735-5441
- 4475 bd Métropolitain 374-4555
- Fairview Pte-Claire 694-9050
- Carrefour Laval 687-1670
- Carrefour Angrignon 366-0762
- Place Ste-Foy 653-6255
- Galeries d'Anjou 353-6310
- Promenades St-Bruno 653-5100
- Galeries de la Capitale 627-5730
- Place Fleur de Lys 522-4057

Adoption: Québec négocie avec l'ambassade de Chine à Ottawa

GILLES NORMAND
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Des représentants du ministère de la Justice et du ministère de la Santé et des Services sociaux sont en pourparlers avec l'ambassade de Chine à Ottawa pour démêler l'imbroglio tant juridique que diplomatique qui a mis une fin abrupte, en avril dernier, à l'adoption d'enfants chinois par des familles du Québec.

Aucune solution n'est donc encore retenue pour venir en aide aux 500 familles québécoises en attente d'enfants à adopter, mais au cabinet du ministre Gil Rémillard on affirme que tous les efforts sont faits pour régler le dossier au plus tôt, si possible avant la fin de la présente session parlementaire, prévue pour le 22 juin.

La voie d'un amendement au

Les délais nuisent à la justice et coûtent trop cher

LIA LÉVESQUE
de La Presse Canadienne

Les délais dans le domaine de la justice sont tels qu'ils nuisent à l'efficacité et coûtent cher aux contribuables.

« La justice, ce n'est pas un club privé, c'est un service public. Présentement, nous ne donnons pas aux contribuables le service auquel ils ont droit et pour lequel ils paient cher », a affirmé hier le juge en chef de la Cour suprême du Canada, M. Antonio Lamer, qui s'adressait à des membres du Club Kiwanis Saint-Laurent à Montréal.

Le juge Lamer, qui a insisté pour souligner qu'il parlait en son nom personnel, s'est aussi demandé s'il ne faudrait pas carrément abolir les enquêtes préliminaires.

Il a admis avoir fait part de cette suggestion au premier ministre Brian Mulroney dans une lettre.

Au cours d'un entretien avec quelques journalistes, après son allocution, il a précisé: « Moi, comme juge en chef, il m'arrive à l'occasion d'écrire au premier ministre pour y aller de suggestions. Et parmi nombre de suggestions que je lui ai faites, j'avais mentionné l'abolition de l'enquête préliminaire ».

Le juge Lamer a ajouté: « Je n'ai pas écrit à M. Mulroney en m'attendant à ce que M. Mulroney règle le problème », mais simplement parce que le protocole veut que le juge en chef de la Cour suprême s'adresse au premier ministre.

Lui-même avoue qu'une telle suggestion d'abolir les enquêtes préliminaires ferait des vagues, notamment chez certains avocats. « Vous allez entendre des arguments et énormément de résistance face à ça. »

Le juge Lamer « ne croit pas que l'enquête préliminaire serve la société ». Selon lui, cette enquête, qui doit servir à déterminer s'il y a matière à procès, sert trop souvent à faire dévoiler la preuve. Et pour dévoiler la preuve, il existe des moyens plus efficaces, selon lui.

Délais

Le juge a également répété les reproches qu'il avait déjà formulés, à l'occasion du Sommet de la justice à Québec, contre les délais dans le système judiciaire.

Avec des délais allant jusqu'à 31 ou 34 mois devant certains cours, on est en droit de se demander si la Justice reste accessible et efficace, a-t-il mentionné.

Il a qualifié ces délais de « pathologie la plus nocive dont souffre la justice ».

Selon lui, il serait même possible de réduire la criminalité en amenant les accusés plus vite à leur procès. Il croit que plusieurs crimes sont l'oeuvre de gens qui ont versé un cautionnement et qui attendent la tenue de leur procès.

Le juge Lamer a d'ailleurs demandé aux chefs de police de compiler des statistiques à ce sujet pour étayer ses dires. On pourrait ainsi « voir l'ampleur du problème ». « Je soupçonne qu'il est sérieux », a-t-il laissé tomber.

La solution à ce problème des délais passe par plusieurs moyens, différents selon les régions et les cours, croit-il. Aucun ne représente une panacée. Dans certaines provinces et certaines cours, il faudrait temporairement davantage de juges, le temps de raccourcir la liste d'attente; dans d'autres, il faudrait plus de locaux et de facilités techniques.



Montréal sourit aux touristes. Dites-leur Bonjour!

Nous Achetons Les bijoux

Nous évaluons et achetons les bijoux de famille ou de personnes depuis plus de 20 ans. Nous sommes réputés pour offrir le meilleur prix et payer sur-le-champ. Que vous ayez un seul bijou ou toute une collection à offrir, venez en discuter avec nous.

Thompson & Whetstone Ltée 289-9761
1117, rue Ste-Catherine O., bureau 900, Montréal

PLUS DE 3 000 POINTS OFFERTS, CETTE SEMAINE, DANS LA PRESSE

Si vous êtes membre du CLUB, entrez le code suivant:

54499838

Sinon, composez, à Montréal, le 251-8688 ou, sans frais, le 1 800 563-8688.

CLUB Multi points

boutique **MOUSSELINE**

SOLDE D'ÉTÉ

NOUVELLE ADRESSE:
1180, rue Ste-Catherine ouest
Tél.: 878-0661

Alfa Romeo

NOUS AIMERIONS VOUS PRÉSENTER LA BELLE ET LA BÊTE!

1992 ALFA ROMEO 164S

45440\$
41499\$

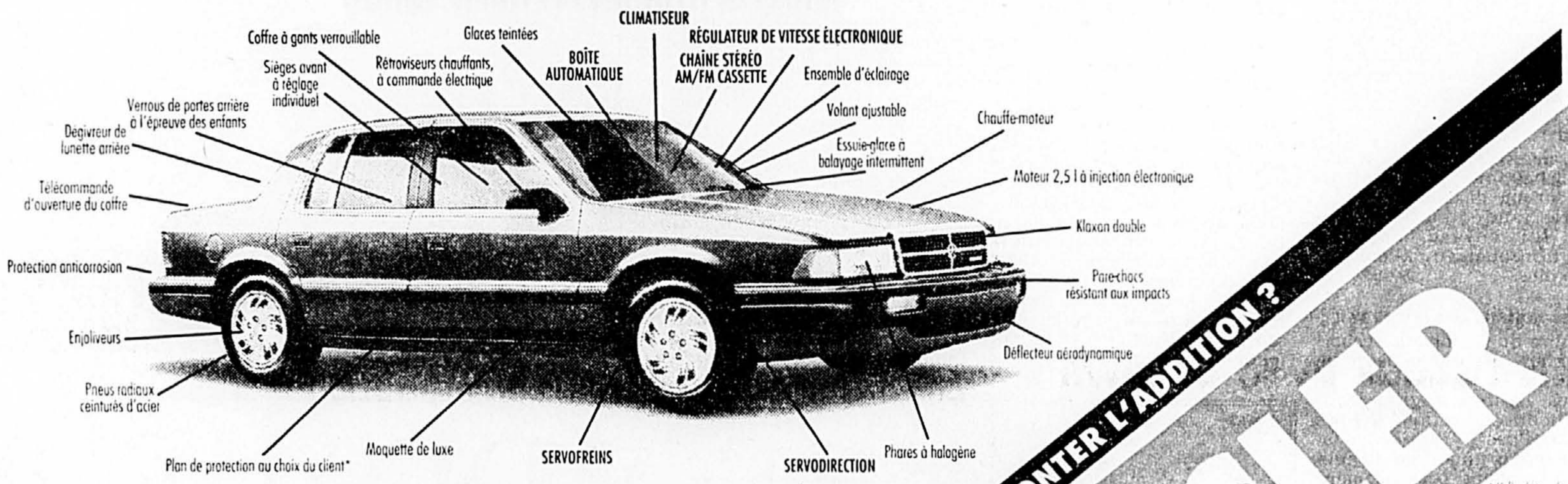
1992 ALFA ROMEO SPIDER VELOCE

31307\$
28999\$

Bienvenue à tous pour ces spéciaux durant les festivités du Grand Prix!
CONCESSIONNAIRE AUTORISÉ • VENTE ET SERVICE

John SCOTTI 4330 est, Jarry, St-Léonard 725-9394
AUTOMOTIVE LTÉE

DODGE SPIRIT / PLYMOUTH ACCLAIM



Comparez avec la Corsica et la Grand Am!

FIEZ-VOUS À CHRYSLER POUR VOUS OFFRIR UNE GRANDE BERLINE 6 PASSAGERS À PETIT PRIX!

12 999\$†

CLIMATISEUR COMPRIS

après la remise de **1 250\$** du fabricant

OU

TAUX DE CRÉDIT DU FABRICANT POUR 48 MOIS sur le P.D.S.F. de 14 249\$

1300\$ de moins que la Cavalier VL!*

10 425\$†

CLIMATISEUR COMPRIS

FIEZ-VOUS À CHRYSLER POUR TRANSFORMER UNE VOITURE COMPLÈTE EN VOITURE ABORDABLE.

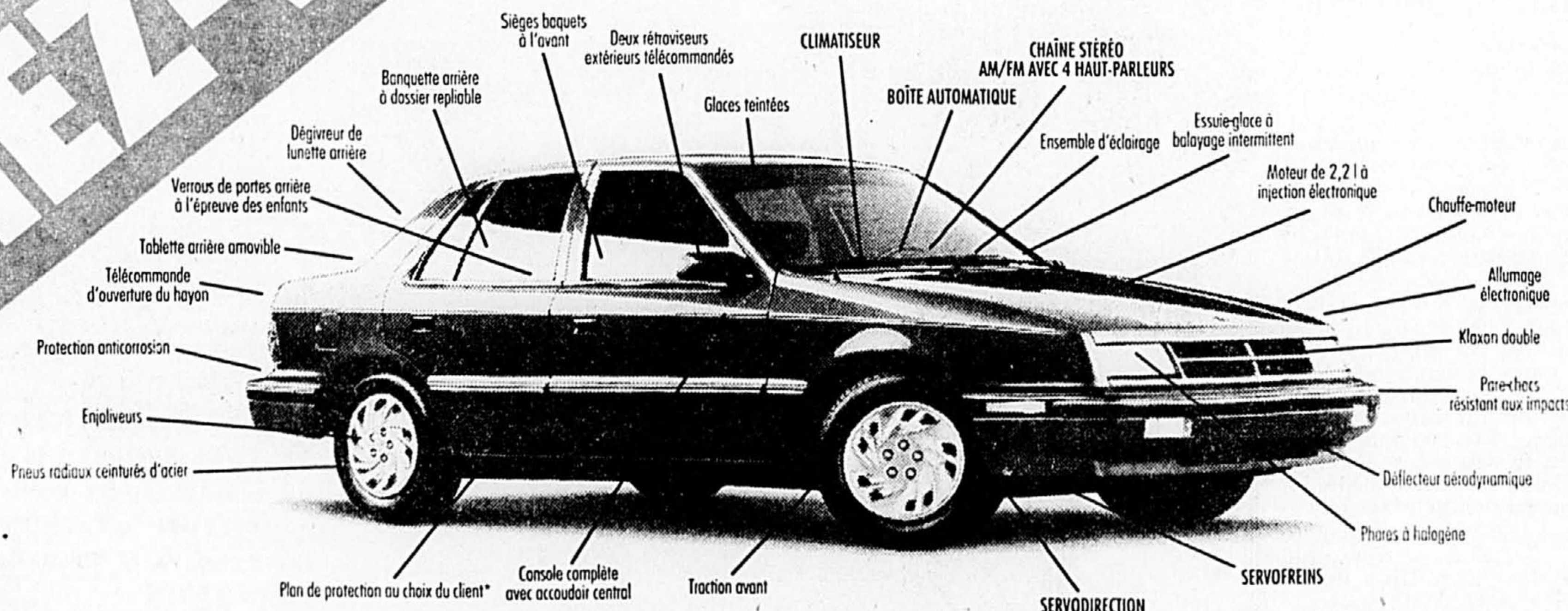
après la remise de **1 250\$** du fabricant

OU

TAUX DE CRÉDIT DU FABRICANT POUR 48 MOIS sur le P.D.S.F. de 11675\$

FIEZ-VOUS À CHRYSLER

COMMENT ADDITIONNER LES CARACTÉRISTIQUES SANS FAIRE MONTER L'ADDITION?



DODGE SHADOW / PLYMOUTH SUNDANCE

L'AVANTAGE CHRYSLER

PROFITEZ DE CES AVANTAGES CHEZ LES CONCESSIONNAIRES CHRYSLER DU QUÉBEC.

